



Villes en Transition

Développement urbain et Intégration sociale

10, rue d'Inkermann
69100 Villeurbanne

Tél / Fax. : 33 (0)4.72.71.37.55
E-mail : assocvet@wanadoo.fr

PRELIMINARY SURVEY FOR THE DEVELOPMENT OF PROGRAM FOR ENERGÉTIQUE EFFICIENCY IN DOMESTIC HOUSING IN AFGHANISTAN



2, cours M^{al} Foch
13400 Aubagne

Tél : 33 (0)4.42.18.55.88
E-mail : geres@free.fr
<http://www.geres.free.fr>



Des ressources pour l'évaluation
Des repères pour l'action

32, rue Le pelletier
75009 Paris

Tél : 33 (0)1.44.83.03.55
E-mail : f3e@f3e.asso.fr
<http://www.f3e.asso.fr>

ANNEXES

2008 Mai 05th

ANNE BURLAT
aburlat@free.fr

PROJECT LEADER, FOR V.e.T.

LISTE DES PERSONNES RENCONTREES	2
OBJECTIF DES ENQUETES SOCIO-ECO, EN MILIEU RURAL ET URBAIN	5
OBJECTIF DES ENQUETES SUR LES STRUCTURES DE MICRO-FINANCE	10
LISTE DES ORGANISMES DE MICRO-FINANCE REFERENCES PAR MISFA	11
ACTIONS POSSIBLES A MENER PAR LE GERES POUR CAPITALISER LES ACQUIS	13
GERES - PRESENTATION D'UNE ETUDE PREALABLE, DEMANDE DE FINANCEMENT	15
VeT - NOTE METHODOLOGIQUE	39
GERES / VeT - BUDGET DE L'ETUDE	51
MADERA - RESULTAT D'ENQUETE REALISEE EN MILIEU RURAL	53
ACF / GERES - RESULTAT D'ENQUETE REALISEE EN MILIEU URBAIN	103
GERES - RESULTAT D'ENQUETE SUR LES STRUCTURES DE MICRO-FINANCE	112

IN KABUL

Missions effectuées du:

- 25 Aout 07 au 1er septembre 07
- 05 Avril au 12 Avril 08

GERES (Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarités) Kabul

- Julien Jacquot, directeur pays
- Jean-François Ospital, directeur pays à partir de juin 2008
- Edgar Dezuari, responsable du département construction, chef de projet FFEM
- Olivier Munos, ingénieur agronome, coordinateur du département développement rural (dont projet PSH), Aout 07
- Janis Differt, ingénieur agronome, coordinatrice du département développement rural (dont projet PSH), Avril 08
- Denis Rouge, ingénieur thermicien, assistant technique énergies, Aout 07
- Simon Biney, ingénieur thermicien, assistant technique énergies, Avril 08
- Matthieu Faureau, énergéticien
- Adel Mirza, superviseur des constructions, département du développement rural
- Bashir, ingénieur agronome, responsable de programme, dpt du développement rural
- Saleem, ingénieur agronome, chef de projet, département du développement rural

MADERA (Mission d'Aide au développement des Economies Rurales, programme Afghanistan)

- Patchi Elichiry, responsable de la cellule "*monitoring & evaluation*"
- Pascal Arthaud, directeur pays

ACF (Action Contre la Faim)

- Ophélie Deyrolle, responsable département sécurité alimentaire, Aout 07
- Haniba Abiy, responsable département sécurité alimentaire, Avril 08
- Trayle Kulshan, responsable département eau et hygiène, Aout 07
- Matteo Perrone, responsable mission, Aout 07

DED (*Deutsche Entwicklungsdienst* – coopération allemande)

AfgEI (*Afghan French German Energy Initiative*)

- Andre Moeller, *Renewable Energy Expert*

HRA (*Horizon Rehabilitation for Afghanistan*)

UNEP (*United Nations Environment Programme*)

- Belinda Bowling, *Environmental Law and International Conventions Expert*
- Naseer Ahmad "Afzali", *National Programme Officer*

NEPA (*National Environment Programme Afghanistan*)

- Zahid Ullah Hamdard, *Director of International Environmental Affairs Division*

MRRD (*Ministry of Rural Rehabilitation and Development*)

- Mostafa Sabbayh Torkam, *advisor*

AIMS (*Afghanistan Information Management Service*)

UNDP (*United Nations Development Programme*)

- Ajiniyaz Reimov, *programme officer Energy and Environment Programme*

USAID (*United States Agency International development*)

- Dr. A. Neal Mangham, *chief of party, Afghanistan higher education project*
- Stephan Lombardo, *Team leader for land activities*
- Anne Girardin, *Land information specialist*

CURRENT C *Energy Systems, Inc.* - Sandra B. McCardell, *consultant*

FMFB (*the First MicroFinanceBank*)

- Mohd. Bashir Amiri, *marketing manager*

UN-Habitat (*United Nations Human Settlements Programme*)

- Bijay Karmacharya, *Rural Programme Advisor*
- Pushpa Chitrakar, *Engineering advisor*

Solidarité, aide humanitaire d'urgence

- Yara Burka, *chef de mission*, Avril 07
- Alexandre Habert, *responsable eau et hygiène*, Aout 07

GTZ (*coopération technique allemande*)

- Pia Cantoni, *project manager Renewable Energies*

Wakil

- Mr Fazel Mohannad, *Gosar Qala e Akhund, district 6*
- Mr Qazawi, *Gosar Deh Qabel, Head of Wakil districts 6 & 13*

Municipalité de Kaboul

- Puspha Pathak, *Senior Urban Policy, Planning and Development Advisor*, Aout 07

AREU (*Afghanistan Research and Evaluation Unit*)

AKTC (*Aga Khan Trust for Culture*)

- Anna Soave, *Historic Cities support Programme*, Aout 07

1 matinée de travail avec 8 Wakil du district 13 (Kabul) - Avril 08

1 journée de Workshop avec de potentiel partenaires - Avril 08

EN FRANCE

GERES (Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarités)

- Alain Guinebault, Directeur général
- Vincent, Directeur pays Inde

ISTED (Institut des Sciences et des Techniques de l'Équipement et de l'environnement pour le développement)

- Louis Lhopital, chargé de programme ville (Juillet 07),

Horus Groupe (créateur de : *the First MicroFinanceBank*)

- Gaël Briot, Economiste (juillet 07)

URD (Urgence Réhabilitation Développement)

- Béatrice Boyer, responsable des questions urbaines (Septembre 07)

Planet Finance

- Delphine Thizy, co-responsable de l'étude commandité par MADERA sur la région Nord-Est de l'Afghanistan (janvier 08)

Architecture Studio

- Thomas Fischer, responsable du dossier "New Kabul" (janvier 08)

[Compte rendu du sujet traité lors de la réunion de fin de mission du 31 août 2007 (GERES Kabul, ACF, MADERA et A. Burlat) avec validation des différents intervenants.

C.R. communiqué le 11 septembre 2007, aucune réserve n'a été émise en retour.]

OBJECTIFS GENERAUX

L'enquête est à structurer en deux parties, d'une part des informations concernant l'ensemble du secteur pressenti, d'autre part, des enquêtes de population par foyer. Dans le cadre rural, la partie présentant le secteur doit être entendu par village (ou vallée). Dans le cadre urbain, l'enquête mettra en évidence l'existence (ou non) de secteurs homogènes, qu'ils soient connus comme ceux de la gestion de la population (les *gosar* (?) sous la responsabilité des *wakil*), ou non identifiés à priori comme les secteurs définis par les caractéristiques des habitants (ethnies, *returnees*, immigration rurale, ouvriers particuliers, etc.) ou de l'habitat.

Les informations utiles à la mise en place du projet se rassemblent sous trois thématiques, qui se recoupent :

- L'accès à l'énergie

Il s'agit d'appréhender les énergies utilisées et les impacts environnementaux de leur utilisation, d'ensemble ou individuels, comme les impacts économiques pour les familles. C'est principalement une approche pour l'ensemble du secteur, l'approche individuelle pouvant être traité au sein de celle sur l'économie des ménages.

- L'économie des ménages

L'objet est double. Il s'agit d'une part de pouvoir appréhender la vulnérabilité des familles dans les secteurs pressentis. D'autre part, il sera nécessaire d'approcher le fonctionnement du ménage (des habitants) d'une maison, afin de promouvoir le projet PSH, compte tenu des contraintes d'entretien inhérentes au projet (responsabilisation) et de leurs impacts en termes d'anticipation sur les budgets.

- Le développement territorial

Ce volet est particulièrement important en milieu urbain (ou du moins périurbain, pour ce qui concerne le projet PSH actuellement). Même si la totalité du développement urbain hors des limites du *master plan* est considéré comme informel puisque illégal, il existe visiblement plusieurs niveaux dans cette illégalité. La première différence concerne la caractéristique initiale du terrain bâti (privé ou public), avant l'achat par le propriétaire actuel.

Les problématiques propres au(x) processus du) développement urbain n'ayant pas été particulièrement envisagées dans les termes de références et n'étant pas une compétence spécifique des trois ONG présentes à Kaboul, Anne se chargera dans la mesure du possible (et avec l'aide du GERES Afghanistan pour les informations institutionnelles à collecter sur place) de cette partie de l'étude.

Les attendus de cette première enquête sont donc :

- Le potentiel d'habitat éligible par secteur et les connaissances préalables pour envisager les impacts en termes d'urbanisation des actions menées sur cet habitat.
- Les modes de chauffage actuels et leurs résultantes (impacts économiques, environnementaux, sociaux).
- Le potentiel de prise en charge (et de motivation) du projet par la population, en fonction de sa vulnérabilité, tant en responsabilisation qu'en anticipation budgétaire. Deux possibilités :
 - L'enquête aborde de front la motivation à entrer dans le projet PSH, elle nécessite de présenter le projet PSH. Il conviendrait donc de prévoir cette présentation avec le GERES : est-il souhaitable d'en parler en amont ?
 - l'enquête est réalisée dans l'objectif de rassembler des connaissances sur la population, ces questions ne peuvent cibler qu'une motivation théorique sur un investissement pour un projet (aidé) d'amélioration de l'habitat. Cette approche peut-être abordée entre autres à travers l'état d'entretien de la maison, les différents systèmes techniques existants (chauffage, foyer, rangements) et l'utilisation faite du terrain (potager).

Dans tous les cas, la motivation "réelle" devra être appréhendée au moment du choix des bénéficiaires, lors de la mise en place du projet.

En fonction de leurs compétences et de leurs habitudes, il faudrait que chacune des ONG enquêtrices et le GERES donnent leur avis sur la question, afin qu'un choix puisse être réalisé.

Il me semble que le deuxième choix est à privilégier, mais cela implique un avis qualitatif (et donc subjectif) de la part des enquêteurs : est-ce envisageable ?

LE SECTEUR PRESENTI POUR LE DEVELOPPEMENT DU PROJET PSH

ACCES A L'ENERGIE - Sous quelle forme : commun, individuel
Quel type d'énergie : hydraulique, solaire, micro-hydraulique, ...
Qui (institution, projet) a développé cet accès
Le réseau (ou le matériel) nécessitent-ils un entretien (important ?)
Est-il réalisé, par qui, sous quelle responsabilité

ECONOMIE - Accès à un marché local : échelle du marché (types de produits disponibles)
Frais de transport (vers les secteurs ruraux) :
depuis le marché local (Beshud ?)
depuis Kabul

DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

structure institutionnelle – décentralisation (en cours) ou déconcentration ?

organisation communautaire : le <i>wakil</i>	quelle effective représentation (donnée subjective argumentée) présent depuis longtemps ?
---	---

population – répartition, structuration, organisation territoriale : en secteur rural

Répartition sur le territoire (nombre moyen de bâtiments)	en villages, hameaux, groupements lâches habitat disséminé, autour d'un bâtiment public en lignes horizontales (sur les versants) ...
Orientation des constructions	sur un versant, en fond de vallée
Habitat "type" (existe-t-il ?)	disposition, dimension, orientation hauteur du bâtiment : régulière ?
Fonctionnement	nbre de pièces/destination, sexuée ? fenêtres nbre/pièces
Bâtiment	matériaux de construction (traditionnels ?) murs, plafond, toiture, sol, ouvertures
Mode de vies / saison	travaux des champs, serres, animaux travaux de maintenance (maison) activités sociales (quelles, quand)

Capacité de PSH possibles dans le secteur pressenti

ENQUETE SUR LA POPULATION – ECONOMIE DES MENAGES

LA PART MONETARISEE (LE BUDGET) gain (combien) ? comment ?

Dépenses / achats ? quoi (dont énergie) / combien

Si besoin, emprunt / remboursement ? (où)

attribution d'une aide sociale (d'installation ?) programme ?

quand, durée/montant, et actuellement ?

(quelle) anticipation des frais fixes (lesquels ? maison, etc.)

mensuels, annuels, saisonniers ?

LA PART NON MONETARISEE

troc ? (objet contre objet ?)

Dans quelle aire d'influence ?

Utilisation de la main d'œuvre - Quelle capacité ?
ciblé H.F.E. (homme, femme, enfant) ?

Echange de main d'œuvre ?

Impact de cette économie sur l'environnement (rural)

Ramassage des broussailles – pour soi, pour la revente

possession du bois – destiné à la construction, pour soi, pour la vente

utilisation des bouses (élevage) – combustible, engrais, vente

utilisation des ressources hydriques – électricité, irrigation

individuel, commun (quel responsabilité ?)

nbre **personnes** / foyers, nbre **foyers** / maison – H.F.E.

origine (anciennement installés, migrants d'autres provinces, *returnees* - d'où ?)

activité (de chaque membre : professionnelle, école, foyer) – présences en journée

Pour un projet de PSH :

main d'œuvre mobilisable

possibilité (propriétaire de bois, savoir faire)

participation possible

capacité (de la main d'œuvre)

motivation

à la construction, à l'entretien

raison donnée de cette éventuelle motivation

Mode de vie / utilisation de l'énergie

Moyen de chauffage actuel (jugé satisfaisant ? raisons de ce choix)

Frais entretien / remplacement – périodicité

Type d'utilisation (heures / jours / nbres mois)

Désagréments / agréments odeur / fumée

Autonomie en chauffe

Type/temps de main d'œuvre fonctionnement (H.F.E)

La maison

Taille (prof x long), orientation, entretenue ?, terrasse existante ?

surface pièce de vie (prof/longueur façade/fenêtres : nbres, taille)

Terres (jardin)

surface, utilisation / optimisée ? arbres (prêt à les utiliser ?)

ENQUETE SUR LA POPULATION – DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

STATUT D'OCCUPATION DE LA MAISON

Propriétaire

Locataire

Hébergé

...

à une première estimation des caractéristiques de la maison (orientation de la façade principale au Sud)

un premier croisement orientation de la maison / statut de l'occupant

donnera une information sur une possible intervention

devra être suivi d'un deuxième

orientation de la maison / statut de l'occupant / vulnérabilité du foyer

pour définir le rapport de maisons éligible en milieu urbain, pour le projet PSH, dans l'objectif de l'aide aux familles vulnérables.

PROPRIETE DE LA MAISON (urbain)

Par quels processus, le chef de ménage (éventuel bénéficiaire) est devenu propriétaire du terrain / de la maison.

Ancienne occupation du terrain : agricole (privé), inoccupé (public ?)

Achat du terrain à qui, comment :

quelles sont les personnes qui ont permis cet achat (validation ?): *Wakil*, service du district, etc.,

Y a t-il eu un intermédiaire : société immobilière, etc.

Si accueil dans un terrain d'une relation (familiale ?) :

questions sur la propriété de cette relation

questions sur la durabilité de l'hébergement : le "contrat" passé

Construction de la maison : dans un terrain vierge, en mitoyenneté

Comment s'est effectué le choix de l'orientation du bâtiment ?

Ces informations ont pour objectifs d'appréhender le niveau d'illégalité des maisons et par là, leur acceptabilité par les institutions municipales. Il faudrait savoir le niveau d'implication des *wakil* et du district. Par ailleurs, nous essaierons d'évaluer le pouvoir effectif de la municipalité à revenir sur (empêcher) le développement de secteurs dits publics (anciennement non urbains et non agricoles ?). Le GERES aura à se positionner sur la prise en compte ou non de ces illégalités et sur le respect des positionnements de la municipalité et de ses services.

Informations à recueillir lors des entretiens réalisés avec les différentes institutions de micro-finance présentes sur Kabul :

DONNEES GENERALES DU TYPE DE PRET

le montant envisagé, le taux et la durée ⇒ Un éventuel changement est-il envisageable pour l'une de ces données ⇒ quel impact ? et si non, pour quelle raison ?

le type de garantie employée, voire la méthodologie (Madera : village banking et groupes de solidarité. FMFB : banque et ...quelle garantie pour chacun des micro-prêts réalisés ou envisagés)

comment sont constitués les groupes de solidarité ? co-optage, délimitation géographique / sociale, ... ?

PRET SPECIFIQUE IMMOBILIER

une différence est-elle faite entre un prêt pour une activité créatrice de liquidités (entreprise, business), un investissement créateur de biens (immobilier), un investissement rentable à moyen terme (PSH) et un paiement de dettes (événements, prévu ou non) ?

Si oui, quel types de documents sont demandés ? (retour à la garantie sans doute).

Pour ceux qui envisagent ou pratiquent des prêts spécifiques pour l'immobilier (entretien/rénovation) pour l'instant, demandent-ils des documents spécifiques concernant la maison ? (est-ce un hasard si la FMFB choisit pour arrondissement du projet-test à Kabul, les deux sur lesquels sont menés des projets pilotes de régularisation des titres ? sans doute non) Et si possible, avoir un avis sur la manière dont chacun aborde le thème de l'habitat. Le constat est général aujourd'hui du besoin de micro-crédit (et prêt plus généralement) dans le domaine de l'habitat. Les organismes concernés

ont-ils effectué une étude pour appréhender le type de travaux envisagés ?

SELECTION DES BENEFICIAIRES

une idée sur le type de population intéressée (propriétaire ?), voire sur son type d'habitat actuel ?

ont-ils ciblé un niveau de revenu ? une catégorie sociale ? (ex : les salariés, les clients actuels, les femmes, les returnees, la co-garantie en couple...) ? ou de part leur activité souhaitent-ils en favoriser un, plusieurs ? un quartier spécifique ? (pourquoi celui-ci : possibilité d'ouverture ?)

de fait : mode de "sélection" du client (banque comme micro-crédit, si ouvert à Tous, retour à la garantie demandée sans doute)

MOTIVATION POUR UNE EVENTUELLE PARTICIPATION AU PROJET PSH

s'ils ne font aucune distinction sur l'utilisation du prêt : pourquoi ? dans ce cas, ont-ils un seul type de produit et, sont-ils éventuellement prêts à accueillir des prêts spécifiques ?

"Pay special attention to the fact that the credit is not used for daily consumption (food, heating...)" en filigrane un sens fort, est-il possible d'explicitier ce choix.

MISFA : Microfinance Investment Support Facility for Afghanistan

The Ariana Financial Services Group (AFSG) was established by Mercycorps in April 2003. AFSG uses the group lending methodology to provide credit to predominantly female clients in Kabul City who are active in a wide range of small businesses. The organization has also started an individual loan product targeted at repeat cycle clients (both males and females). There are plans to expand operations outside Kabul city and in Southern provinces (Kandahar).

CHF International's Afghanistan Microfinance Initiative (AMFI) offers credit and working capital to low-income households in Bamiyan and Ghazni provinces. The program uses solidarity group method to offer credit to business owners. The goal of the program is to improve the quality of life of individuals and households by addressing the need and demand for broader access to financial services.

The Afghanistan Rural Microcredit Programme (ARMP) was set up in 2003 by the Aga Khan Foundation (AKF). Its primary objective is to serve rural micro credit needs. The organization offers a variety of loan services to individuals to improve their business activities or remedy cash flow problems. ARMP reached operational sustainability in December 2005.

BRAC Afghanistan was setup by BRAC, the largest NGO in Bangladesh, in 2003. Since then the organization has expanded rapidly to become the leading microfinance institution in Afghanistan. As of September 2006, BRAC Afghanistan works in 19 provinces offering loans and savings services to a largely female clientele. BRAC also offers individual loans to business owners in both urban and rural areas of the country.

Child Fund Afghanistan (CFA) was started by the international NGO, Christian Children's Fund (CCF). CFA started a microfinance program with 3 women's NGOs in Taloqan, Kunduz and Badakshan in December 2001. At present the MFI operates in 10 districts across these 3 provinces. CFA follows a solidarity group lending methodology and has already reached operational sustainability.

FINCA Afghanistan was set up in 2004 by the International NGO, FINCA International. The organization has pioneered the development of shari'ah compliant lending (murabaha) in Afghanistan. As of September 2006 all FINCA Afghanistan credit products are Islamic compliant and will be expanded to address specific needs of women entrepreneurs and also increased loan sizes needed by slightly larger micro-enterprises. FINCA operates in city and surrounding areas of Kabul, Jalalabad, Herat and Mazar-e-Sharif.

FMFB**Hope for Life**

MADRAC was established in June 2005 by the Danish NGO, DACAAR, with the main goal of providing microfinance services to low-income households in rural areas of Afghanistan. MADRAC uses a solidarity group lending method for its operation with group sizes of 10-20 members. Presently, MADRAC reaches rural households of Herat, Ghazni and Laghman provinces. The organization is managed by an all-Afghan staff.

The Micro Finance Agency for Development (MoFAD) is a savings-based micro finance program established by CARE Afghanistan. MoFAD uses CARE's well-known savings and credit group (SCG) methodology to set up groups of women who rotate their savings and borrow from the MFI. The MFI presently operates in Kabul city and surrounding areas.

OXUS Afghanistan is part of the OXUS Development Network (ODN), a global network of MFIs affiliated to ACTED. OXUS Afghanistan is currently providing loans to solidarity groups of women and men for income-generating activities. The organization works in Kabul, Parwan, Balkh and Faryab provinces. In addition to its existing product line, Oxus Afghanistan is also piloting an individual loan product designed for business owners.

PARWAZ, is the first woman-led Microfinance institution for Afghans by Afghans in Afghanistan. Established in the fall of 2002 PARWAZ is a grass-roots, local Microfinance organization offering credit to male and female households in Kabul and Ghazni city and surrounding areas. PARWAZ won the 2003 CGAP Pro-Poor Innovation Award. In addition, 4 PARWAZ clients were winners of the 2004 Global Microfinance Awards to mark the International Year of Micro Credit.

SUNDUQ was setup by MADERA, a French NGO, in 2005. The organisation uses the village banking methodology to provide credit to rural households. MFI operations are spread across the Eastern part of the country (Nangarhar, Laghman and Kunar), with headquarters in Jalalabad city.

Women for Women International (WWI) started a Micro Finance program in 2004 in Afghanistan. Since April 2004 the MFI started its operation as a separate cost entity and works in two provinces, offering financial services to poor and socially excluded women in rural and urban areas.

WOCCU is the apex organization of the international credit union system which is assisting with the setup of credit unions here in Afghanistan. Unlike banks and micro finance institutions, credit unions are formed and owned by their members. Only owner-members have access to the savings and loan services provided by each credit union. WOCCU has established two credit unions in Balkh and Jowzjan provinces and is currently expanding to other parts of the country.

ACTIONS POSSIBLES A MENER PAR LE GERES POUR CAPITALISER LES ACQUIS

DEFINITION DE LA VERANDA COMME OBJET TECHNIQUE

Réalisation d'un ensemble de fiches techniques.

Chacune correspond à un détail technique, ce qui permet de faire évoluer facilement l'ensemble, comme d'avoir plusieurs solutions pour un problème proche et d'individualiser la solution choisie de l'ensemble.

- Pied de véranda (articulation structure/sol : terrasse en ciment, terrasse terre battue à l'étage, etc.)
- Tête de véranda (articulation toit véranda/maison : acrotère en terre ou en parpaing, mur haut, etc.)
- Articulation bas de toit (partie verticale/toit/lisse horizontale)
- Lisse de la porte (qu'elle soit en bois ou en feutre de laine)
- Pose du plastique (détails pour le fixer)
- etc.

DEFINITION DE DIFFERENTS MODELES DE VERANDA

Les maisons existantes présentent différentes morphologies auxquelles différents types de vérandas peuvent répondre.

Une véranda à bas coût implique un modèle pour une construction minimum.

Dans le cadre des *land allocation sites*, une orientation peu efficace peut avoir été donnée à l'ensemble du site. Ces lotissements sont réalisés de manière systématique par juxtaposition de maisons identiques. Le nombre pourrait alors justifier une étude spécifique : est-il possible de transformer le modèle initiale pour proposer une solution satisfaisante à ce context précis ?

LES MATERIAUX DE LA VERANDA

▪ Le film plastique

Différentes qualités sont sur le marché de Kabul sans que le GERES ne sache si ces différences ont un impact important sur les capacités techniques.

Suite à la connaissance de ces résultats, une étude comparative efficacité / coût / durabilité permettra un choix de matériaux en connaissance de causes.

L'obligation de démonter la couverture plastique pendant la saison chaude et de la remonter pour la saison froide impose une manutention peu aisée. Un matériaux de bonne durabilité demande une recherche sur une solution aisée à enlever et à remettre.

▪ Le bois

Les sections des bois utilisés depuis le début du projet PSH ont beaucoup variées, avec des impacts en terme de coût et sans doute de solidité dans le temps. Une capitalisation et une évaluation des vérandas réalisées permettra de faire un choix en connaissance de causes

- Le métal

Moins facile à mettre en œuvre que le bois, le métal a l'avantage d'une plus longue durée de vie, mais est très mauvais isolant, il rend compte des différences de températures (brûlant sous le soleil est intouchable en période de gel au risque d'y laisser sa peau). A son contact l'eau se condense. Enfin, le fer a l'inconvénient de rouiller. Pour autant, il permet une préfabrication que le bois ne permet pas et, non sensible à l'humidité de l'air, il présente des variations négligeables. Faut-il le laisser de côté ou chercher des solutions ?

A Kabul, une auto-replication de PSH a été faite en métal.

- Un suivi à mettre en place

Le GERES a besoin de connaître les capacités techniques (thermiques) des différents matériaux, mais également leur coûts, voire leur filière d'approvisionnement. Si les vérandas se développent à très grande échelle, une veille est nécessaire à mettre en place.

EVALUATION DES VERANDAS REALISEES

L'évaluation réalisée en août 2006 visait essentiellement l'acceptabilité de la véranda par les bénéficiaires. Elle a été faite uniquement sur les premières constructions et après un an d'utilisation.

Une évaluation technique et vécue des vérandas, après plusieurs hivers d'utilisation, serait souhaitable. Elle permettrait appréhender la maintenance relayée (ou non), et les avantages / inconvénients des choix techniques réalisés lors de la construction.

Cette évaluation est d'autant plus opportune dans le cadre d'un projet qui s'est construit à partir des expériences réalisées.



PRESENTATION D'UNE ETUDE PREALABLE DEMANDE DE FINANCEMENT

Préparation d'un programme de diffusion de l'efficacité énergétique dans l'habitat domestique dans les régions froides afghanes

contexte motivant la demande

A. Les acteurs impliqués dans l'étude

1. L'ANG demandeur

a) Missions, objectifs de l'ANG.

Le GERES, association créée en 1976 intervient sur des enjeux de développement durable, de réduction de la pauvreté et de respect de l'environnement. En matière d'environnement le GERES intervient sur la préservation et la valorisation des ressources naturelles, la gestion des déchets et la maîtrise des consommations d'énergie et la production d'énergie propre. Dans la lutte contre la pauvreté, les thèmes d'actions portent sur l'accès à l'énergie et les économies d'énergie pour les ménages, le renforcement des activités artisanales.

Le GERES intervient en 2006 dans 8 pays : Afghanistan, Cambodge, Inde, Bénin, Burkina Faso, Niger, Mali et Maroc (30 collaborateurs permanents au siège et dans les missions ainsi que 60 collaborateurs nationaux dans les 7 pays animent les projets).

b) Organisation institutionnelle interne

Le GERES est composé de 40 membres, cooptés ; son CA comporte au minimum 8 membres et au maximum 12 avec renouvellement par moitié tous les 2 ans. Un délégué général et un représentant des salariés participent au CA. L'association a 2 bureaux en France : au siège à Aubagne avec 12 collaborateurs permanents et à Marseille avec 3 collaborateurs ; dans les pays du sud, le GERES a des représentants dans 5 (Afghanistan, Cambodge, Inde, Bénin et Burkina Faso) des 8 pays où il intervient ; l'organisation varie selon les pays : structure locale GERES forte dans certains pays, notamment en Afghanistan ; assistance technique auprès d'une organisation locale.

En Afghanistan, il y a au 30 mai 2006, 8 expatriés dont 5 salariés long terme et 3 volontaires pour des missions de quelques mois ainsi que 12 collaborateurs nationaux ; l'équipe comprend un chef

de mission (Julien JACQUOT) qui coordonne 3 départements : développement rural, construction et administration.

Depuis le siège, des cadres assurent la cohérence des projets, leur suivi et la capitalisation.

c) Expériences antérieures significatives dans le pays et/ou dans le secteur considéré.

Depuis fin 2002, le GERES a inscrit dans ses priorités des interventions sur l'efficacité énergétique comme facteur de contribution à la réduction de la pauvreté : dans les services publics (santé et éducation) et dans l'habitat domestique ; dans les 2 cas il s'agit de réduire les coûts de fonctionnement liés à l'énergie ; l'envolée actuelle des coûts du pétrole renforce la pertinence de cette approche ; les autres effets escomptés sont les suivants, en particulier dans l'habitat domestique : amélioration de l'hygiène ; amélioration du confort, facteur de facilitation des activités génératrices de revenus en hiver dans les maisons.

Dans ses actions en Afghanistan, le GERES a privilégié des approches partenariales avec dans un premier temps des ONGs internationales qui avaient des ancrages territoriaux (MADERA...) anciens et pertinents au delà des interventions d'urgence ; progressivement des partenariats se sont mis en place avec des ONGs afghanes au fur et à mesure que notre propre connaissance de l'Afghanistan et de ses acteurs évoluait.

GERES et Kabura sont partenaires depuis 2004 sur deux projets de développement de l'agriculture péri-urbaine à Kaboul pour l'amélioration des revenus de familles vulnérables par la culture sous serre, l'un ayant débuté en 2004 et le second en 2006. Avec MRRA, GERES travaille en partenariat depuis février 2006 sur un projet de développement d'activités post récolte sur la région de Ghorband. En parallèle ; GERES soutient ces deux ONG avec un projet «Capacity building ». Enfin, en 2006, a commencé un partenariat avec une ONG médicale IBSINA pour la rénovation de cliniques en zone froide.

En parallèle des collaborations se sont mises en place avec certains ministères et institutions publiques. On peut les résumer comme suit :

- Avec le ministère de l'agriculture (son département recherche) : test de cultures maraîchères sous serre solaire
- Avec les ministères de la santé et de l'éducation : participation à la planification des reconstructions pour y introduire l'efficacité énergétique ; développement de plans standards ; soutien technique à la mise en œuvre de bâtiments bioclimatiques, formation des personnels
- Avec le ministère de l'énergie (son département énergies renouvelables) : mise en place d'un site de démonstration sur l'architecture bioclimatique, formation des personnels

En matière d'efficacité énergétique dans les services publics, les actions suivantes ont été réalisées :

- Assistance technique à des opérateurs (ONG,s, coopérations bilatérales, ministères) pour la réhabilitation énergétique ou la construction de bâtiments neufs bioclimatiques ; 20 bâtiments ont été réalisés entre 2003 et 2005 ; un programme est maintenant en cours visant l'élaboration de standards, le soutien technique et financier à la réalisation en 3 ans de 100 bâtiments (écoles et structures de santé) ; ce programme est soutenu par le FFEM/AFD ; l'ADEME est l'opérateur principal qui délègue les actions de terrain au GERES.

En matière d'amélioration de l'habitat domestique, les actions réalisées ont porté sur la réalisation de rénovation (50 maisons entre septembre 2003 et mai 2006. Ces rénovations ont été réalisées en partie auprès de populations réfugiées de retour et aussi auprès de populations présentant une capacité à développer des activités économiques grâce aux rénovations ; toutes ces populations peuvent être considérées comme vulnérables dans le contexte afghan. Egalement des actions de formation et de sensibilisation des acteurs : maîtres d'ouvrage, maître d'œuvre...

Les rénovations ont été réalisées par des artisans locaux et par les bénéficiaires eux-mêmes sous la direction des techniciens et ingénieurs locaux du GERES. Les artisans sont formés au préalable et ensuite encadrés sur le terrain par les employés du GERES. La deuxième année, sur certaines zones, les mêmes artisans ont été repris pour les travaux ; le savoir faire acquis l'année précédente a résulté en une supervision plus souple. En étant acteurs eux mêmes de la rénovation les bénéficiaires ont acquis un savoir faire que certains ont diffusé en participant à des auto rénovations par des personnes non bénéficiaires ou à des rénovations communautaires. En milieu rural, les paysans sont souvent aussi artisans ou main d'œuvre non qualifiée.

Dans les 2 régions proposées : Centrale (Hazarajat) et Kaboul, des références (21 maisons) ont été mises en œuvre avec les 2 partenaires ONGs de l'étude préalable.

Les autres réalisations ont été mises en œuvre en partenariat avec Solidarités en Hazarajat dans le cadre de projets de développement rural

En référence à l'avis du F3E rendu le 10.04.2006 concernant l'implication des autorités locales, on peut mentionner que à Kaboul le ministère de l'énergie s'inspire de ces premières réalisations pour mettre en place à Kaboul un centre de démonstration/information sur l'efficacité énergétique dans l'habitat.

Le pouvoir décentralisé est surtout provincial.

Au niveau provincial : Les ministères du développement rural et de l'agriculture ont des représentations. La province est dirigée par un gouverneur. Depuis novembre dernier, des députés pour le parlement ont été élus au niveau provincial.

Au niveau des districts : Certains ministères peuvent avoir des représentations. Cependant, ces représentations ne sont pas systématiques, elles dépendent du niveau d'engagement ou de la stratégie des ministères et de l'éloignement des districts. Néanmoins, cette représentation au niveau des districts a tendance à se structurer et à se renforcer. En 2005, une partie de sénateurs a été élue au niveau des districts.

Au niveau des villages, il n'existe aucune entité officielle. Les représentants du village sont regroupés au sein d'un conseil nommé *Shura*, Les représentants n'ont pas été élus mais choisis au sein de la communauté. La *shura* est souvent composée de notables, d'anciens et des personnes « clés » du village. Dans certaines zones, il existe des *shuras* de femmes. Ces *shuras* n'ont pas de base légale mais sont reconnues.

Dans le cadre du Programme National de Solidarité ; certains villages ont élu des conseils de développement communautaire qui sont acceptés par les *Shuras*, mais cela ne diminue en aucun cas le pouvoir des *shuras* :

Dans le centre du pays, l'implication des autorités locales est variable selon les districts ; en effet le GERES et MADERA ne sont pas intervenus jusqu'à présent dans tous les districts de la région ; de plus dans chacun de ces districts ce peuvent être différents ministères (agriculture, reconstruction et développement rural pour l'essentiel qui sont parties prenantes des projets mis en œuvre.

Le ministère de l'agriculture et de l'élevage et le ministère de la reconstruction et du développement rural seront les deux instances impliquées dans la concertation pour la mise en place de l'étude au niveau consultatif et en tant qu'acteur dans la réflexion sur la méthodologie du projet. Il est essentiel qu'ils soient dès le début de l'étude, considérés comme référents. De plus les représentations traditionnelles (les *shuras*) sont systématiquement impliquées au niveau des processus d'information des projets et consultées pour la sélection des familles qui sont équipées

de serres solaires attachées (vérandas) et d'isolants thermiques. Cette approche est pour nous fondamentale au stade de phase de démonstration afin d'impliquer des populations qui soient représentatives des différentes strates de la population et capables de s'engager dans un processus de témoignage relatif à leur expérience.

Les rénovations réalisées ont permis de :

- définir des solutions techniques adaptées au contexte (matériaux, capacité de mise en œuvre par les artisans locaux...)
- vérifier la pertinence des solutions en matière d'économie d'énergie réalisée et en corollaire, de vérifier que les choix techniques ont un impact significatif en matière d'économie monétaire avec des temps de retour sur investissements acceptables (inférieurs à 5 ans)
- tester l'acceptabilité de ces solutions par les populations et l'impact que ces dernières perçoivent. La connaissance de ces éléments est indispensable pour envisager la diffusion à grande échelle de solutions pour l'habitat domestique

Les autres interventions du GERES portent essentiellement sur le développement d'activités génératrices de revenus en milieu rural et périurbain : maraîchage sous serre solaire, amélioration des magasins traditionnels de stockage, amélioration des étables, séchage solaire de fruits.

d) Compétences dans le domaine d'intervention

Le GERES intervient sur le thème de l'efficacité énergétique dans l'habitat des régions froides des pays en développement depuis le milieu des années 90, au nord de l'Inde et au Népal (intervention dans des villages de réfugiés tibétains, habitat des populations rurales de montagnes ; environ 100 maisons ont été construites ou rénovées dans ces régions. Le GERES possède les compétences techniques et méthodologiques d'intervention sur des projets ciblés. En matière de stratégie de diffusion de l'efficacité énergétique, le GERES s'appuie sur un partenariat avec le département de l'action internationale de l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie) ainsi que sur des collaborations ponctuelles d'experts, membres du GERES qui travaillent à l'international, notamment en Chine dans le domaine de l'efficacité énergétique des bâtiments.

e/ Budget global et part relative au pays et au domaine d'intervention concerné

En 2006, le budget du GERES a été de 2 237 000 € dont 738 000 € en Afghanistan (33%) qui se répartissent ainsi selon les 2 grands domaines d'intervention :

311 000 € dans le domaine du développement économique local;

427 000 € dans le domaine de la promotion de pratiques énergétiques soutenables.

2. Les partenaires locaux

a) & b) Brève présentation des partenaires locaux et nature de la relation avec l'ANG demandeur

- MADERA : le GERES a réalisé 13 rénovations (11 rénovations directes et conseils techniques pour deux auto réplifications) avec cette association française implantée en Afghanistan depuis 1984). Ces rénovations sont localisées en région centrale dans la province du Wardak, dans les districts I et II de Beshud. Madera a assuré le lien avec les autorités locales et travaillé conjointement avec GERES sur la présélection et sélection finale avec leur équipe de techniciens. Avec MADERA ont été explorées les possibilités de développer un nouveau métier lié à la réhabilitation énergétique et à l'encouragement au développement de l'artisanat familial.
- GTZ : la coopération technique allemande intervient dans deux régions afghanes (nord-est où est situé le contingent allemand de l'ISAF et au sud-ouest de Kaboul) ; GERES et GTZ collaborent déjà en Afghanistan sur le thème de l'efficacité énergétique dans les bâtiments publics et aussi pour la réalisation de rénovation énergétique dans l'habitat domestique ; GERES a fourni une assistance technique à GTZ en 2003/2004 pour la construction d'un hôpital bioclimatique. En 2006 GERES apporte un soutien technique à GTZ dans ses

programmes de construction. Ils agissent complémentirement au niveau du ministère de l'énergie pour des actions de formation, démonstration.

- Le ministère de l'énergie et de l'eau et le ministère du développement rural et de la reconstruction : le GERES est en relation avec le ministère de l'énergie dans le cadre d'un programme d'économie d'énergie dans l'habitat public soutenu par le Fonds Français pour l'Environnement Mondial ; un centre de démonstration et de sensibilisation de l'efficacité énergétique est en cours de mise en place à Kaboul avec le ministère de l'énergie, avec le soutien de GTZ, GERES sur fonds publics des 2 pays (Allemagne et France)
- ACF: est implanté en Afghanistan depuis 1995, mais a mené des actions avec les réfugiés afghans au Pakistan depuis sa création, dans les années 80. GERES et ACF sont en relation informelle sur le terrain depuis plusieurs années. Une série de réunions stratégiques en début d'année ont abouti à la conclusion qu'une réelle coopération soit développée. En effet, la vulnérabilité énergétique et l'habitat sont des problématiques qu'ACF souhaite désormais prendre en compte dans ses projets, tout en n'ayant pas encore développé de compétences spécifiques dans le domaine. Pour GERES, l'implantation ancienne d'ACF et son excellente connaissance des communautés là où ses projets sont implantés, sont des atouts importants. Aujourd'hui en sus de cette coopération dans la cadre de l'étude préalable, GERES et ACF sont partenaires dans 2 autres projets, l'un d'activités génératrices de revenus à destination des ménages des quartiers périurbains pauvres de Kaboul, et un autre de souveraineté alimentaire dans la province rurale de Day Kundi.

c) Actions antérieures dans la zone

ACF est une ONG française qui travaille en Afghanistan depuis 1995. Son implantation dans les quartiers périurbains de Kaboul est ancienne. ACF une longue expérience des enquêtes de terrain, puisque 2 études sur la vulnérabilité des populations de Kaboul, ont déjà été menées en 2003 et 2006, études qui ont notamment porté sur les quartiers où l'étude préalable doit être conduite. Par ailleurs, le département "Water Sanitation" d'ACF construit des puits équipées de pompes, fait du "capacity building" et crée des "water committee" pour assurer la maintenance des ces pompes, et accompagne le tout de promotion à l'hygiène avec des sessions dans les mosquées, des sessions collectives pour les mères et les enfants, et organise des visites individuelles dans les ménages dans les districts 6, 7 et 13 et ce depuis 2003. ACF a également développé des partenariats avec des ONG locales dans cette zone, partenariats satisfaisants et qu'ACF souhaite poursuivre.

MADERA est une ONG française qui travaille depuis 1984 en Afghanistan et depuis 1991 dans les districts de Behsud I et II en région centrale. Les années de sécheresse et de conflit qui ont touchés gravement cette zone ont conduit MADERA à développer initialement des actions d'urgence de sécurité alimentaire. La situation s'étant améliorée depuis 2001, MADERA a tourné sa stratégie opérationnelle vers des actions de développement : projet de filage de laine, de maraîchage, de développement de pépinières d'arbres et d'appui à la filière élevage.

d) Compétences dans le domaine d'intervention

MADERA a participé avec le GERES au projet d'introduction de l'efficacité énergétique dans les bâtiments domestiques

Madera a assuré les relations avec les autorités locales et a travaillé avec GERES sur la présélection et la sélection des familles.

MADERA possède au sein de son ONG un département évaluation qui assure le suivi et l'évaluation de tous les projets. MADERA a une longue expérience de suivi-évaluation et de réalisation d'enquêtes. L'étude sera menée en partenariat avec ce département basé en Afghanistan et les techniciens terrain qui en dépendent.

En 2006, MADERA et GERES se sont associés dans un projet de pré-diffusion de vérandas dans l'habitat domestique (cf. présentation technique en annexe) dans lequel une équipe de techniciens de MADERA sera formée aux techniques de rénovation de l'habitat domestique.

Les équipes n'avaient pas été formées directement sur ces rénovations. Dans ce nouveau projet, ils travaillent avec les techniciens du GERES sur les rénovations en dirigeant les sites. L'objectif est qu'à la fin du projet, les techniciens et ingénieurs de MADERA réalisent des rénovations indépendamment de l'appui de GERES. A la fin de ce projet, MADERA sera en mesure de développer des actions de manière autonomes dans ce domaine.

e) Raisons de la participation à la demande d'étude préalable

MADERA est l'un des rares opérateurs ayant une compétence reconnue en matière de développement dans la région centrale de l'Afghanistan. La collaboration ces 3 dernières années sur des petits projets avec GERES a montré une communauté de vue dans les approches opérationnels ; de plus MADERA prépare un plan stratégique de micro finance dans cette région ; composante qui sera nécessaire à la mise en œuvre d'un programme.

ACF a une connaissance des populations réfugiées et surtout vulnérables. Leur connaissance des communautés permettra une meilleure compréhension des problèmes socioculturels et économiques des populations et quartiers ciblés à Kaboul. Ainsi leur participation dans le projet permettra d'affiner l'étude et de prendre en considération les dimensions sociale, économique, sanitaire, alimentaire et culturelle de cette population afghane.

L'étude est focalisée sur 2 zones car il nous semble illusoire de couvrir des territoires trop étendus. De plus, il nous semble indispensable pour penser réussir un programme de diffusion de le mener avec des acteurs avec qui sont partagées des approches de développement ce qui n'est pas nécessairement le cas dans les autres régions où le GERES a déjà mis en œuvre des rénovations. En outre, la zone choisie est une zone jonction entre différentes provinces ; elle semble centrale pour diffuser sur d'autres zones froides où pour l'instant peu d'ONG travaillent (par exemple le Waras ...).

Région Centrale (zone rurale)

- ressources naturelles limitées
- zone pauvre avec peu de potentiel pour l'achat d'autres sources d'énergie
- intervention des ministères encore limitée

L'intervention des ministères est encore limitée car cette région est en processus de reconstruction. Les institutions ont la volonté de revenir mais ont des ressources humaines et logistiques limitées. Cette zone est enclavée et n'a pas de soutien ministériel; c'est pourquoi l'intervention des ONG est encore plus essentielle en dépit de l'action gouvernementale.

D'autre part, cette volonté des ministères de vouloir développer leurs entités au niveau locale est positive et porteuse d'espoir. Ce processus prendra des années dans le contexte rural afghan mais il est essentiel que les ONG travaillent avec ces ministères pour appuyer leur retour et actions au niveau locale et renforcer leurs compétences en développement rural.

La volonté politique de décentraliser au milieu rural doit et nécessite aussi d'être appuyée au travers des actions des ONG. Cela passe aussi par la reconnaissance des autorités par les ONG ; éléments déterminants dans le processus de reconstruction du monde rurale afghan et dans le renforcement des institutions.

- au travers des visites répétées sur le terrain et des ateliers réalisés (notamment les workshops réalisés suite au voyage d'étude de paysans et membres d'associations locales au Ladakh/Inde en novembre 2005), on a déterminé une forte motivation à utiliser l'énergie solaire
- ensoleillement, larges vallées et plateaux
- zone froide; climat de montagne
- une bonne connaissance de la zone par MADERA pour la connaissance globale; par GERES pour les problèmes d'énergie domestique.
- une implantation sur la zone de GERES qui commence à être reconnue par la communauté

Kaboul

- Sources d'énergie chères
- Population avec faible revenu
- Pas ou faible système d'électrification ou gaz urbain
- Pas de possibilités pour utiliser les ressources naturelles
- Populations réfugiées fragiles en processus de réintégration
- Pollution intérieure domestique forte due aux combustibles utilisés

Les problématiques d'accès à l'énergie sont différentes entre zones urbaines et zones rurales. L'accès à l'énergie est en zone urbaine monétarisée. Elle dépend du revenu des ménages, de l'approvisionnement des marchés et donc de l'évolution des prix. En zone rurale, l'accès à l'énergie se fait par collecte demandant de la main d'oeuvre sur plusieurs mois selon les tailles des familles et de la quantité de bétail ; les deux principales sources d'énergie étant les branchages/buissons et la bouse séchée.

En terme d'habitat, il est assez homogène en zone rurale en terme de construction et de matériaux. Les constructions reposent sur des techniques anciennes qui utilisent la terre, le bois, la brique et quelquefois la pierre.

En zone urbaine, l'habitat est plus hétérogène dû notamment au passé de guerre. Les réfugiés, de retour à Kaboul, construisent leur maison avec de l'argent économisé à l'étranger et donc en fonction de leurs moyens. Les constructions sont faites très simplement à base de parpaing, de béton et de bois ou quelquefois de structure métallique où les considérations énergétiques ne sont pas prises en compte. Ces nouveaux modes de construction urbains entraînent des consommations d'énergie de chauffage jusqu'à 30% plus importante que les constructions rurales, toutes choses étant égales par ailleurs.

Ces différences impliquent un positionnement particulier pour chaque zone sur l'étude énergétique au niveau des familles, des populations cibles du projet et de la méthodologie de sélection de bénéficiaires

Sur la région centrale, Madera conduit régulièrement des études pour comprendre les problématiques liées au développement rural et approfondir leurs connaissances de la zone. Certaines données sont disponibles au niveau des ministères, mais elles ne restent pas fiables. Aucune étude démographique n'est encore prévue sur la zone région centrale. Les données de superficie peuvent être obtenues.

Concernant Kaboul, des données sont disponibles au niveau de la Municipalité de Kabul sauf pour ce qui concerne l'extension sauvage de certaines parties périurbaines. Les données de recensement sur ces zones ne sont pas disponibles.

B. Emergence de l'idée de projet

1. Informations générales sur le contexte national et local

De 25 années de conflits, il ressort une extrême vulnérabilité des populations tant rurales qu'urbaines : relance difficile et lente de l'économie due notamment à une forte diminution des cheptels, des arbres fruitiers (utilisés comme combustible), une dégradation accélérée de l'environnement (moins de 2% de forêt) ; dans ces conditions le coût et/ou le difficile accès à l'énergie pour cuisiner et se chauffer constituent des facteurs aggravants.

L'Afghanistan est encore très largement dépendant de l'aide internationale pour sa reconstruction; certains bailleurs sont conscients de la nécessité d'inclure des stratégies de développement durable dans leur aide, notamment dans le secteur de l'environnement tant celui-ci est dégradé.

Les autorités nationales concentrent depuis la fin de la guerre leurs interventions, dans le secteur énergétique, à la réhabilitation des réseaux de distribution électrique ; toutefois des orientations tendant à la prise en compte de la nécessité de maîtriser l'énergie et diversifier les sources d'énergie commencent à émerger.

2. Présentation des modalités de réalisation et des conclusions de l'étude d'identification

Plus de 10 millions d'afghans vivent au-dessus de 1 600 m d'altitude.

L'énergie pour se chauffer, cuisiner, représente en ville une dépense importante dans le budget des ménages (jusqu'à 10-20%) et représente le deuxième poste de dépenses après la nourriture (>50%) (source : GERES). Dans les campagnes, il est aussi courant que les populations doivent acheter une partie de leur combustible (des bouses séchées le plus souvent) ; les conditions climatiques rigoureuses, la faible qualité thermique de l'habitat sont les raisons principales de cette situation.

Dans plusieurs régions afghanes, le GERES a réalisé avec plusieurs partenaires (ONG internationales et afghanes (MADERA sur Behsud, Subhedanesh sur Kaboul, Solidarités sur la province de Bamyan) une cinquantaine de réhabilitation énergétique de l'habitat (isolation thermique serre solaire accolée à l'habitat) ; ces mesures permettent d'économiser plus de 50% du budget énergie d'un ménage. L'investissement de 200 à 400 € est rentabilisable en ville en moins de 4 ans.

Dans tous les cas, l'introduction de ces équipements peut permettre (étude d'impact en cours, résultat octobre 2006) :

- des économies de bouses (plusieurs tonnes par habitation) qui peuvent soit être utilisées comme fertilisant agricole soit être commercialisées.
- le développement ou le renforcement d'activités génératrices de revenus (tissage, filage...) dans la serre ou la pièce adjacente comme on a pu le constater.
- l'amélioration de l'hygiène en hiver

L'étude est basée sur un questionnaire et un interview individuel avec le bénéficiaire, et dès que cela est possible avec une femme du foyer. Ce questionnaire permet de comparer les consommations avant la rénovation et après la rénovation entre un hiver témoin et un hiver avec

les améliorations techniques de la maison. Cette étude traite aussi de l'acceptation et l'appropriation des bénéficiaires par rapport à la rénovation et l'utilisation faite.

En parallèle, sont menés des « focus group » avec les bénéficiaires hommes, avec les bénéficiaires femmes et le village.

Les résultats de cette étude apporteront directement les réponses à l'un des objectifs de l'étude concernant l'acceptation et l'utilisation des équipements par les ménages ; des résultats obtenus découleront des orientations en matière de choix des équipements ; cela constituera une base pour les éléments de pré diagnostic et pour définir des hypothèses pour l'étude préalable.

3. Raisons de la demande d'étude préalable

Les interventions menées jusqu'à présent ont concerné des micro-projets réalisés sans que soient mis en œuvre des dispositifs financiers particuliers, ciblés géographiquement (un village, un quartier), avec un processus lourd d'identification et de sélection des bénéficiaires des soutiens ; les ONG qui ont piloté ces réalisations se sont également fortement impliquées dans le suivi des travaux ; cette approche n'est pas généralisable pour des raisons de viabilité financière des projets (non des investissements) et d'efficience dans le cas d'un programme qui vise à atteindre des résultats quantitatifs et qualitatifs importants. L'étude d'impact ne traite pas de l'efficience du dispositif actuel de mise en œuvre des projets.

L'étude préalable mettra en regard les dispositifs actuels d'intervention de GERES et de ses partenaires avec ce qui sera nécessaire comme moyens matériels et humains pour mettre en œuvre un programme de diffusion.

L'étude préalable permettra donc d'étudier des dispositifs d'intervention permettant la diffusion de la réhabilitation énergétique et de définir des modalités financières d'intervention aussi pour les populations que pour les porteurs du projet.

4. Contacts éventuels pris avec d'autres opérateurs de développement sur l'étude envisagée

Le GERES est en lien avec GTZ, opérateur de la coopération allemande au sujet de la promotion des énergies renouvelables en Afghanistan

Aucun autre opérateur n'a été contacté.

5. Bibliographie des études sur le même sujet réalisées par l'ANG

Le GERES a réalisé diverses études :

- a. analyse des consommations et dépenses d'énergie dans quelques familles à Kaboul et en milieu rural ; ce travail est en cours d'approfondissement auprès d'une cinquantaine de familles.
- b. Bilan de la réhabilitation énergétique de 2 maisons en milieu rural
- c. Une évaluation plus globale des réhabilitations réalisées dans 50 maisons est en cours.

Il n'y a pas d'autre référence sur ce thème en Afghanistan ;

6. Caractère innovant du projet

- Les coûts de l'énergie croissent affectant les populations vulnérables ; dans un pays froid comme l'Afghanistan, la part des dépenses en énergie dans les budgets des ménages est parmi les plus élevée du monde. L'évolution des coûts représente un enjeu majeur

d'accentuation de la pauvreté ; rien n'est fait généralement dans les pays du sud pour agir auprès des ménages.

- Outre les économies directes qu'impliquent la réhabilitation énergétique des maisons, l'amélioration du confort constitue un atout pour développer / dynamiser des activités artisanales familiales.
- Les approches projets du contexte post-urgence doivent être dépassées pour aller vers des démarches programmes alliant des acteurs de terrain, des institutions gouvernementales et des Le projet se situe clairement dans une démarche de développement dans un pays en reconstruction où il manque donc des éléments essentiels (services déconcentrés performants, ..). Le projet vise à intégrer dans les pratiques locales de construction des améliorations et des changements pour lesquels on a perçu une forte motivation sur ces zones. Des initiatives privées, limitées, d'auto répliquions ont eu lieu. Un des résultats attendus du projet est que ces rénovations ne se fassent plus sous l'impulsion ou diffusion des ONG mais par les habitants eux-mêmes avec l'appui des ministères, des ONG. Ce projet devra s'inscrire sur la durée et assurer la viabilité des actions entreprises.
- Il n'existe pas en Afghanistan de mécanismes financiers développés pour favoriser les économies d'énergie

C. Le projet envisagé à l'issue de l'étude préalable

1. Objectifs

- Réduire le budget énergie des ménages tout en améliorant le confort dans les logements ainsi que la charge de travail et le temps de collecte.
- Réduire les impacts environnementaux liés à l'énergie : déforestation (1,8% du territoire en forêt) ; pollution intérieure et extérieure aux habitations domestiques.

2. Insertion du projet dans l'environnement local, régional, national

Le projet s'inscrit dans la stratégie de lutte contre la pauvreté sous un angle rarement pris en compte par les acteurs publics des pays en développement : les freins constitués par la difficulté d'accéder à des sources d'énergie en particulier dans les pays froids et ceux constitués par les coûts de l'énergie dans les économies domestiques. Le travail de sensibilisation du GERES auprès des autorités nationales fait évoluer cette absence de prise en considération.

Au niveau local rural le projet est bien compris des populations (les 50 familles équipées et leur entourage) et par leurs représentations (les shuras). En zone urbaine, les dernières rénovations ont eu lieu en décembre 2005 et les évaluations sont en cours. Ce n'est donc pas possible de l'affirmer à ce stade. On peut juste mentionner que le suivi de cet hiver, les retours des discussions avec les bénéficiaires et les « auto répliquions » observées sont positifs.

A ce stade, que ce soit en milieux rural ou urbain; il n'y a eu pour l'instant aucun problème d'acceptation et à tous les niveaux du bénéficiaire à la communauté. L'opinion en milieu rural et urbain constitue une réelle demande et suscite un élargissement des projets. Cependant l'étude devrait permettre d'élaborer un projet plus pertinent.

Le futur projet correspond sur ces 2 zones (Kaboul et région Centrale) à l'extension de l'intervention antérieure.

La question de l'articulation de la réhabilitation énergétique et du développement économique se pose : si on construit un projet axé sur le développement d'activités génératrices de revenus dans les espaces aménagés au niveau des habitations , cela présente des avantages en matière de pérennisation (capacités financières pour l'entretien par exemple) mais beaucoup d'inconvénients : très peu de bénéficiaires par zone, selon les estimations de GERES et MADERA ; programme complexe qui doit développer en parallèle des filières d'activités

génératrices de revenus et un volet réhabilitation énergétique. Cette approche ne résout pas nécessairement la question du financement de l'investissement de départ. Nous pensons plutôt que le programme peut viser les populations qui sont déjà dans des dynamiques d'activités génératrices de revenus en hiver à la maison mais sans en faire la cible unique.

Avec une absence de soutien gouvernemental, les familles restent seules en milieu rural reculé et en périphérie de villes. L'augmentation des prix des combustibles et l'absence d'appui à l'élevage et l'agriculture laisse les ménages dans des situations précaires où seules les stratégies personnelles permettent de faire face à la situation fragile actuelle. Les ONG restent des acteurs indispensables et essentiels pour les zones défavorisées.

La volonté de développer au sein du gouvernement des entités déconcentrées au niveau local des districts des ministères de l'agriculture ; du développement rural et de l'eau et de l'énergie est un atout que le projet devra prendre en compte. Cette dynamique s'amorce et devra être soutenue.

3. Description des grandes lignes d'activités du projet

Les grandes lignes du projet sont les suivantes:

- Contractualisation entre les acteurs : autorités locales, structure micro finance, ONG de proximité chargée de la mise en œuvre sur les différents territoires, programme de développement partenaires (aspects techniques, financiers, indicateurs de suivi du projet).
- Développement des outils et formation des acteurs : personnel des ONG, des services de l'état, entrepreneurs.
- Développement des outils et lancement des actions de promotion sur le terrain : centre d'information sur les différents territoires d'application...
- Réalisation des interventions dans l'habitat (3 ans mini à prévoir avec au moins une évaluation intermédiaire).
- Extension géographique progressive en fonction des résultats des premières étapes de mise en œuvre sur d'autres zones.
- -Bilan, restitution, capitalisation.

4. Bénéficiaires du projet

Les bénéficiaires du projet sont en premier lieu les habitants avec qui seront mises en œuvre les mesures d'efficacité énergétique ; pour les familles urbaines ces mesures permettront des économies directes pour l'achat des combustibles, de l'ordre de 30 à 50% par rapport aux dépenses précédentes ; en milieu rural, le projet devra probablement cibler les familles qui sont déjà dans l'obligation d'acheter des combustibles ; pour les autres familles rurales les gains étant essentiellement en réduction de la pénibilité de la collecte de combustible, il n'est pas certain qu'elles puissent acquérir les équipements nécessaires.

Les autres bénéficiaires sont les artisans qui mettront en œuvre les travaux.

Les résultats attendus sont les suivants :

- 2 000 maisons réhabilitées en 5 ans ; le nombre de personnes bénéficiaires correspond d'une part aux 2000 ménages occupant ces maisons auxquels se rajoutent les familles des artisans qui vont réaliser les travaux de rénovation (cf ci dessous 2000 homme mois d'activités) ; parmi les 2000 familles bénéficiaires certaines seront aussi concernées par leur propre augmentation d'activités artisanales.
- 1,2 millions d'euros d'économie faites par les familles en 5 ans
- Création d'activités économiques liées aux activités de réhabilitation estimées à 2 000 hommes. mois
- Plusieurs dizaines d'artisans formés à la conduite de réhabilitation énergétique
- Des ONG locales et internationales formées aux énergies et à la conduite de projets à contenu énergie

- Les autorités centrales et les responsables des provinces et des districts sensibilisés et promoteurs des économies d'énergie
- Des nombreux acteurs formés aux enjeux « énergie et pauvreté »

L'étude préalable précisera ces résultats attendus.

5. Appréciation des risques auxquels le projet pourrait être confronté

Les risques auxquels le projet pourrait être confronté sont les suivants :

- Dégradation de la situation politique dans les zones du projet : en ce sens la région centrale est historiquement la dernière à être concernée par les troubles ; elle est de même moins vulnérable aux troubles qui pourraient découler de l'économie de la drogue. Pour Kaboul même si la situation n'est pas tout à fait calme, une dégradation de la situation signifierait de toute évidence une aggravation générale pouvant remettre en cause la réalisation de projets de développement. Le contexte est particulier, des incidents peuvent et se sont passés. Cependant, aucun incident marquant pouvant remettre en cause les projets de développement ne s'est déroulé depuis 2001. Cette information est à prendre avec précaution. Des incidents ont lieu mais qui ne mènent jamais à l'arrêt des activités. L'Afghanistan est en tension et il est toujours difficile et serait hasardeux de pouvoir prévoir la situation future. La région centrale est en effet une des moins concernées par l'insécurité.
- Le gouvernement afghan et les ministères sont en pleine restructuration et notamment au niveau rural ce qui représente un atout en soi. Néanmoins, un changement des politiques ou des plans stratégiques des ministères pourrait remettre en cause la structure du projet et amener à une modification. Un master plan sur les énergies renouvelables est en cours d'élaboration. Les conclusions, recommandations ou directives qui découleront de ce master plan devraient constituer un cadre d'application pour les ONG ; toutefois le GERES est impliqué dans ce processus et nos domaines d'intervention devraient faire partie des orientations retenues.
- De plus, les changements dans les ministères sont lents et il existera un long temps de latence entre la définition de stratégie et leur application.
- La concertation avec les autres intervenants de l'aide internationale constitue un enjeu important pour une diffusion massive des techniques d'efficacité énergétique ; on pense notamment au National Solidarity Programme de la Banque Mondiale ; cette concertation se construit au cas par cas en Afghanistan ; elle sera entamée durant la phase d'étude avec les acteurs de coopération intervenant sur les 2 zones ; toutefois la réussite de cette concertation ne représente pas un enjeu essentiel pour la réussite du projet. On peut toutefois espérer qu'elle sera possible et fructueuse puisque des discussions sont entamées sur les bâtiments publics.
- L'amélioration de la qualité énergétique des maisons devrait faire baisser les dépenses d'énergie des ménages. Cela ne risque-t-il pas de gêner les opérateurs économiques qui vivent actuellement de la vente de sources d'énergie, ces opérateurs économiques ne risquent-ils pas de bloquer le futur projet ? Comment cet aspect sera-t-il pris en compte dans l'étude préalable et dans le futur projet ? Le GERES ne voit pas comment des opérateurs pourraient bloquer le projet ; de plus les enjeux ne seront perceptibles pour eux que lorsqu'un niveau élevé de diffusion sera atteint. En milieu rural les combustibles et bouses ne sont pas vendus exceptés pour les boulangeries, centres de santé

6. Financements possibles pour la réalisation du projet

4 sources de financement sont envisagées pour la réalisation du projet :

- sur les aspects micro finance, les organisations de micro finance à Kaboul ; plus spécifiquement en région centre, les opérateurs qui seront issus de l'initiative sur laquelle travaille MADERA.

Madera intervient au niveau des villages en développant la création de banques collectives paysannes pour mettre en place des projets communs comme l'achat de bétail. L'intervention suit le schéma suivant : choix d'un village, séance de sensibilisation, formation de groupes de solidarités au sein du village, élection de leader au sein des groupes de solidarités qui les

représentent au sein du comité de la banque villageoise , élection au sein du comité d'un président ; trésorier et secrétaire, décision sur le type d'opération pouvant être financée, établissement de liste de demandeurs ; visite de chaque demandeur , vérification de sa capacité de remboursement, présentation au comité d'approbation , validation, publication de la liste des bénéficiaire,

- Sur les composants cofinancements en dons des investissements et de l'accompagnement, les partenaires usuels de l'aide au développement pourront être sollicité (MAE, CE) ; mais des outils spécifiques sur les questions « énergie et changement climatique » tels que le Fonds Global pour l'Environnement Mondial (GEF géré selon les projets par le PNUE ou le PNUD) et son équivalent français (FFEM) avec qui le GERES collabore. Des financements spécifiques « énergie » ont été identifiés en Afghanistan, notamment l'Asian Development Bank avec qui le GERES collabore déjà. Enfin, l'initiative de solidarité climatique du GERES « CO2 solidaire » permettra de cofinancer ce projet grâce aux crédits carbone générés par ce projet (cf. en annexe une présentation de CO2solidaire)

7. Moyens déjà envisagé pour assurer à terme la viabilité du projet

L'Afghanistan devra bénéficier longtemps encore de l'aide internationale pour retrouver une situation stable et permettre à sa population d'améliorer sensiblement ses conditions de vie ; compte tenu de cette situation, 2 éléments de viabilisation existent :

- L'intégration de tels projets dans des programmes globaux de développement rural. En ce sens la concertation avec le Programme National de Solidarité est nécessaire.
- La prise en compte par les autorités afghanes de la nécessité d'agir sur ce thème (le GERES collabore en ce sens avec différents ministères pour ce qui concerne les infrastructures publiques) ce qui permettrait son intégration dans les politiques sectorielles et la mise en place de programmes publics dédiés.
- Les aspects d'acceptation sociale des innovations, d'appropriation institutionnelle par les différents acteurs concernés, les modalités financière / économique, la formation des acteurs concernés constitue également des facteurs de viabilisation du futur projet.

L'étude préalable

A. Objectifs de l'étude

Chacun des objectifs de l'étude couvre plusieurs enjeux (local, projet, partenaires)

- Etudier des dispositifs d'intervention permettant la diffusion de la réhabilitation énergétique dans l'habitat sur 2 zones.
- Analyser la perception et l'utilisation par les utilisateurs actuels des équipements de chauffage Cet objectif est en partie traité dans le cadre de l'étude d'impact en cours ; en parallèle une étude démarre en juin 2006 sur un petit échantillon sur les équipements en milieu rural.
- Définir les modalités d'intervention financière d'un programme : niveau d'aide aux investissements à lier ou non aux revenus, conditions d'accès aux micro-crédits...
- Définir les rôles des organismes publics potentiellement concernés : Ministère de l'énergie, Ministère de la Reconstruction et du Développement rural.
- Définir les stratégies de partenariat et leur fonctionnement.
- Définir les outils d'accompagnement à mettre en place avec les partenaires.

B. Axes de l'étude et méthodologie

1. Présentation détaillée des points à étudier

- Etudier des dispositifs d'intervention (aspects méthodologiques, plan d'actions, résultats attendus) permettant la diffusion de la réhabilitation énergétique dans l'habitat sur 2 zones :

région centrale (Hazarajat) et Kaboul Ces dispositifs devront être adaptés aux cas de figures suivants :

- Actions de diffusion de pratiques/outils d'économies d'énergie dans l'habitat domestique rural et urbain.
- Actions de diffusion couplées à des programmes ciblés correspondant à des priorités de l'aide à un pays en reconstruction ; les programmes ciblés peuvent être les suivants : veuves de guerre, aides spécifiques aux réfugiés, familles touchées par la sécheresse et la décapitalisation du bétail, développement d'activités génératrices de revenus. Madera intervient sur des projets qui sont déjà ciblés. Les projets du National Solidarity Programme se mettent en place et pour certains seront ciblés « vulnérables » en fonction des priorités des communautés. Une phase d'identification plus complète devra être réalisée.

Dans le cas de diffusion seule des pratiques/outils, le dispositif d'intervention ne s'intégrera pas dans un projet ciblant les vulnérables ce qui signifie que sa mise en place est beaucoup plus simple et nécessitera des moyens moins importants avec un public ciblé différent. La visibilité sera dans ce cas un point important et devra être pris en compte et intégré.

Si, au contraire, les actions de diffusion sont couplées avec des projets ciblant une population vulnérable ; la méthodologie pour la diffusion sera liée à des projets en cours ou à mettre en place. Dans ce cas, le dispositif d'intervention nécessitera une étude plus approfondie sur la vulnérabilité. Cela signifiera que le projet d'efficacité énergétique s'intégrera dans un autre projet où les finalités seront différentes. La mise en place de ce type de projet nécessite des relations multi partenariats demandant plus de cohésion.

En effet, une partie de l'étude préalable visera à caractériser les populations au sein des zones ciblées, à identifier les publics cibles en fonction des zones et des objectifs du projet, à définir les critères de sélection des bénéficiaires (techniques et socio économiques) ainsi que leur mode de participation. Cette partie de l'étude est primordiale et représente une clé de voûte pour le projet. Suite au diagnostic, cette partie nécessitera d'être complétée par une réflexion conjointe avec les partenaires et les acteurs de la zone.

- Analyser la perception par les utilisateurs actuels des équipements de chauffage. Différentes études ont été menées :
 - o -Une étude d'impact portant sur l'utilisation des équipements de chauffage à été réalisée, afin de déterminer les conditions d'appropriation sociale des innovations techniques introduites pour prendre en compte ces conditions dans le futur projet.
 - o -Une étude spécifique sur les « énergie au sein des ménages ruraux » qui aborde la problématique sur les aspects suivants :
 - Analyse des solutions techniques possibles,
 - Typologies des consommations types,
 - Données socio-économiques sur les ménages,
 - Energies disponibles sur le marché et coût,
 - Habitudes/Usages des ménages
 - o -Une évaluation externe des activités menées sur ce sujet par le GERES depuis 2003

L'étude d'impact consistait à analyser au niveau interne si les résultats escomptés ont été atteints et analyser l'impact du projet sur les bénéficiaires. Cette étude est une étape du cycle de projet dans notre processus de suivi – évaluation

Synthèse des résultats :

- Aspects énergétiques : les projets de rénovation de l'habitat domestique a permis d'économiser entre 2,5 et 5 T CO2 par maison rénovée, principalement en branchages et bouses séchées.
- Aspects sociaux : La véranda a servi de point de rencontre notamment pour les femmes et des évènements villageois ou familiaux
- Confort :
 - Aspects positifs sur la santé (moins de fumée dans l'atmosphère intérieur...),
 - Meilleure hygiène des enfants (toilettes possibles avec de l'eau à bonne température sous la véranda),
 - Allègement de la pénibilité des tâches de travail (préchauffage de l'eau sous la véranda avec le soleil
- Acceptation :
 - La maintenance est assurée.
 - Reconnaissance sociale
- Aspects financiers :
 - Dans les zones où les combustibles sont achetés, la rénovation peut se faire sans subvention. Au bout de deux ans, l'investissement est amorti et les dépenses pour la maintenance technique sont recouvertes par les revenus.
 - Dans les zones où les combustibles sont ramassés, une subvention est nécessaire. Sans subvention, le temps consacré au ramassage doit être monétarisé et on arrive à une durée d'amortissement de 5 ans.
 - Quelque soit la méthode de calcul, la rénovation est rentable
- Aspects techniques :
 - Un ratio « surface vitrée / surface su sol » bas permet tout de même d'atteindre un confort intérieur dans les pièces attachées à la véranda
 - l'orientation des habitations peut être comprise entre 25°W et 25°E
 - Données concernant l'association de paramètres techniques pour une meilleure efficacité.
 - Une rénovation entièrement mise en place par un acteur privé à son initiative reste efficace et revient moins chère qu'une rénovation supervisée.
- Outils internes : Mises en place d'une base de données sur les rénovations

L'évaluation externe conduite par un consultant a permis d'apporter un regard neutre et professionnel sur la mise en place générale des projets d'efficacité énergétique. Des parties finalisées de l'étude mentionnée ci dessus ont été utilisées par l'évaluateur externe. Cette évaluation a porté sur : le cadre du projet, la mise en place du projet, l'efficacité, la durabilité et la mise en place à plus large échelle

Synthèse des résultats

- La standardisation des partenariats et des procédures de travail est recommandée à une échelle plus grande de projet afin de réduire les coûts et maintenir une efficacité.
- Le projet a atteint ses objectifs et le GERES a démontré que des innovations techniques appropriées peuvent être mises en place en milieu rural avec un gain significatif en énergie et en bien-être.
- Les répliquations de manière autonome sont encourageantes.
- L'innovation technique est simple et apporte d'importants changements en terme de consommation d'énergie pour les ménages.

- L'innovation technique proposée par le GERES est prêt à être diffusée à plus large échelle.
- Le potentiel des projets d'efficacité énergétique en milieu domestique est élevé
- La priorité doit être donnée aux zones urbaines et aux zones rurales avec un environnement dégradé.
- L'impact environnemental devra être l'objet d'une étude plus précise.
- L'attention doit être mise sur l'éducation à l'environnement.

Le document final d'évaluation peut être mis à la disposition du F3E.

Enfin l'étude spécifique n'avait pas de lien direct avec l'aspect « évaluation de projets » des études précédentes mais apporte un regard prospectif et de développement sur la thématique de l'économie d'énergie. Cette étude spécifique avait pour objectif de caractériser la vulnérabilité énergétique et l'utilisation de l'énergie des ménages afghans en Hazaradjat. Elle a été réalisée auprès de 100 ménages.

L'analyse de cette étude n'est pas encore finalisée.

Quelques résultats

- Les dépenses consacrées à l'énergie représentent un tiers des dépenses annuelles des ménages et 44% des dépenses hivernales.
- 73% des ménages reconnaissent avoir des problèmes financiers pour acheter des combustibles et empruntent de l'argent.
- 5 tonnes de bouses et branchages sont ramassés par année par famille, principalement pour la cuisine et le chauffage.
- Les principaux combustibles sont les bouses séchées d'animaux et la biomasse ramassée (branchages, mousses ...).
- Pour 76% des ménages, les combustibles sont partiellement achetés
- L'accès aux zones de collecte est d'environ 4 heures de marche à pied.
- Chaque village possède un territoire de collecte.
- Les collectes se déroulent durant tout l'automne et demande un travail à temps plein pour un homme de chaque famille.
- La consommation en combustible peut être catégorisée en fonction des trois zones suivantes : vallées, hautes altitudes et zones reculées.

Les résultats de ces études permettent de servir de base pour l'étude préalable et d'hypothèses de réflexion. Dans sa partie « réflexion stratégique et programmation » l'étude préalable devra déterminer quels types d'innovations techniques devront être retenues dans le futur projet et s'assurer de leur adéquation avec la zone d'action et leur acceptation. Les innovations techniques devront répondre aux deux objectifs principaux du futur projet à savoir : Réduire le budget énergie des ménages et réduire les impacts environnementaux liés à l'énergie : déforestation, pollution intérieure et extérieure aux habitations domestiques.

L'étude préalable mettra enfin en relation ces aspects techniques avec ceux financiers, institutionnels et partenariales.

- Définir les modalités d'intervention d'un programme : niveau d'aide aux investissements à lier ou non aux revenus, possibilités et conditions d'accès aux micros crédits

Les points étudiés seront les suivants :

- Typologie de l'économie familiale (niveau et origine des revenus, niveau d'endettement, capacité d'investissement, capital disponible...)
- Les mécanismes financiers existants de crédits qu'ils soient institutionnels ou non formels, leur niveau d'acceptation par les populations ainsi que leur adéquation par rapport au projet envisagé.

- Une réflexion sur la répartition entre investissements financiers (p.e achat de plastiques) et investissement en nature (matériaux locaux disponibles) pour les travaux d'efficacité énergétique afin de trouver les mécanismes de prise en charge des investissements les plus adaptés au mode de fonctionnement des communautés ciblées.

Les résultats de la typologie de l'économie familial associés au travail de réflexion sur la répartition des investissements financiers et en nature permettra d'évaluer le niveau d'investissement en fonction des familles et leurs possibilités de d'investissement et/ou de remboursement. L'étude devra ensuite identifier les schémas de financement possible entre partie subventionnée et partie apportée par l'acteur, et cela en fonction de la typologie des familles de la zone.

En parallèle, l'étude sur les mécanismes financiers existants permettra d'identifier quels types de dispositif financier fonctionnent en Afghanistan. Soit le schéma de financement préconisé lors de la première partie d'étude peut reposer sur des mécanismes existants soit l'étude développera ou formalisera d'autres types de dispositif financiers. L'appui sera notamment donné à l'étude des mécanismes de micro crédit existant en zone rurales afghanes mises en place par MADERA mais aussi d'autres acteurs de développement. Le crédit est un sujet complexe dans la société musulmane afghane. Cette partie d'étude devra être menée avec attention.

Le projet ayant pour finalité le changement d'échelle à moyen terme, ce dispositif financier est la clé de voûte du succès de la diffusion aux zones adjacentes à l'étude.

Le dispositif financier devra reposer sur des acteurs économiques fiables et accessibles sur la zone ciblée. L'étude préalable devra déterminer si ces acteurs financiers opérationnelles actuellement seront ceux du projet ou si d'autres acteurs ou structures devront être mis en place directement par le projet.

- Caractérisation des rôles des organismes publics potentiellement concernés : Ministère de l'énergie, Ministère de la Reconstruction et du Développement rural. L'étude préalable permettra de définir sous quelle forme et avec quels moyens les ministères pourront s'intégrer et être acteurs du développement de l'efficacité énergétique dans l'habitat domestique et moteur de la diffusion. Les points à analyser seront les suivants :
 - Identification de leur présence et des actions sur la zone.
 - Identifier leur stratégie de déconcentration/décentralisation
 - Identifier leur stratégie d'action
 - Identifier leurs moyens humains et logistiques
 - Identifier leur niveau de compétences sur les aspects développement rural / énergie /environnement
 - Confirmer leur intérêt et apprécier leur niveau de motivation pour le futur projet (avec comme indicateurs de motivation : nombre de rencontres, qualité des échanges, demande précise de la part des personnes et position des personnes impliquées au sein des ministères)
 - Définir les besoins en formation
 - Définir en concertation avec les ministères leur intégration au sein du projet.

La participation des ministères dans le futur projet est essentielle, l'étude préalable permettra d'étudier sa mise en place. Le support et l'implication des ministères et acteurs gouvernementaux dans le futur projet reposent sur certaines conditions comme :

- Leur implication avant le démarrage du projet, c'est à dire dès l'étude préalable
- Une communication forte sur le projet et un niveau d'échange régulier entre les institutions et porteurs du projet, sous une forme de réunion mais aussi de compte rendus écrits.
- Une supervision du projet où les institutions seront impliquées
- Une validation du projet au niveau centrale des ministères associés
- Une validation du projet auprès du ministère de l'économie

- La prise en compte des problèmes reliés à l'énergie et la pauvreté dans le plan mis en place par le gouverneur au niveau régional.
- L'identification d'interlocuteur référent dans chacun des ministères associés sur le projet.
- La mise en place de formation techniques et/ou de renforcement de compétences pour les employés gouvernementaux associés au projet correspondant à la fois à leurs attentes et aux besoins identifiés.
- La mise en place en commun d'un calendrier réaliste et flexible pour la mise en place du projet.
- Les moyens humains et logistiques devront être en cohérence avec le niveau d'implication dans le projet. Si il y a inadéquation,, le projet devra permettre de le rééquilibrer.

Créer et renforcer tout au long de projet une communication et un lien entre les acteurs institutionnels et les populations locales sous formes de visites terrain, séminaires, réunions de villages, prospectus

Cette caractérisation se fera essentiellement aux étapes 1 et 4 de l'étude.

- Définir les stratégies de partenariat et leur fonctionnement entre les acteurs suivants : GERES comme coordinateur général ; MADERA, ACF et une ou des ONG afghanes comme opérateurs territoriaux. L'étude permettra d'évaluer la qualité des partenariats tenus avec ces ONG dans le passé et d'envisager les améliorations pour définir de nouvelles formes de partenariat plus innovantes et dynamiques que celles actuelles, avec d'autres formes de répartition des tâches et transfert de connaissances et compétences.

Cette évaluation sera ensuite renforcée par une séance de travail et de réflexion sous forme de workshop entre nos partenaires et GERES. Cette réflexion se situe plus en étape 4.

Les principales questions qui se posent sont les suivantes :

Les modalités des partenariats actuels seront-elles adaptées au futur projet ? (Prise de décision, rapports, représentation officielle, aspect financier)

Les rôles des partenaires doivent ils être le même qu'actuellement ? (Sélection bénéficiaire, mise en œuvre, suivi, évaluation, formation)

Les moyens logistiques, humains et compétences sont ils adaptés aux rôles de chacun ?

Les rôles des partenaires avec les autres acteurs : comment seront-ils définis ?

Comment doit on organiser le transfert de compétence entre le GERES et les partenaires ?

En termes de méthodologie on étudiera ces aspects en procédant comme suit :

- A- Evaluation par le consultant externe
- B- Retour participatif avec les ONG partenaires sur cette évaluation
- C- Elaboration d'une grille d'évaluation avec les partenaires sur des critères tels que transfert de compétence, régularité et qualité des rapports, prise de décision, organisation logistiques,
- D- Analyse de cette grille avec identification des points forts et faibles et conclusions avec les partenaires.

Ces points A à D seront réalisés à l'étape 1 de l'étude

- E- Mise en perspective des conclusions de la phase D lors de l'élaboration de l'écriture de la proposition en étape finale

- Définir les outils d'accompagnement à mettre en place avec les partenaires : formation des partenaires, des artisans, des organismes publics, procédure de contrôle/réception des travaux, étude d'impact, mécanismes financiers du programme dans son ensemble.

2. Méthode et étapes de l'étude préalable

- Etape 1 : cadrage de l'étude en Afghanistan avec les partenaires locaux, planification détaillée, méthodologie...

Travail de collecte et analyse des informations (identification précise des programmes en cours et en préparation avec lesquels le projet pourra s'articuler, ressources disponibles au sein des organismes publiques, possibilités de coopération...).

- Etape 2 : étude détaillée sur chacune des 2 zones, menée par MADERA et ACF : typologie des familles, études des dépenses en énergie et des économies potentielles, possibilité de prise en charge des investissements par les familles ; potentiels de familles pouvant être touchées par des programmes spécifiques liés à la reconstruction : veuves ; réfugiés ; développement d'activités génératrices de revenus. MADERA et ACF mèneront ces activités en autonomie.

CONCERNANT LA DEMANDE DU F3E RELATIVE A L'ACCEPTATION DES OUTILS PAR LES POPULATIONS, LES EVALUATIONS EN COURS PERMETTENT D'AVOIR UNE PREMIERE IDEE :

- si les familles ont assuré la maintenance
- l'appropriation technique au travers des aménagements propres qu'ils avaient faits
- les visites et réunions pour comprendre l'intégration au sein de la communauté
- les activités économiques, génératrices de revenus réalisées sous les vérandas et le niveau d'activité.

Les premiers résultats de l'étude d'impact sont positifs sur les trois premiers points cités il reste encore des questionnaires à traduire et à analyser. Voici un premier regard sur les résultats

Maintenance : Bonne maintenance. Pour les bénéficiaires qui ont du à faire face à des soucis de plastique ou de fil de fer ; ils ont su faire les petites réparations seul sans assistance

Aménagement : Pour ceux qui ont fait des aménagements : cela concerne principalement un renforcement de la structure en fil de fer et un aménagement devant les vérandas pour éviter aux enfants et animaux d'abîmer le plastique :

Visites et réunions : plusieurs jours par semaine, toutes les semaines de l'hiver ; hommes et femmes

Activités économiques : sur ces premières constatations ; on note une activité d'artisanat tournée vers le ménage et non pas destinée aux échanges économiques pour l'instant (couture ; broderie ...)

L'étude pourra reprendre les résultats et continuer le suivi et organiser des focus group avec les hommes, un avec les femmes et un avec les sages et représentants villageois.

- Etape 3 : étude des mécanismes financiers : détermination des niveaux de subvention nécessaire à l'aide des résultats de l'étape 2 ; analyse des conditions d'implication d'opérateurs de la micro finance ; études des mécanismes de micro finance sur la base des expériences existantes (expérience MADERA, Fondation Aga Khan et BRAC dans des régions voisines MADERA étudie les possibilités de micro-finance et développe un projet sur la région centrale.

- Etape 4 : Réflexion stratégique et programmation

Atelier de définition des orientations stratégiques avec les partenaires de l'étude et intervenants : restitution des travaux des étapes 2 et 3, choix des priorités d'intervention (géographique au sein des zones de l'étude, populations cibles...).

Préparation d'un plan d'action préliminaire à présenter aux partenaires et aux autorités locales ; le rôle concret de ces dernières dans un programme sera précisé à cette étape ; en particulier un rôle de centre de ressource (information, formation...) est envisageable.

Définition des rôles des différents partenaires et acteurs et des outils d'accompagnement nécessaires à la mise en œuvre du projet.

Elaboration d'un rapport final pour le F3E avec une note de synthèse qui sera présentée à des partenaires financiers potentiels. Le rapport provisoire fera l'objet d'une validation par le GERES et

le F3E avant production du rapport final. Dans une perspective de capitalisation méthodologique, il présentera de façon assez détaillée la méthodologie d'étude, les outils utilisés, les éventuelles difficultés rencontrées. Une restitution à Paris auprès du F3E est prévue.

3. Rôle de l'ANG demandeur dans l'étude préalable

Le GERES de part sa connaissance du contexte énergétique et du développement en Afghanistan, de ses relations partenariales avec les différents acteurs impliqués et de l'existence d'une représentation forte en Afghanistan sera responsable de l'étude.

Il assurera à toutes les étapes :

- le pilotage et le suivi des actions
- la coordination des différents intervenants
- la rédaction des documents de restitution

De manière spécifique, il réalisera :

Etape 1 : cadrage, planification détaillée

Etape2 : encadrement de l'ONG Afghane pour ses interventions sur Kaboul, synthèse

Etape 3 : réalisation de ce volet en lien avec les opérateurs de la place

Etape 4 : rédaction du plan d'action préliminaire, des rapports provisoires et le rapport final

4. Rôle du partenaire local dans l'étude préalable

Deux partenaires locaux sont associés, un pour chaque zone : centre Afghanistan et Kaboul.

En référence au B.2 « Etapes et méthode de l'étude préalable », MADERA pilotera l'étape 2 dans la région centrale, participera à la mise en oeuvre des étapes 3 et 4 (ses travaux de préparation de mécanismes de micro finance sont en cours). Madera travaille sur la mise en place d'un projet de micro-crédit pour des actions paysannes sur la région centrale de manière similaire à celle mise en place sur les autres régions où le projet a existé. Se référer aux commentaires de la page 13 point 6. Pour le moment, Madera est en processus de recrutement et phase préparatoire de ce projet.

ACF sera en charge de la réalisation de l'étape 2 et participera à l'étape 4.

5. Autres acteurs impliqués dans l'étude préalable

- le ministère de l'énergie qui entame une réflexion de la mise en place d'une agence des énergies renouvelables ; GERES participe aux réflexions préliminaires. Le ministère sera associé à l'étape 1, aux réflexions de l'étape 4, notamment dans le cadre de sa structuration en cours au niveau rural.
- le ministère de la reconstruction et du développement rural ; il sera également associé aux étapes 1 et 4 ; il est très actif dans les campagnes ; il pourrait être un relais efficace de la mise en oeuvre du projet : certains de ses programmes pourraient inclure une composante « énergie et habitat ».
- la GTZ, outre son rôle d'appui institutionnel au ministère de l'énergie, mène des travaux (cuisson solaire ; accès à l'électricité dans les campagnes) complémentaires à ceux du GERES ; GTZ participera à l'étape 4.

D. Moyens

1. Moyens humains

GERES (expertise interne)

- J JACQUOT : responsable GERES Afghanistan ; 2 ans de présence en Afghanistan
- Rôle dans l'étude : coordination globale de l'étude sur le terrain : 1,5 h.mois
- A. GUINEBAULT : responsable diffusion efficacité énergétique dans les bâtiments publics Afghanistan

Rôle dans l'étude : assistance à la coordination globale ; restitution France : 5 h.jour

- V. STAUFFER : a initié et piloté les références du GERES en matière d'énergie bâtiment en Afghanistan et en Inde ; 8 ans d'expérience en régions de montagne en Asie; expert technique énergie bâtiment.
- Rôle dans l'étude : analyse d'expériences Asie centrale ; définition des outils d'accompagnement : 5 h.jour
- F. THUILLIER: en charge du développement des projets à caractère économique

Rôle dans l'étude : aspects micro finance : 7 h.jour

MADERA (expertise partenaire, basée en Afghanistan)

Le responsable de l'étude sera en charge de la préparation des outils pour la collecte de données pour l'étude détaillée (étape 2), y compris la préparation de brouillons de questionnaires, grilles d'entretien et tableaux de synthèse, et du traitement (notamment quantitative) des données recueillies. Il coordonne la logistique de l'étude, participe directement à la collecte d'informations à travers de méthodes qualitatives et appui l'analyse de celles-ci.

- Un responsable évaluation : 1,5 h.mois

Le responsable évaluation (Head of Evaluation Unit) prépare les versions définitives des outils d'enquête ; raffine l'analyse quantitative des données ; intègre les aspects qualitatifs et l'analyse spatiale; rédige le rapport de l'étude détaillée pour la zone centrale, et supervise le travail de l'équipe. Il est également en charge du travail commun avec les autres partenaires pour les autres étapes.

- Un responsable SIG : 15 h.jour

Le responsable SIG préparera des cartes pour montrer de manière graphique les résultats de l'étude et pour faciliter l'analyse spatiale, en utilisant le software ArcGIS

- Un responsable enquêtes : 2 h.mois

Le responsable enquêtes est la personne en charge de la formation et la supervision des enquêteurs et de la saisie des données. Il appuie la collecte d'informations à travers de méthodes qualitatives (discussion en focus groups, entretiens avec des informateurs qualifiés (key informants interviews), observation directe) et prépare la base de données contenant les informations des questionnaires.

- Trois enquêteurs : en charge des entretiens individuels

ACF (expertise partenaire, basée en Afghanistan)

- Un responsable étude: 0.5 h.mois

Un responsable d'enquêtes : 2 h.mois

Ces personnes devront en concertation avec GERES et le responsable d'étude de MADERA sur Behsud mettre en place le travail d'étude et d'enquête sur Kaboul. Ils participeront par ailleurs à l'élaboration de l'enquête. Ils seront en charge de gérer l'équipe d'enquêteurs, d'assurer que les informations ont bien été collectées et de manière fiable, de rentrer les données et d'apporter une analyse.

Huit enquêtrices (4 équipes de 2) seront en charge de collecter les informations pour l'enquête et de les compiler sur PC. Les femmes ayant un accès plus facile au sein des ménages, elles seront plus à même de récupérer des informations de toute la famille.

Villes en Transition (expertise externe)

- Un expert court terme : Anne BURLAT, urbaniste expérimentée en matière de coopération internationale et de montage de projet ; elle interviendra plus particulièrement aux étapes 1 et 4 (2 missions de terrain) et assurera un suivi à distance en tandem avec un expert junior (Vanessa NIASSE) et un expert senior (Louis LHOPITAL) ; les étapes de leur intervention est précisé ci-dessous.

	Activités	Nb jours
Démarrage	Prise de connaissance acteurs France et documentation existante	3
Missions	2 Missions terrain : cadrage général et planification / atelier de définition des orientations stratégiques	12
Etudes/rendus	Cadrage général et planification détaillée de l'étude	2
	Bilan provisoire	4
	Formalisation du plan d'action	3
Restitution	Restitution finale de l'étude en France	1
	Total nb jours	25

-

2. Moyens financiers

a) budget avec coûts détaillés

Budget prévisionnel : Etude préalable, Etude d'effets et impacts

	Unité et coût unitaire		Quantité	Coût total Euros TTC
Expertise				
Honoraires expert sénior Villes en Transition (LL)	510	€/homme-jour	16	8160
Honoraires junior Villes en Transition (VN)	450	€/homme-jour	9	4050
Honoraires expertise interne Geres				
- Geres Afghanistan	4000	€/homme-mois	1	4000
- Geres France	510	€/homme-jour	17	8670
Honoraire et frais expertise partenaire				
- Madera				
. Coordinateur étude	800	€/homme-mois	2	1600
. Responsable évaluation	4500	€/homme-mois	1,5	6750
. Techniciens	200	€/homme-mois	10	2000
. Frais divers (communication, bureau)				1100
- ACF				
. Responsable étude	4000	€/homme-mois	0,5	2000
. Coordinateur étude	300	€/homme-mois	2	600
. Techniciens	200	€/homme-mois	4	800
. Frais divers (communication, bureau))				200
Per diem Afghanistan	40	€ / jour	18	720
Transports				
Transport international	1400	€	4	5600
Transport en France	130	€	7	910
Transport en Afghanistan(Madera,Geres,ACF)	forfait		1	1 770
Frais de restitution/reproduction/diffusion	forfait		1	1000
Total des coûts directs				49930
Imprévus (5 %) (sur justificatif)				2496,5
Total étude Net de taxe				52426,5
Le GERES n'est pas assujetti à la TVA				
Plan de financement prévisionnel				
Cofinancement F3E				30 000
Cofinancement GERES et partenaires				22 426,50

b) Calendrier de l'étude préalable

1. Pour la mission : 6 mois

2. Pour la remise des documents au F3E : 8 mois

AGSH 0607.032.PRO.GKL

Aubagne, Kaboul le 25 août 2006

Révision 4 au 02 juillet 2007



Villes en Transition

Développement urbain et Intégration sociale

**Pilotage d'une étude préalable à la mise en place d'un
programme de diffusion de l'efficacité énergétique dans
l'habitat domestique en Afghanistan
GERES / F3E**

Villes en Transition

Développement urbain et Intégration sociale

10, rue d'Inkermann

69100 Villeurbanne

Tél / Fax. : 04.72.71.37.55

E-mail : assocvet@wanadoo.fr

Mars 2007 (revu juillet 2007)

Sommaire

1/ Contexte	41
2/ Méthodologie	43
Description des étapes et du rôle du consultant	43
Etape 1 : Cadrage de l'étude en Afghanistan avec les partenaires locaux, planification détaillée, méthodologie... ..	43
Etape 2 : Etude détaillée sur chacune des 2 zones et définition des bénéficiaires	46
Etape 3 : Étude des mécanismes financiers.....	47
Etape 4 : Réflexion stratégique et programmation	48
Calendrier prévisionnel :	50

1/ Contexte

L'étude préalable demandée concerne la diffusion d'un programme d'économie d'énergie dans l'habitat domestique que l'ONG française GERES souhaite mettre en place en Afghanistan après une phase pilote de 4 ans. La diffusion du programme soulève des enjeux majeurs en termes de recherche d'efficience et de viabilité.

Elle consiste tout d'abord en **un changement d'échelle important**. Cela nécessite donc de revoir les modalités de gestion du programme et en particulier, au niveau financier, technique, partenarial et institutionnel, tout en préservant les acquis du projet antérieur.

Les interventions passées ont fait l'objet d'études et d'évaluations qui montrent des résultats positifs en termes d'économie d'énergie, d'amortissement des investissements pour les familles, de simplicité dans l'utilisation technique, d'appropriation sociale et d'amélioration du confort global. Cependant, c'est au prix d'un investissement en ressources humaines, financières et en temps, important, que ces résultats ont été atteints. Cela ne permet donc pas d'envisager une généralisation en l'état du projet et nécessite de trouver un modèle de gestion des ressources plus efficient. D'autant plus que certains points, essentiels à la diffusion, comme par exemple les mécanismes financiers d'aide aux familles, n'ont pas été pris en compte lors de la phase pilote.

D'autre part, le GERES envisage la diffusion du programme sur deux zones distinctes ce qui signifie **deux dispositifs d'intervention spécifiques intégrant les objectifs transversaux**. Les deux zones ont été sélectionnées en raison notamment de l'implantation de ses deux partenaires principaux, MADERA dans le centre - Hazarajat et Action Contre la Faim (ACF) dans la périphérie de Kaboul. Cela suppose de définir des modalités d'intervention qui soient socialement, techniquement et financièrement adaptées aux populations visées dans chaque territoire. La distinction entre la zone urbaine et la zone rurale, doit être attaquée de plusieurs angles de vue, dont celui des mentalités, du type d'économie locale, des compétences et ressources humaines, de l'organisation communautaire, de la présence administrative, mais aussi du point de vue technique de l'habitat.

Enfin, **les modalités partenariales ont une importance particulière** dans la perspective de diffusion du programme. En effet, on note d'une part, la volonté de transfert de compétences du GERES vers MADERA, ACF, les associations locales, et le renforcement des institutions locales et de la déconcentration des Ministères, analysés comme essentiels à la reconstruction du pays. D'autre part, le programme sera d'autant plus efficace qu'il bénéficiera des dynamiques et forces locales en articulant ses interventions à des actions à l'œuvre ou en cours de préparation que ce soit en matière de microfinance ou de programmes d'envergure ciblant des populations vulnérables.

Enfin, à plus long terme, **le programme de diffusion doit envisager la viabilité de ses interventions** au niveau technique, financier et partenarial après sa clôture.

C'est pour répondre à ces enjeux que l'étude préalable a été décidée.

Les termes de référence de l'étude préalable énoncent les objectifs de l'étude, les étapes d'intervention et la mission attribuée au consultant externe :

Les 6 objectifs spécifiques de l'étude préalable sont les suivants :

1. Etudier des dispositifs d'intervention permettant la diffusion de la réhabilitation énergétique dans l'habitat sur 2 zones.
2. Analyser la perception et l'utilisation par les utilisateurs actuels des équipements de chauffage.
3. Définir les modalités d'intervention financière d'un programme
4. Définir les rôles des organismes publics potentiellement concernés
5. Définir les stratégies de partenariat et leur fonctionnement.
6. Définir les outils d'accompagnement à mettre en place avec les partenaires

Face aux nombreux angles d'attaque de l'étude, le défi consiste à proposer un plan d'action cohérent, viable et validé par les partenaires qui auront été ciblés.

Etapes de l'étude

Les termes de référence prévoient 4 étapes d'intervention :

Etape E1 : Cadrage de l'étude en Afghanistan avec les partenaires locaux, planification détaillée, méthodologie...

Etape E2 : Etude détaillée sur chacune des 2 zones et définition des bénéficiaires

Etape E3 : Étude des mécanismes financiers

Etape E4 : Réflexion stratégique et programmation

Mission du consultant externe définie dans l'appel à manifestation d'intérêt

Le consultant intervient tout au long des étapes de l'étude en remplissant les 4 missions spécifiques suivantes :

1 : Cadrage général et planification détaillée de l'étude à partir des termes de référence

2 : Bilan à mi-parcours de l'étude.

3 : Animation d'un atelier de définition des orientations stratégiques aboutissant à l'élaboration d'un plan d'action ; la formalisation de ce plan d'action sera sous la responsabilité du consultant.

4 : Participation à la restitution finale de l'étude en France.

2/ Méthodologie

DESCRIPTION DES ETAPES ET DU ROLE DU CONSULTANT

Le rôle du consultant est de coordonner l'étude préalable sur 8 mois.

Il est responsable de la prise en compte de tous les angles de l'étude et de leur mise en cohérence dans la perspective de définir un plan d'action du programme de diffusion.

Il est responsable de la répartition des tâches et s'appuie sur les compétences des intervenants principaux de l'étude, qui sont le GERES France et son antenne locale, les ONG Madera, Action Contre la Faim et l'Ademe. L'appui des acteurs locaux est indispensable à la réussite de l'étude, à des fins logistique et de gestion ainsi que de mise en relation avec les nombreux partenaires locaux. La réalisation de l'étude est également subordonnée à la capacité des acteurs locaux à agir de manière autonome selon les orientations préalablement définies. Ces postulats sont nécessaires à l'optimisation des ressources de l'étude et à la faisabilité des différents axes de l'étude.

Le consultant s'assure d'un processus de décision concertée entre l'ensemble des intervenants à toutes les étapes de l'étude et de l'implication des partenaires ciblés par le programme dont les Ministères et toute structure ciblée en cours d'étude. Dans ce sens, il fait en sorte que l'étude ait déjà une démarche opérationnelle.

Il s'assure de la cohérence scientifique de l'étude en s'appuyant sur son expérience en matière de montage et gestion de projet habitat et développement social urbain et sur les compétences complémentaires des intervenants de l'étude.

ETAPE 1 : CADRAGE DE L'ETUDE EN AFGHANISTAN AVEC LES PARTENAIRES LOCAUX, PLANIFICATION DETAILLEE, METHODOLOGIE...

La coordination du cadrage et de la planification détaillée de l'étude préalable représentent le contenu de la première mission assignée au consultant. Cette étape fait l'objet d'une mission sur le terrain car elle suppose de la part du consultant d'animer un travail concerté entre l'antenne locale du GERES, MADERA et AFC sur la programmation de l'étude. Elle suppose également de s'assurer que les partenaires actuels et potentiels publics et privés sont bien identifiés et impliqués dès le démarrage de l'étude. Elle fait suite à un travail préalable important de prise de connaissance de l'ensemble de la documentation du projet et de validation des axes principaux de l'étude avec les représentants du GERES et du F3E en France.

Sur place, le consultant assure un rôle de coordinateur et d'animation de l'ensemble des acteurs. Il est garant de la cohérence des différents axes de l'étude et de leur exhaustivité.

Objectifs :

- **1. Définir les activités et le calendrier de l'étude préalable en concertation avec le GERES local, MADERA et ACF :** il s'agira de fixer un programme avec une série d'attendus précis et qui soit adapté aux capacités de chaque organisme
- **2. Identification des programmes de reconstruction en cours et en préparation (de la Banque Mondiale, GTZ, MRDR, ...), et de projets d'ONG (dont MADERA et ACF) et d'associations locales avec lesquels le projet pourrait s'articuler :** les résultats de cet objectif sont primordiaux car ils définissent la nature des dispositifs d'intervention qui pourront être mis en place, en termes de bénéficiaires, de partenariats, de moyens de diffusion, et de coordination générale de projet. Ils aideront à définir les sites d'implantation du projet, en particulier sur Kaboul. Ils influent également sur les

modalités de financement global du programme de diffusion. Ce diagnostic sera particulièrement nécessaire sur Kaboul. Il est indispensable d'envisager ces partenariats au plus tôt dans la démarche de l'étude. Ce point correspond à l'objectif 1 de l'étude préalable.

- **3. Diagnostic du mandat des autorités locales et caractérisation de leur rôle dans le programme :** le soutien au processus de consolidation de l'administration et de déconcentration/décentralisation des Ministères sur le territoire au niveau provincial et de district font partie des objectifs poursuivis par le GERES. Afin de consolider ce processus et de bénéficier du support des ministères par l'intégration des thématiques énergie et pauvreté dans leur programme d'action, l'implication des Ministères (notamment, Energie, Reconstruction et Développement rural, Agriculture et Elevage) dans le programme est particulièrement recherché. Leur implication aura également des conséquences sur le financement global du projet. Il faudra également prendre en considération le rôle de la municipalité de Kaboul, des districts et des échelons de quartier. Afin de donner toutes ses chances à cette intégration, il est nécessaire de déterminer leur participation le plus en amont possible du projet et de les intégrer dès le début de l'étude préalable. Ce point correspond à l'objectif 4 de l'étude préalable.
- **4. Envisager les modalités de partenariat GERES/MADERA/ACF :** la recherche d'un mode d'intervention efficient en termes de moyens humains, financiers et logistiques est impérative pour permettre le changement d'échelle du programme et le rendre viable. Il s'agit d'un axe important que l'étude doit déterminer. Afin d'envisager les améliorations et adaptations nécessaires, il sera nécessaire d'évaluer la qualité et l'efficacité du partenariat adopté lors de la phase pilote (notamment en termes de sélection des bénéficiaires et de suivi des travaux) et d'identifier les activités à mettre en place et/ou les acteurs complémentaires à rechercher lors de l'étude préalable, qu'il s'agisse d'opérateurs associatifs ou de l'expertise locale privée type cabinet d'architectes, artisans. Ce point correspond à l'objectif 5 de l'étude préalable.

Activités du consultant :

Pour l'objectif 1 Définir les activités et le calendrier de l'étude préalable :

1/ Confirmation, auprès du GERES et F3E, des orientations du projet de diffusion et des objectifs de l'étude préalable. Identification des éléments déjà validés.

2/ Prise de connaissance de la documentation existante dont :

- o Etude d'impact des actions réalisées, évaluation des réhabilitations réalisées
- o Evaluation externe des projets « énergie et habitat »
- o Etude spécifique sur les énergies concernant les ménages ruraux

3/ Pour chacun des 6 objectifs de l'étude préalable, entretiens et/ou ateliers de bilan de la phase expérimentale avec le GERES local, MADERA et ACF.

Evaluation :

- des acquis positifs
- des volets à améliorer (notamment sur les aspects technique, renforcement des compétences ONG et institutionnels, efficacité du partenariat, logistique globale de projet, financement global)
- des axes manquants dans la phase expérimentale (notamment définition des populations bénéficiaires et mécanismes de financement de l'investissement)

Elaboration concertée d'indicateurs de résultats et de la méthodologie de l'étude préalable. S'accorder sur une répartition des tâches (proposer une grille de répartition) et un calendrier.

4/ Programmation des études à fournir pendant l'étude préalable dont :

- o Analyse des populations des sites pour déterminer les types de bénéficiaires cibles du programme (correspond à l'étape 2 de l'étude préalable)
- o Analyse des mécanismes de financement de l'investissement (correspond à l'étape 3 de l'étude préalable)

Pour chaque étude, définir : objectifs, méthodologie, calendrier, critères de résultat, organismes responsable et participants

Pour l'objectif 2 Identification des programmes de reconstruction en cours et en préparation (de la Banque Mondiale, GTZ, MRDR, ...), et de projets d'ONG (dont MADERA et ACF) et d'associations locales avec lesquels le projet pourrait s'articuler :

- Identification des programmes et des projets. Entretiens avec les intervenants de l'étude, éventuellement avec les représentants de programme
- Evaluation et hypothèses d'articulation du projet de diffusion de l'économie d'énergie dans l'habitat domestique avec ces programmes. A approfondir durant l'étude.

Pour l'objectif 3 Diagnostic du mandat des autorités locales et caractérisation de leur rôle dans le programme :

- Diagnostic du mandat des autorités locales (Ministères, municipalité, districts, échelons de quartiers).
- Evaluation de la participation des Ministères durant la phase pilote du programme
- Elaboration d'hypothèses de caractérisation du rôle des autorités locales dans la phase de diffusion. A approfondir durant l'étude.

Entretiens avec les représentants institutionnels et les intervenants de l'étude.

Pour l'objectif 4 Envisager les modalités de partenariat GERES/MADERA/ACF :

- Entretiens et ateliers de réflexion avec GERES et MADERA à partir des conclusions de l'évaluation externe. Elaboration d'une grille d'évaluation, identification des points forts et faibles et conclusions.
- Définition d'orientations des modalités de partenariat avec MADERA et ACF. A approfondir durant l'étude préalable.

Résultats :

- Une programmation détaillée de l'étude préalable validée par l'ensemble des intervenants de l'étude et des partenaires principaux
- Des hypothèses d'articulation du programme de diffusion avec d'autres programmes
- Des hypothèses de caractérisation du rôle des autorités locales
- Des orientations pour le partenariat GERES/MADERA/ACF

Moyens (consultant) :

1 mission terrain 6j/h

Suivi France : 3j/h

Production :

Une planification détaillée de l'étude (sous supervision du consultant)

Un rapport de mission présentant les principales avancées (consultant)

ETAPE 2 : ETUDE DETAILLEE SUR CHACUNE DES 2 ZONES ET DEFINITION DES BENEFICIAIRES

Par souci d'efficacité, il est important de déterminer des profils de bénéficiaires cibles pour le programme de diffusion sur des critères socioéconomiques et techniques devant permettre de proposer des interventions socialement, économiquement et techniquement adaptées aux familles participantes. Cette étape a donc pour objectif d'analyser le profil des populations des 2 zones d'action (Kaboul et zone centre) afin d'en identifier les besoins et les ressources. Il s'agira également de déterminer les modes de participation des bénéficiaires. L'enquête socioéconomique doit prendre en compte les hypothèses d'articulation du programme avec d'autres projets et programmes liés à la reconstruction, déterminées à l'étape 1. Deux cas de figure sont possibles :

- Une diffusion seule des pratiques, et la définition de bénéficiaires cibles en fonction des objectifs internes du projet.
- Ou une articulation avec d'autres programmes, impliquant une étude approfondie des populations de ces actions afin d'identifier des bénéficiaires communs.

D'autre part, le consultant veillera à l'articulation de cette étude avec les hypothèses obtenues en étape 1 concernant le rôle des autorités locales et les modalités de partenariat entre le GERES, MADERA et ACF.

Les acteurs locaux sont responsables de la réalisation de ces études. Le consultant veillera à la coordination de l'ensemble et à l'adéquation des études aux sites sur lesquels elles seront respectivement menées. L'enquête en périphérie de Kaboul fera l'objet de plus d'attention en raison de la spécificité urbaine du site (enjeux liés à l'installation sauvage des migrants en périphérie, au renouvellement urbain, ...).

Les termes de référence de l'étude préalable prévoyaient en parallèle une évaluation de l'adaptation de la technologie aux familles bénéficiaires (objectif 2 de l'étude préalable), ce qui supposait une évaluation de la perception et de l'utilisation des équipements des familles ayant participé à la première phase du programme. Cette évaluation a déjà fait l'objet d'une étude d'impact en interne entre 2003 et 2006 dont les conclusions sont globalement positives. La pertinence d'approfondir cette étude sera évaluée à cette étape en fonction des besoins.

Objectifs :

Mener une enquête de terrain sur 1 site rural et 1 site urbain auprès de la population dans le but de déterminer des profils de bénéficiaires cibles pour le programme de diffusion et focalisant sur les axes suivants (liste non-exhaustive) :

- Profil socioéconomique
- Energie domestique
- Evaluation technique de l'habitat
- Bénéficiaires potentiels de programmes ciblant la vulnérabilité
- Adaptation des équipements à la population ciblée et à chaque zone

Activités du consultant :

Supervision générale de la stratégie d'enquêtes

Supervision de la cohérence des résultats avec les axes partenariaux et institutionnels étudiés en phase 1.

Résultats

Une enquête population par site

Des hypothèses pour la définition de bénéficiaires cibles

Moyens mis à disposition par le consultant

Suivi France 2 h/j

Production

Documents d'études réalisés par les intervenants locaux

ETAPE 3 : ÉTUDE DES MECANISMES FINANCIERS

La logique financière recherchée par le GERES dans le cadre de la diffusion du programme d'économie d'énergie est de trouver des mécanismes financiers permettant à terme une reproduction de l'expérience hors de son intervention. Cela suppose de la part des bénéficiaires que l'investissement initial ne soit pas disproportionné par rapport à leurs ressources. Cela nécessite donc d'identifier un système d'aide pouvant prendre la forme de subvention, de micro-crédit ou de mécanismes traditionnels d'entraide. Il s'agit aussi d'identifier des structures implantées localement qui seraient capables d'accompagner ces dispositifs et à défaut, de construire une structure ad hoc directement gérées par le projet.

La logique financière ne s'appliquant pas de la même manière dans les zones rurales du fait qu'une partie de la ressource en énergie n'est accessible qu'en nature, ces mécanismes doivent être adaptés aux spécificités des 2 zones. Les mécanismes financiers peuvent également intégrer l'impact économique des interventions, comme la possibilité de revente des matières premières ramassées ou le développement d'activités génératrices de revenus.

Cette étape sera réalisée grâce aux résultats obtenus en étape 2 sur la typologie des populations ciblées et le type de bénéficiaires envisagés. Elle exige l'intervention de spécialistes de la microfinance (GERES, MADERA). Le rôle du consultant consistera à superviser globalement le cours de l'étude et à s'assurer de la cohérence des hypothèses avec les autres axes de l'étude.

Objectifs :

- Identifier les structures de microfinance existantes en Afghanistan et leurs mécanismes financiers. Identifier les mécanismes traditionnels d'entraide.
- Evaluer les besoins d'aide financière des bénéficiaires potentiels des zones d'intervention et identifier des mécanismes d'aide financière adaptés.
- Evaluer la pertinence d'un partenariat avec des structures déjà existantes : dans les cas où cette articulation n'était pas possible, il serait alors nécessaire que le programme de diffusion mette directement en place ces mécanismes, ce qui impliquerait un suivi beaucoup plus important de la part des intervenants.

Activités du consultant :

Supervision générale de l'étude micro finance menée par les intervenants du programme

Supervision de la cohérence de l'étude avec les axes socioéconomiques, partenariaux et institutionnels de l'étude préalable

Résultats

- Un panorama des structures et des mécanismes financiers préexistants
- L'identification de structures et de mécanismes financiers à adapter aux sites d'intervention
- Des populations bénéficiaires mieux définies

Moyens (consultant)

Suivi France2 h/j

Production

Un état des lieux de structures et de mécanismes financiers en Afghanistan (élaboré par les intervenants de l'étude)

Un rapport d'étude par zone d'intervention (élaboré par les intervenants de l'étude)

ETAPE 4 : REFLEXION STRATEGIQUE ET PROGRAMMATION

La dernière étape est déterminante puisqu'elle doit réunir le résultat de l'ensemble des études et des pistes de réflexion dans un plan d'action. Le rôle du consultant consistera à s'assurer que les différents volets de l'étude soient bien intégrés aux orientations stratégiques afin de garantir le succès du programme de diffusion.

Dans le même ordre d'idée, il veillera à ce que tous les partenaires identifiés lors de l'étude préalable soient associés à la définition des orientations stratégiques du programme de diffusion de l'économie d'énergie dans l'habitat.

Enfin il veillera à ce que les conditions de viabilité du programme à moyen et long termes soient remplies. La nécessité d'engager tous les partenaires dans la réflexion sur la définition du programme impose une seconde mission de terrain au consultant à cette étape.

L'élaboration et la validation du plan d'action final (*correspondant à la 3^{ème} mission du consultant telle que définie dans l'appel à manifestation d'intérêt*) relèveront de la responsabilité du GERES (décision prise lors de la réunion du 13 juillet 2007 entre GERES, F3E et VeT).

Objectifs

- Etablir le bilan provisoire des étapes précédentes de l'étude
- Définir des orientations stratégiques avec les partenaires de l'étude et les intervenants
- Valider un plan d'action avec les partenaires et les autorités locales

Les orientations stratégiques et le plan d'action devront intégrer (liste non-exhaustive) :

- Une méthodologie d'action
- Des modalités de gestion technique et financière du programme
- Des bénéficiaires cibles
- Des structures et des mécanismes d'aide financière à l'investissement des équipements de chauffage
- Des modalités pour le partenariat GERES/MADERA/ACF : répartition des tâches, transfert de connaissances et de compétences
- Un réseau de partenaires et un fonctionnement permettant une gestion efficiente des ressources
- Des orientations en termes de formation et de transfert de compétences : auprès des ONG et associations partenaires, des artisans, des autorités locales,
- Les termes de l'implication des Ministères
- La cohérence avec d'autres projets affectant l'habitat, l'économie

Activités du consultant :

- Rédaction d'un bilan provisoire établissant les conclusions des étapes précédentes, la méthodologie d'étude, les outils utilisés et les éventuelles difficultés rencontrées – atelier de travail et validation avec GERES et F3E (*la rédaction du bilan provisoire correspond à la 2^{nde} mission du consultant telle que définie dans l'appel à manifestation d'intérêt*)
- Animation d'un atelier entre GERES /MADERA/ACF pour jeter les bases des orientations stratégiques du programme et pour établir les modalités du partenariat tripartite
- Animation d'un atelier élargi de définition des orientations stratégiques du programme avec partenaires et intervenants (*correspondant à la 3^{ème} mission du consultant telle que définie dans l'appel à manifestation d'intérêt*)
- Rédaction d'un rapport final et d'une note de synthèse (*correspondant à la 4^{ème} mission du consultant telle que définie dans l'appel à manifestation d'intérêt*)
- Eventualité d'une restitution auprès d'un public élargi

Résultats

Des orientations stratégiques pour le programme de diffusion

Moyens

6 h/j mission terrain

6 h/j suivi France

Production

- Un bilan provisoire (coécrit par le consultant et les intervenants de l'étude)
- Un rapport final (consultant – à réaliser au mois 9)
- Une note de synthèse (consultant – à réaliser au mois 9)

CALENDRIER PREVISIONNEL :

Actions	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Nb de jours
Confirmation des orientations du projet de diffusion et des objectifs de l'étude préalable (Etape préalable)	X										2
Mission de terrain 1 : Cadrage de l'étude avec les partenaires locaux, planification détaillée, méthodologie (Etape 1)	X										6
Validation d'un plan détaillée de l'étude	X	X									1
Supervision générale des enquêtes de terrain auprès de la population sur les 2 sites (Etape 2)		X	X	X							2
Supervision générale de l'étude mécanismes financiers (Etape 3)				X	X	X					2
Bilan provisoire de l'étude						X	X				3
Mission de terrain 2 : Définition d'orientations stratégiques pour le programme de diffusion avec les intervenants et les partenaires locaux (Etape 4)								X			6
Rapport final et note de synthèse									X	X	3
Elaboration et validation d'un plan d'action - GERES										X	

GERES 225 Ep

	Unité et coût unitaire	Quantité	Coût total € TTC	VeT	GERES	Madera	ACF
Expertise							
Honoraires expert sénior Villes en Transition	510€/homme-jour	16	8 160 €	8 160 €			
Honoraires junior Villes en Transition	450 €	9	4 050 €	4 050 €			
Honoraires expertise interne Geres							
- Geres Afghanistan	4000€/homme-mois	1	4 000 €		4 000 €		
- Geres France	510€/homme-jour	17	8 670 €		8 670 €		
Honoraires et frais expertise partenaire							
-Madera							
*Coordinateur étude	800€/homme-jour	2	1 600 €			1 600 €	
*Responsable évaluation	4500€/homme-mois	5	6 750 €			6 750 €	
*Techniciens	200€/homme-jour	10	2 000 €			2 000 €	
*Frais divers (communication, bureau)			1 100 €			1 100 €	
-ACF							
*Responsable évaluation	4000€/homme-mois	1	2 000 €				2 000 €
*Coordinateur étude	300€/homme-mois	2	600 €				600 €
*Techniciens	200€/homme-mois	4	800 €				800 €
*Frais divers (communication, bureau)			200 €				200 €
Per diem Afghanistan	40€/jour	18	720 €	480 €	240 €		
Transports							
Transport international	1 400 €	4	5 600 €	2 800 €	2 800 €		
Transport en France	130 €	7	910 €	650 €	260 €		
Transport en Afghanistan (Madera, Geres, ACF)	forfait	1	1 770 €		370 €	1 400 €	

Frais de restitution/reproduction/diffusion	forfait	1	1 000 €		1 000 €		
Total des coûts directs			49 930 €	16 140 €	17 340 €	12 850 €	3 600 €
Imprévus (5%) sur justificatifs			2 496,50 €		2 497 €		
Total étude Net de taxe			52 426,50 €	16 140 €	19 837 €	12 850 €	3 600 €
Le Geres n'es pas assujetti à la TVA / Plan de financement prévisionnel							
Cofinancement F3E			30 000,00 €	répartition entre les partenaires attendue			
Cofinancement GERES et partenaires			22 426,50 €	répartition entre les partenaires attendue			



Monitoring and Evaluation
Unit

SOCIO-ECONOMIC AND HABITAT SURVEY IN BEHSUD 1 AND 2 DISTRICTS WARDAK PROVINCE

Javid ABDULLATIF, Patxi ELICHIRY, M&E Unit

March 2008

Contents

1. Introduction	56
2. Main Findings	56
3. Methodology	56
3.1. Description	56
3.2. Data Collection.....	57
3.3. Survey team composition	58
3.4. Expected bias	58
4. Presentation of Hazarajat region	58
4.1. Brief presentation of Behsud 1 and 2 districts	62
4.1.1. Geographical and population data	62
4.1.2. Climate	62
4.1.3. Land cover	62
4.1.4. Roads.....	63
4.1.5. Bazaars	64
4.1.6. Migration and returnees	64
4.2. Social and political organization	65
4.2.1. Villages	65
4.2.2. Manteqa.....	66
4.2.3. Community Development Council (CDC)	67
4.2.4. State representation	68
5. Families and farming systems data	68
5.1. Household and family composition	68
5.2. Long term migration patterns.....	69
5.3. Seasonal migration patterns	69
5.4. Farming System description.....	70
5.4.1. Land tenure	71
5.4.2. Crops	72
5.4.3. Livestock.....	75
5.4.4. Silviculture and horticulture	76
5.4.5. Comparison of average and median Farm Activity Net Income.....	77
5.5. Off/Non Farm Income	78
5.6.1. Remittances	78
5.6.2. Local farm job	79
5.6.3. Business and local employment	79
5.6.4. Total Non-Farm Income	80
5.7. Total Net Income	80
5.8. Indebtedness.....	83
6. Vulnerability	84
6.1. Survival point	84
6.2. Very vulnerable families	84
6.3. Vulnerable families	86
6.4. Criteria for high vulnerability families	87

7. Houses of Behsud	88
7.1. Building of a new house	89
7.2. Raw construction materials	91
7.3. Technique of construction	91
7.4. Rooms of Behsud houses	93
7.5. Electricity.....	96
7.6. Cooking and heating devices (extracted from Geres report)	97
7.7. Maintenance works	99
7.8. Fuels	101
7.9. Responsibility of men, women, and children in the house related works	101
7.10. Habitat and Social activities	102
8. References	102

1. Introduction

In July 2007 GERES and Madera signed a Memorandum of Understanding about the survey "Preliminary study on the preparation of a program for diffusion of energy efficiency in domestic housing in the cold regions of Afghanistan" granted by the F3E.

In the frame of this preliminary study, Madera M&E Unit was supposed to conduct a survey which the following main objectives in Behsud 1 and 2 districts (Wardak Province):

- To describe the traditional habitat of Behsud districts
- To collect and analyse socio-economic data
- To assess the investment priority and capacity of Behsud households concerning Housing

2. Main Findings

The Behsud farmers¹ are mainly smallholders (87% cultivate less than 1 Ha. of irrigated land).

Livestock farming is the main Farm activity and after a period of drought (1998-20002 and 2004), the herds are recovering.

Agriculture is essentially subsistence oriented and very little diversified. Crops by order of economic importance are fodder, irrigated wheat and potato. Poppy is not cultivated in Behsud.

34% of farmers have Non Farm Income, mainly from Handicraft commercialization

The median Total Net Income for Families of Behsud is around 720€ per year. It is the source of funds for family living expenses, including housing and furnishings, food, medical expenses, children's education, and other personal items.

In 2007, around 20% of families in Behsud districts were not able to meet their basic needs (minimum of 430€). Those families constitute the high vulnerable group. Their common characteristics are: small herds, Low Non Farm Income, high debts.

44% of families are classified as vulnerable in Behsud districts. The most vulnerable areas of Behsud districts are: Sia Sang Valley (B1), Soorkh Abad (B2), Qum-e-Dahqan (B2), Helmand (B2) and Ab-e-Shiroom (B2)². Inside each zone, remote areas are more vulnerable than the ones close to the main roads network.

Electrification is the most wished improvement in Behsud houses, and families are usually ready to spend around 2 300 AFA for the installation.

Around 70% of Behsud population has already been supported by Madera's projects, but mainly through infrastructure rehabilitation or Cash for Work Activities. Development project concerning agriculture, livestock, and housing should be designed or enhanced to concern a higher proportion of the population.

3. Methodology

3.1. DESCRIPTION

Madera divided each district of Behsud 1 and 2 in several areas.

¹ 100% of interviewed families are involved in farming activities

² See mapping in Annex

M&E Unit used the list of villages by area that was prepared for a snow cleaning project in 2005 (that remains the most reliable source of information about villages and population present in both districts, CSO data are incomplete and hundreds of villages haven't been listed).

80 villages were randomly selected in this list, and in each area the number of selected villages is proportional to the total population weight of this area (self-weighted sample).

Table 1: Areas of Behsud 1 and 2 districts

District	Zone	Nb. villages	Nb. Households	Total estimated pop.³	Nb. Visited villages
Behsud 1	Qol-e-Khish	123	1 306	13 060	4
	Sia Sang Valley	25	354	3 540	2
	Hessa-e-Awal Behsud	207	2 838	28 380	9
	Down part of Kajab Valley	81	1 048	10 480	3
	ALL BEHSUD 1	436	5 546	55 460	18
Behsud 2	Markaz	76	2 232	22 320	7
	Up zone of Kajab Valley	79	1 224	12 240	4
	Helmand	74	1 718	17 180	5
	Abishiroom	251	4 673	46 730	14
	Kohibiroon	238	4 675	46 750	14
	Sourkhabad	178	4 721	47 210	14
	Qum-e-Dahqan	41	1 322	13 220	4
	ALL BEHSUD 2	937	20 565	205 650	62
ALL	Behsud 1 and 2	1373	26111	261 110	80

In each visited village, 4 households have been met, for a total of 320 interviews in Behud 1 and 2, the minimum amount for the results of this survey to be statistically representative of the covered zones reality.

Contextual data have been updated from previous survey or report of Madera, when existing. Madera's staff from Hazarajat participated in this process.

3.2. DATA COLLECTION

During the visit of each village, 4 houses were randomly selected and structured interviews were leaded with the patriarch⁴.

Several meeting with key informants were organized to obtain qualitative data about habitat in Behsud districts.

The data collection campaign lasted 3 weeks in November 2007, just before the beginning of winter.

³ Estimated thanks to the figures given by this survey: 10 members/households

⁴ Questionnaires are provided in Annex.

3.3. SURVEY TEAM COMPOSITION

This assessment was prepared and carried out by Madera's M&E Unit. Terms of Reference and questionnaires have been prepared in collaboration with the consultant responsible for the F3E study and the Geres Country Director.

Data entry, analysis, and report writing were achieved in Kabul under the coordination of the Head of M&E Unit.

The survey team on the field was composed of 4 local surveyors under the overall supervision of the M&E Unit's Evaluation Officer. However, the Evaluation Officer resigned before the end of the fieldwork and the surveyor team had to carry out the survey autonomously.

The expatriate Head of M&E Unit supervised the first week of fieldwork.

3.4. EXPECTED BIAS

The main bias for this survey could originate from the interviewed farmers. Usually, when a socio-economic survey is carried out, interviewees overemphasize their vulnerability. However, regarding the results of the interviews (cross-checking of data) the socio-economic profile of Behsud farmers seems coherent with the reality.

4. Presentation of Hazarajat region

The mountainous region of Hazarajat occupies the central part of the country and its highest summits reach more than 5 000 m high. Hazarajat doesn't correspond to any official boundaries.

The Hazarastan



(Source : http://www.karty.narod.ru/maps/hazarestan/hazaristan_map.jpg, November 2004)

« During the modernisation of the Afghan state and its consequent administrative division, Hazarajat disappeared from the map of Afghanistan, as an autonomous province. Each Hazara region was attached to walayat (province) comprising non-Hazara ethnic groups. »⁵

Although Hazarajat is located in the heart of the country, its high mountains and poor communication facilities make it the most isolated part of Afghanistan. It belongs to 6 different provinces: districts of Shiber, Bamyan, Panjab and Waras (Bamyan province), Balkhab (Jowzjan), Dar-e Souf (Samanghan), Lal o Sari Jangal (Ghor), Dai Kundi and Sharistan (Uruzgan), Malistan, Jaghori and Nawr (Ghazni) and finally Behsud I et II (Wardak).

Hazarajat is regarded as one of the most mono-ethnic areas in Afghanistan. By far the majority of residents are Hazaras. The Hazaras are Imamia Shi'a, and this distinction from majority Sunni adherence has been a frequent source of conflict with non-Hazaras. Hazarajat is also the home of most of Afghanistan's Ismailia Shi'a, found predominantly in Bamyan and Shiber districts. The Shi'a or Shi'ites broke from the "orthodox" (Sunni) Muslim community after the death of the 4th Khalif, Ali. They recognize Ali and his descendants, whom they call "Imams," as the only legitimate descendants of the Prophet. The Imami Shi'a are referred to as "twelve's" because they recognize 12 Imams.

The Hazara can be considered as a minority group (from a religious and ethnic point of view), installed in remote areas in order to escape from persecution. This contributed to reinforce their socio-cultural specificities.

Brief history of Hazarajat

- ***The feudal period***

Before the reign of Abdul Rahman and the conquest of Hazarajat at the end of the 19th century, the region is independent from the central authority and a feudal system was dominating.

Under the reign of Amir Dost Mohammad Khan (1842-1863), the Kabul sovereignty is imposed on Bamyan. If the feudal system remains, taxes are implemented.

At the same time, links between Hazarajat and Kabul expand. In 1840, more than 10 000 Hazaras were working in Kabul during the winter. Some Hazaras travel to India, Iran or Pakistan for trade or work.

- ***Abdul Rahman and the reddition of Hazarajat***

« In the time of Shir Ali Khan (1863-80) these Hazara people were controlled by their own Mirs, and they taxed the people, and took also some salaries from the government. When Abdul Rahman Khan [...] took the Kabul kingdom, the Hazara Mirs were for Shir Ali, and therefore made a huge rebellion against Abdur Rahman Khan...at that time Abdur Rahman Khan spoke with the Mohmand and the Ahmazai tribes and asked them to fight against the Hazaras : 'Heads will be mine, and all property will be yours!' Then big fights started between the Hazaras and the Pashtuns (afghans), and at last the Pashtuns were victorious and captured Behsud, Dai Zangi, Dai Kundi and Sharistan, etc... and all the Hazaras from these areas were either killed or forced to leave. »⁶

The conflict became a confrontation between Shiites and Sunnites, but the attempt to convert Hazarajat to Sunnit Islam failed. The whole region seems united; however in 1893 the zone is subjected.

⁵ Banque Mondiale, 1982, cité par Mousavi in *The Hazaras of Afghanistan, an historical, cultural, economic and political study*, (1ère éd. 1991, Oxford, University of Oxford, D.Phil Thesis), Curzon, 1998, Tehran, p.174

⁶ Klaus Ferdinand, 1962

The political integration of Hazarajat has important consequences for the region. As for Alessandro Monsutti,⁷ firstly the feudal system is disorganized, secondly the region open up to the outside influences and to Pashtun nomads (Kuchi). Moreover, migrations increase.

The war and the implementation of the administrative apparatus of the new state participate in the reconstruction of the political organization of the region. Military bases are installed to avoid Hazara uprisings.

The enlistment of Hazarajat to the Afghan state is synonymous with weakening of political and military power of local leaders (*Khan, Mir, Bay and Mullah*). More than 800 are deported and imprisoned. People close to the government replace them.

- ***The opening to Kuchi and land dispossession***

Abdul Rahman confiscated land (mainly the local chiefs ones) and distributed it officially to Pashtu nomads (Kuchi). The pasture land began state property and is sold to Kuchi (that were perceived as foreigners for religious and ethnical reasons) who participated in the conquest with goods transportation.

Those nomad tribes are not only breeders but traders. From their summer camp in Hazarajat, they buy animals, butter, carpets, and sell clothes, shoes, tea, sugar... The Kuchi give loans to Hazara population and slowly some farmers fall into debts and have to give their lands to reimburse them.

- ***The first half of the 20th century***

During the Abibullah reign (1901-1919, son of d'Abdul Rahman), the Hazara families are granted amnesty, and a part of them get back to the region. Some lands are given back and others are exchanged in other part of Hazarajat or in the North of the country.

After 1919 the Hazaras can join the Afghan army and they are considered as afghan citizens. In 1923, slavery is officially abolished by the constitution, and the Hazara acquire the same status than the other groups.

- ***War, autonomy and reorganization of Hazara society.***

In 1971, a drought has a tremendous impact on Hazarajat and starvation kills between 50 000 to 100 000⁸.

As a consequence, the pressure on land is high and tensions between Kuchi and Hazara are back. A lot of Hazaras leave the region to Kabul or other important cities, with important consequences for the country agriculture production⁹.

After the communist coup d'état in 1978, The Hazarajat recovers a part of its former autonomy. Escaping from the Kabul authority, the tribal leaders influence increase.

The Hazarajat rose up against Russian domination and is the first region to free itself from the oppressor.

- ***1992-1994***

⁷ Alessandro Monsutti

⁸ Mousavi

⁹ « The Hazaras...used to provide the whole of Afghanistan with meat and cooking oil », Mousavi

At the end of the communist regime (1992), the fights for the access to power go on and the government finally opts for an ethnical and religious distribution of ministries, and 5 are given to the Hazaras. A lot of Hazaras came back to Afghanistan, but few get back to Hazarajat, having adopted abroad an urban way of life.

In that period, the Hazaras take over the land that the state had given to The Kuchi.

- ***The Taliban period***

The Taliban movement starts in 1994 in Kandahar region, and takes the control of Kabul in September 1996.

The following step is the conquest of North part of Afghanistan. The West (from Herat to Badghis) being under the influence of Ismael Khan and East (Panshir) under the control of Massoud, the only possible way to the North is through Behsud and Bamyan, and Hazarajat becomes a target.

In 1997-1998, a bloody blockade of Hazarajat starts and leads to the end of 3 years of local resistance. In September 98, Bamyan falls just after Mazar e Sharif. Behsud is taken a few months later and several massacres of Hazaras are perpetrated, a part of the Hazara population take refuge in Iran or Pakistan.

In February 2001, Mollah Omar, the Taliban leader, decrees that all pre-Islamic monuments of Afghanistan must be destroyed, and the famous Buddhas of Bamyan are the main victims of such decision.

In Hazarajat, the rules of Taliban are applied, and the political and religious pressure lead half of the population to escape from the zone.

End of 2001, with the end of the Taliban regime, high number of families went back progressively, but it mainly concerns the poorest families.

- ***The current conflicts with Kuchi***

As explained previously, Kuchi tribes have right over pasture land in Hazarajat region. In Behsud 1 and 2, some rights on irrigated land are concerned too.

However, during the 25 last years, the nomads became a minority among the Kuchi group; some tribes don't own livestock at all. The decline of pastoralism has started before the 70's and increase due to the upheavals of the last 30 years.

In the Behsud 1 and 2 districts, the total area concerned by the Kuchi's pasture rights is too large for the current herds size and human resources availability.

During the 25 last years, Hazarajat farmers took advantage of the nomads' absence and turned a part of their pasture land to rainfed land for crops cultivation. Moreover due to the impossibility of Kuchi owners to collect their land rent some sharecroppers didn't send it.

The defeat of Taliban followed by a period of drought decreasing the pasture quantity and quality, this prevented the Kuchi from getting back up massively. However, in 2007, the heavy snowfall had very positive impact on pasture land, and Kuchi got back with armed people to recover their rights. There were heavy troubles in South part of Behsud 2 (Kajab valley) and central part of Behsud 1 (Hessa-e-Ewal valley). 11 Hazaras and 5 to 6 Kuchis were killed, dozens of houses were burnt.

The government started mediation between Hazara and Kuchi representatives of the concerned zones, the fights stopped but the problem is not solved up to now. Other mediation is supposed to take place during the winter 2007-2008 in order to avoid another bloody campaign next summer.

4.1. BRIEF PRESENTATION OF BEHSUD 1 AND 2 DISTRICTS

4.1.1. GEOGRAPHICAL AND POPULATION DATA

Behsud I (Hess-ye awal Behsud) is located in the North of Wardak province, and covers an area of 1 327 km². The district is limited by Jalrez district in East direction, Dai Mirdad in South, Behsud 2 in West, Parwan and Bamyan provinces in North. Behsud 1 is the highest district of Wardak; the average altitude is between 2 500 and 3 000 meters. Currently, 436 villages have been listed by Madera, for an estimated population of 55 460 inhabitants.

Behsud II (Markaz-e-Behsud), 2198km², constitutes the West part of the Wardak province. Its North and West border is common to Bamyan province, at South, Ghazni province, at East Behsud 1, and South East Dai Mirdad district (Wardak) Behsud 2 is more populated; it counts 937 villages for an estimated population of 205 650 inhabitants.

These two districts are mountainous areas, with quite limited water resources. As a consequence, the villages are always located close to a river or a spring that can permit human life and irrigation for agriculture. The villages are small, usually less than 20 houses, and spread in the large or narrow valleys of Behsud 1 and 2.

The North part of both districts is limited by the Koh-e-Baba mountains, the occidental extension of Indou Kush. The altitude vary between 5102 meters (summit of Koh-e-Baba) and 2 500 m at the extreme south of Kejab Valley.

4.1.2. CLIMATE

The climate of Behsud 1 and 2 districts can be classified as **semi-arid, continental mountainous climate** with very low level of precipitations, mainly snow during the winter. The low level of precipitation makes the farmers dependant on irrigation during the vegetative period.

The average yearly temperature is low, 4 °C, with high intra-monthly and inter-monthly variations.

A violent wind blows from West to East "*Bâd-e-Syâ*" all year long.

In that conditions, the winter last from end of November to April, for an average duration of 5 months.

During this period, only the main road in East-West direction is opened with a lot of difficulties due to the high snow coverage. The secondary road network is closed. In that period, all zones located in north or south direction of the main valley (with the road) remains very isolated without any motorized transportation facilities.

4.1.3. LAND COVER

Land cover distribution of Behsud 1 and 2 districts is the following (from Madera's Geographical Information System):

Table 2: Type of land cover in Behsud 1 and 2 districts

Type of land cover	% of total
Range land (grass land, forbs, low shrubs) ¹⁰	81%
Rock outcrop ¹¹	8%
Irrigated land	6%
Permanent snow	3%
Rainfed land	2%

Pasture land is the main land cover that can be found in Behsud, while irrigated land only represent 6% of Behsud area.

Rainfed land remains rare mainly due to the lack of rainfall in the last years. Those figures emphasize the fact that Behsud zone offers very good conditions for livestock farming and low conditions for agriculture.¹²

4.1.4. ROADS¹³

The road network in Behsud 1 and 2 is in very poor condition with tremendous impact on exchanges; there is no asphalted road in the whole zone. However these districts are in the crossroad of two important roads: Herat - Kabul (East-West) and Mazâr-e-Charif – Ghazni (North-South).

A main road links Sia Sang (Behsud 1) to Kabul by the Onai pass (3 150 m) (in East direction). This road should be asphalted before 2009 by the government. It will enable to reach Kabul from Sia Sang in 3 hours (currently 6 h) and it should have a high impact on local trade (and agriculture production for Kabul markets). From Sia Sang, the current extension of this road leads to Panjab, crossing Behsud 1 and 2 in an East-West direction following the main valley (Hessa-e-Ewal valley, then Helmand valley).

From Sia Sang (Behsud 1), a second main road goes to Bamyan and Mazâr-e-Charif through the Hajikak pass (3 550 m) in North direction.

In South direction, it is possible to reach Ghazni from Abdara Bazaar (Behsud 2) but this road is impracticable during the winter.

Excepted these « main » roads, a secondary road network has been built by the population (sometimes supported by Madera) in order to ensure the supply to the villages far from the main valley. However, a large number of villages still remain inaccessible by car or truck during the winter, and the supply relies on donkeys, limiting dramatically the exchanges.

¹⁰ An expanse of land suitable for livestock to wander and graze on.

¹¹ the part of a rock formation that appears above the surface of the surrounding land

¹² See mapping in Annex

¹³ See mapping in Annex

4.1.5. BAZAARS

The bazaars of Behsud 1 and 2 can be separated into main and secondary bazaars, not depending on available goods but prices (the main bazaars are located on the West-East direction along the road, and offer prices cheaper than secondary bazaars) . The entire bazaars are opened during the winter season. Food, clothes and basic construction materials can be found in local bazaars, and other “rare” items as cement can be ordered in Kabul.

In Behsud 1, Abdara (Sia Sang zone) is the main bazaar, followed in order of importance by Sia Sang (Sia Sang zone) and secondary bazaar in Tezak (Kejab Valley zone in South) and Qol-e-Khish (Qol-e-Khish zone in North).

In Behsud 2, the main bazaar are located along the main road in Abishiroom (Abishiroom zone), Pol-e-Afghanan (Helmand zone) Dahane Reshka (Soorkhabad zone). Secondary bazaars are located in North in Mullah-e-Khub (Ab-e-Shiroom zone), in Markaz (Markaz zone) and Hasht Darakht (Surkhabad zone).

The most important and influent bazaar is located in Sya khok, at the limit of Hazarajat, on the road to Kabul. Currently, quality materials for PSH¹⁴ construction are not available in local bazaars. The wood beams and plastic film are bought in Kabul and brought to Behsud.

4.1.6. MIGRATION AND RETURNEES

During the Taliban period, a large part of the Hazarajat population had to look for protection abroad, mainly in Pakistan (Quetta, Peshawar) and Iran. As for key informants, the majority of refugees were native of villages close to the main East-West road, the most insecure area in that time.

The UNHCR registered 6,293 returnees in Behsud I and II from 2002 to November 2007.

66 % of registered returnees got back after the fall of the Taliban in 2002, then in 2003 and 2004.

Table 3: Number of official returnees (UNHCR)

Year	# of returnees	% of total 02-07
2002	4 123	66%
2003	744	12%
2004	953	15%
2005	176	3%
2006	38	1%
2007	249	4%
2002-2007	6 283	100%

Even if the real figures of returnees must be higher (not all were registered by the UNHCR), not all of refugees got back to Hazarajat at the fall of Taliban regime.¹⁵

¹⁴ *Passive Solar System*

¹⁵ *See migration patterns in section 7.2.*

Indeed, the refugees were usually settled in towns and involved in the carpet weaving activity, then in 2002 they got back to Kabul to go on with this activity, more profitable than livestock or crops production in Behsud (in the same time, a drought was threatening those rural activities).

4.2. SOCIAL AND POLITICAL ORGANIZATION

4.2.1. VILLAGES

For specialists, the village corresponds to the privileged level of social organization in Hazara society. The land and the familiar origins constitute strong sense of belonging to a village. The land ownership is a strong identification element, and people who don't own land in the village are commonly not included into village population, even if they have been living in the village for years. In that case they are not obliged to participate to village organization. Moreover, families whose main residence is in Kabul are still considered as village inhabitants because they own land and participate in religious events. Then, the fact to belong to a village depends mainly on the ancestors, and the link to the land and the ancestors' graveyard remain very strong. The participation to the common organization (turns for Mosque or Membar for example) is an aspect that can lead to his integration to the village.

Consequently, we could define a village as a group of habitat units organized around common Mosque and Membar. It is at the village level that religious solidarity systems or traditional work organization is found.

Picture 1: a village of Behsud 2



COMMON PLACES IN THE VILLAGE

THE COLLECTIVE PLACES (JAY-E-UMUMI) AT THE VILLAGE LEVEL ARE:

- Mosque, Membar and belonging lands
- Irrigation systems from canals

- Roads
- Pasture land
- Schools

Picture 2: An electrified Mosque in concrete and stones



Some functions correspond to common infrastructures and contribute to the village organization:

- The *Masiti* and the *Mullah*

The *Masiti* is a person who is responsible for the Mosque maintenance, while the *Mullah* is responsible for the prayers leading and the religious ceremonies. During winter they have a role of teacher for the children of the village. There are few villages with permanent *Mullah*, and their influence at the village level has decreased since the Jihad.

- The *Miraw* : he is responsible for the respect of irrigation turns and for small system maintenance works
- The *Chupan* : Shepherd who is responsible for the livestock at the village level during the summer
- The *Rish Safed*: the “white beards”, usually the elders, who have influence in village decisions taking. They organize the collects, and can give advice in case of local conflicts.

4.2.2. MANTEQA

Roussel and Caley¹⁶, define the Manteqa as « a geographical zone grouping several villages and identified by its inhabitants, but also by the nearby zones inhabitants under a regional single name”.

A lot of human groups are scattered, consequently, a lot of Manteqa are constituted by populations with different affiliations (several clans).

During the war, the Manteqa were the main identity reference, the space of primary solidarity from which the resistance was organized.

¹⁶ : Le puzzle souterrain de l’Afghanistan, Peshawar, 1994

At the Manteqa level, several common places can be found:

- The *Bazaar*
- Pasture land, zone of wood fire or bush supply, always undivided.
- Administrative and representative system: *noumaïnda* (usually implemented at the clan or Manteqa level).
- *Membar* (Shii't cult place) and *madrassa* (religious school):

Usually, the villages regroup members of extended family. Usually it corresponds to the members of the same "ur" or lineage. The descendants of the ancestors (who owned the lands of the qala¹⁷ and that gave the name to the lineage) don't leave the village but divided the land and built new houses.

4.2.3. COMMUNITY DEVELOPMENT COUNCIL (CDC)

The National Solidarity Program (NSP), launched in 2003 by the Ministry of Rural Rehabilitation and Development (MRRD), Government of Afghanistan, and granted by the World Bank , still remains the most significant development programme at the community level in the country and provides the foundation for inclusive local governance, consultation and the legitimacy of local leadership.

NSP is designed to link communities at the grassroots level with government representatives at the district, provincial and national levels. Through the creation and election of Community Development Councils (CDCs), communities directly manage resources to identify, plan, manage, and monitor their own development projects, including how the NSP block grants, allocated to each community according to its size, will be used. Communities are also required to contribute a minimum of 10% of the project costs.

NSP's four core programme elements

- Facilitating elections to establish Community Development Councils (CDCs);
- Building the capacities of CDC and community members (both men and women) to identify priority subprojects, prepare Community Development Plans, and implement approved subprojects. This includes developing skills in participation, consensus-building, accounting, procurement and contract management, operations and maintenance, and monitoring.
- Providing direct block grant transfers to fund subprojects;
- Linking CDCs to government agencies, NGOs, and donors to improve access to services and resources.

Currently the Swedish Comity for Afghanistan (NGO) is implementing NSP project in all Behsud 2 and Kajib valley (Behsud 1) communities. The remaining communities of Behsud 1 should benefit from the project soon.

No precise data could be found, but t seems that all communities have been targeted except in the most remote area.

¹⁷ farm
67

The main projects selected by the communities and granted by NSP are electrification projects (MHP or solar panel systems) and infrastructure project (school construction and road rehabilitation).

4.2.4. STATE REPRESENTATION

- *Noumaïnda* : representative at the clan level, implemented after the revolution (at the Manteqa level, (Behsud I : 19 *noumaïnda* and Behsud II : 32)
- *Uluswali* : district
- The Uluswali offers different services: agriculture department, a court of justice, a prosecutor, a security and an administrative department.
- *Uluswal* : district responsible

The uluswal ratifies the choice of the Noumaïnda. The uluswal and the Noumaïnda, form the *shura-e uluswali* that meet once a month. In that occasion, the uluswal informs the Manteqa representatives about the decisions taken by the government, while the Noumaïnda inform about the needs and problems occurring in their zone. It is the occasion to present the main conflicts to the district level, and the different conflicts stakeholders can choose the way of resolution, through the Mullah or the district judge.

In Behsud 1, the Uluswali (**M. Baqir Noori**) is based close to the bazaar of Dahane Sia Sang, while in Behsud 2 the district responsible (**M. Fahimi**) is based in Markaz .

5. Families and farming systems data

5.1. HOUSEHOLD AND FAMILY COMPOSITION

Table 4 : Household and family composition

	Behsud 1	Behsud 2	ALL
Average # of Household members	10	10	10
% of HH in total sharing system	97%	92%	93%
% of HH composed by a single nuclear family	63%	56%	58%
Median # of male working bodies	2	2	2

“**Family**” is to be understood here as a single nuclear family (parents and children) or a regrouping of several nuclear families living in a sharing system (incomes and expenses shared out between the different nuclear families under the control of a patriarch). Usually, the nuclear families organized in a sharing system live in the same house. It can regroup the father, his sons and their nuclear families. Globally, 93% of Behsud 1 and 2 households are organized in a total sharing system.

The interviewed families count 2 to 40 members, with an average of 10. These families regroup 1 to 5 nuclear families, mostly 1 or 2 (a single nuclear family, or two brothers’ nuclear families).

Usually in Afghanistan, the smaller the family, the more vulnerable it is. A family with several working bodies will be able both to cultivate his own land, and to send somebody find casual labor outside the farm (in the same village or out of the province) or to migrate for sending remittances.

In Behsud 1 and 2 district, the average number of male working bodies in the family is 2, giving low opportunity for the families to diversify their activities and incomes.

Household: One or more people occupying a housing unit as their usual place of residence. The occupants may be a single family, one person living alone, two or more nuclear families living together, or any other group of related or unrelated people who share living arrangements.

The Behsud 1 and 2 households are small if compared to other zones of Afghanistan, with an average of 10 members (in eastern Afghanistan, households can easily regroup more than 50 members)¹⁸.

5.2. LONG TERM MIGRATION PATTERNS

Table 5 : Long term migration patterns

	Behsud 1	Behsud 2	ALL
% of families that have been refugee	18%	27%	25%
% of Returnees back since 2002	67%	88%	84%
Main destination of exile	Kabul	Iran	Iran
Second destination of exile	Iran	Pakistan	Kabul

An average of 25% of interviewed families has been refugee. The figures fluctuate from 0% in Markaz (Behsud 2) to 50 % in Qum-e-Daqan and Up zone of Kajab valley (Behsud 2). The great majority of refugees left Behsud during the Taleban regime (1992-2001), and few during the Russian invasion (the zone was not considered as a priority by Russians in that period).

The majority of refugees stayed in Iran and Kabul.

The refugees got back to their native zone at the end of the Taliban regime in 2002, and since, a small but constant flow of returnees still arrives in the zone.

5.3. SEASONAL MIGRATION PATTERNS

Table 6 : Seasonal migration patterns

	Behsud 1	Behsud 2	ALL
% of families involved in seasonal migration	3%	8%	7%
Average duration (months)	5	5	5
Main destination	Kabul	Kabul	Kabul

In Afghanistan, seasonal migration remains one of the main mechanisms to cope with shocks. In the interviewed families it is not common (around 7% mainly in Behsud 2), and the main reason for this is that the

¹⁸ Household could be translated by Khanawar, formed by the grandparents, their sons and grandsons.

families are small with few male working bodies available. It is important to remind that in Afghanistan, it is impossible to let the family without man protection or supervision.

The few members of family doing seasonal migration go to Kabul and search for casual labor. This occurs mainly during the winter when no agriculture work is possible, for an average duration of 5 months (from November to March). The daily workers are mainly employed in construction.

5.4. FARMING SYSTEM DESCRIPTION

Farming System is a set of organized conditions for production of crops, livestock, agroforestry etc. Farming system includes the procedure of using the land, labor, inputs, and capital to manage farm, household, non-farm and off-farm production, and consumption to meet its objectives and priorities under a certain physical, biological and socio-economic conditions. A farming system is not only a collection of crops and animals that can apply its input and expect immediate results. It is rather a complicated interwoven mesh of soils, plants, animals, implements, workers, other inputs, and environment.

The families involved in agricultural production can receive income from a combination of sources: strictly agricultural activity, connected activities in the farm and off-farm incomes. In this perspective, income from the “core” agricultural production could be just one component of family Total Income. Agricultural activity is only one of the possible sources of employment for family members.

We will try to describe the different farming activities, and for each of them, we will calculate the Activity Net Income in order to understand better the weight of crops, livestock activity on it. The weight of off/non farm Income will be analyzed the same way in order to understand better the distribution of Income among sources in the farm.

In Behsud, all interviewed families are involved in farming activities, consequently we will usually speak about farmers.

A few definitions

Activity Gross Income: The market value of the output of an activity over some accounting period (for us a year), whether that output is sold or not.

Activity Expense (direct variable costs): all expenses directly lined to the activity, proportional to the extension of the activity.

Activity Gross Income-Activity Expense (direct variable costs)= Activity Gross Margin

In approximation, we will disregard the fixed costs. Those costs refer to structural costs; they are difficult to attribute to a specific activity. However, assets and machinery are rare and that approximation will give us an acceptable vision of economic situation of Behsud farmers.

Under that approximation, **Activity Gross Margin = Net Activity Income**

Net Farm Income = Crops Net Income + Horticulture/Silviculture Net Income + Livestock Net Income

For the farm family without non-farm income, Net Farm Income is the source of funds for family living expenses, including housing and furnishings, food, medical expenses, children's education, and other personal items. It also represents money to pay principal on borrowings for land, buildings, and equipment and is a source of funds for new business and personal savings.

Quite often, Net Farm Income is less than family living costs, which can cause the family to rely on non-farm sources for even the basic essentials of family living. One has to question the viability of any business that fully uses most of the family's labor, management and equity but doesn't support it without non-farm income.

Prolongation of this situation will tend to discourage farm families who then might quit farming to use their resources elsewhere.

If family living expenses exceed Net Farm Income, the cash to pay for living expenses above Net Farm Income may come from loans, savings, non-farm Income, or from the portion of net farm earnings allocated to capital item or inventory adjustment. When the latter happens, it is often said that the family is living off of depreciation.

5.4.1. LAND TENURE

Table 7 : land tenure data

	Behsud 1	Behsud 2	ALL
% of landless families	9%	10%	10%
% of families owning irrigated land	90%	89%	89%
Average irrigated area owned (Jerib) ¹⁹	3,7	3,1	3,2
% of families with less than 5 jerib (1 Ha)	87%	87%	87%

Use of irrigated land	Behsud 1	Behsud 2	ALL
% of irrigated land owned that is cultivated	80%	85%	83%
% of irrigated land owned that is rented out	5%	3%	3%
% of irrigated land owned remaining in laying fallow	15%	12%	13%
% of families renting or sharecropping irrigated land	38%	62%	57%

It is important to highlight that a severe drought period ravaged Hazarajat between 1998 to 2002 and in 2004. Herds and water table suffered great losses in this period, and the recovering is probably not achieved yet. If we consider land owned (irrigated + rainfed), landless families are around 10%. These families depend on rented land and usually belong to the most vulnerable families. 11% of interviewed families don't own irrigated land.

It is clear that interviewed families are very small subsistence orientated smallholders, 87% of families own less than 1 Ha of irrigated land.

The highest figure for irrigated land owned is found in Down part of Kajab valley zone in Behsud 1 (8,4 jerib), that is the wealthiest zone of Behsud 1 and 2 districts, the lowest figure is in Sia Sang valley (B1) and Helmand (B2) with 2 jerib.

Use of irrigated land owned: the irrigated land owned is mainly cultivated by the owner (83%), sometimes it remains in lying fallow (13%) but is rarely rented out (3%).

Globally, 57% of families rent in or sharecrop irrigated land. **Those lands mainly belong to families that left the zone to live in Kabul.**

¹⁹ 1 Jerib (J) = 2 000m²; 5 J = 1 ha

Table 8 : Rainfed land

	Behsud 1	Behsud 2	ALL
% of families owning rainfed land	47%	75%	68%
Average rainfed land area when owned (Jerib)	2	2	2
% of rainfed land owned cultivated in 2007	11%	39%	36%

68% of families own rainfed land, and the proportion is higher in Behsud 2 district.

Rainfed lands were little cultivated in Behsud in 2007. The main explanation given by key-informants for the low cultivation rate of rainfed land is the lack of oxen to plough the land. Moreover, the conflicts with Kuchi probably prevented farmers of Behsud 1 to cultivate more rainfed land (used as pasture land by the Kuchi).

The main part of available rainfed land is remaining in lying fallow.

The main crop cultivated in rainfed land is wheat.

5.4.2. CROPS

Crops cultivated among interviewed families

Table 9 : Crops cultivated by interviewed families

	Behsud 1	Behsud 2	ALL
% of farmers cultivating irrigated wheat	94%	92%	92%
% of farmers cultivating rainfed wheat	13%	32%	28%
% of farmers cultivating fodder	99%	91%	94%
% of farmers cultivating potato	87%	79%	81%
% of farmers cultivating barley	12%	10%	11%

In Behsud districts, agriculture is characterized by a low diversification and is mainly subsistence oriented.

Irrigated wheat is the main subsistence crop cultivated in Behsud 1 and 2. Wheat constitutes the base of the family diet (used for the preparation of bread) and harvested wheat is very rarely sold.

Table 10: Wheat stock 2007

	Behsud 1	Behsud 2	ALL
Wheat stock 2007 (Kg)	765	715	725
% of yearly wheat stock needed ²⁰	33%	31%	32%

²⁰ Calculated with 229 kg of wheat per capita per year.

It is clear the wheat harvested by Behsud 1 and 2 farmers is not sufficient to feed the family during the whole year, mainly due to the lack of irrigated land and the low yields. The necessary wheat to complete the stock is bought thanks to Income generated by cash crops (potatoes), animal production selling or Non-Farm Income. The highest wheat stock is found in Down part of Kajab Valley (B1, 1466 Kg), the lowest in Hessa-e-Ewal Behsud (B1, 628 Kg) and Qol-e-Khich (B1, 625 Kg).

Potato is the main (and almost unique) cash crop of Behsud 1 and 2, 81% of interviewed farmers cultivates it, and 10% sell a part of their production, mainly in Behsud 1 (31%).

Fodder preparation is very common in the zone due to the importance of livestock activity among farmers, (it concerns 94% of farmers). It is prepared mainly with alfalfa, bushes collected in the hills and straw.

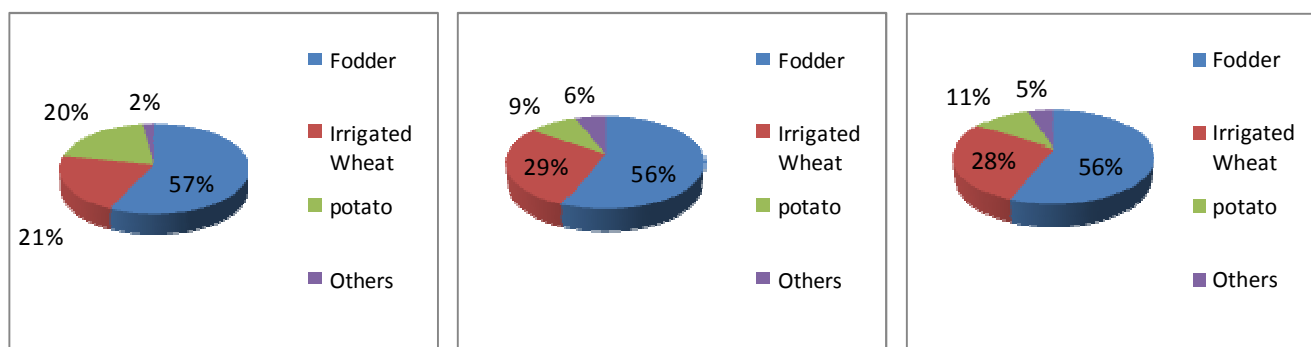
Poppy is not cultivated in Behsud, mainly for its lack of adaptation to the climate (too cold) and lack of interest of the population.

It is important to emphasize that other crops as vegetable, beans, rice, maize etc. are very rare, less than 1% of farmers cultivate it.

Crops Gross Income 2007

To calculate the Crops Gross Income, we multiplied the crop production by the local market price; even if the production is not commercialized but auto-consumed.

Graph 1 : % of Gross Income by crop in Behsud 1, Behsud 2 and Behsud 1+2



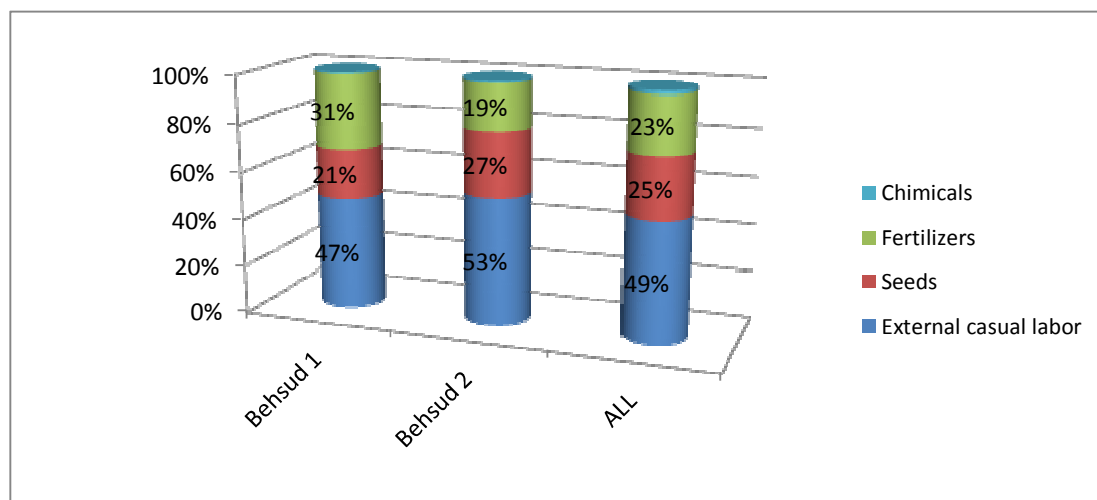
In terms of Gross Income, fodder represents 56% of the total amount, followed by Irrigated wheat and potato.

Concerning crops selling, 40% of farmers of B1 are concerned while they are less than 6% in B2 (13% for both districts).

The main reason for that is the highest commercialization opportunities in Behsud 1 due to the proximity of Kabul market. Farmers from the most remote zones (Qum-e-Deqan and Soorkhabad) are the less concerned by agriculture production selling (respectively 0 and 3%).

Crops Expense Distribution 2007

Graph 2 : Distribution of Crops Expenses 2007



The distribution of Expense between inputs is globally similar in both districts, casual labor (including ploughing costs) being the main expense before seeds and fertilizers.

Table 11 : Expenses for crops

	Behsud 1	Behsud 2	ALL
% of farmers used to buy their seeds	99%	89%	91%
% of farmers using fertilizers (dap/urea)	75%	56%	60%
% of farmers using Chemicals	24%	16%	17%

Agriculture is less intensive in Behsud 2 than in Behsud 1, if we compare the use of fertilizers. Pest and diseases control remains rare (only 17% of interviewed farmers use chemicals).

The most important limiting factors of the intensification of agriculture are first the local availability and second the price (key-informants perception).

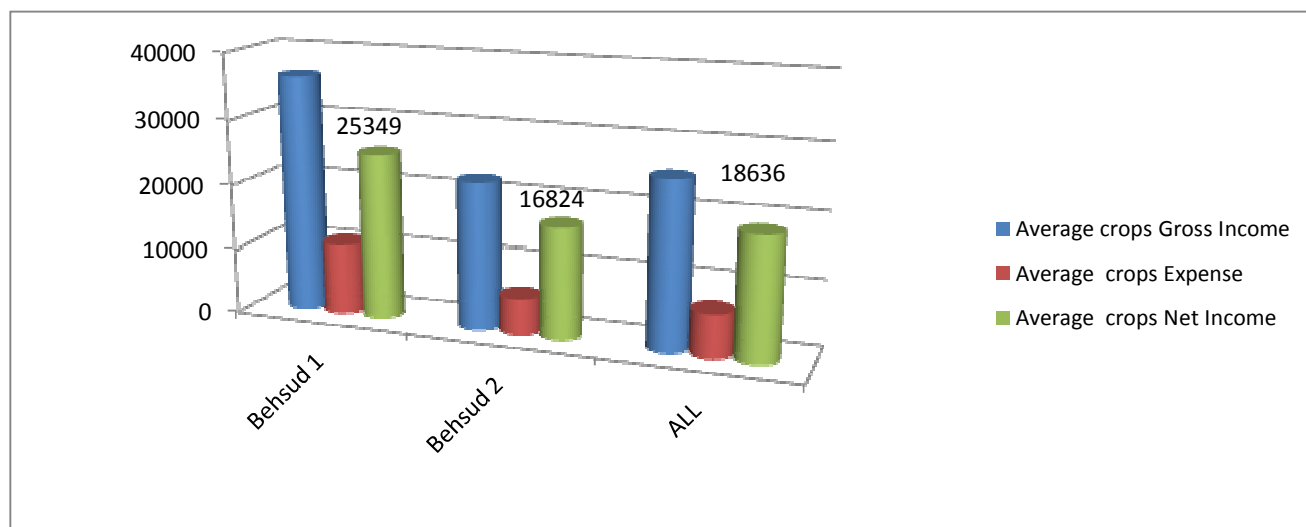
Crops Net Income 2007

Table 12 : Crops Gross Income, Expense and Net Income 2007

	Behsud 1	Behsud 2	ALL
Average Crops Gross Income 07 (AFA)	36 157	22 360	25 292
Average Crops Expense 07 (AFA)	10 807	5 536	6 656
Average Crops Net Income 07 (AFA)	25 350 (360€)²¹	16 820	18 640 (270€)

²¹ 1 € = 70 AFA

Graph 3 : Crops Gross Income, Expense and Net Income 2007



Globally, Crops Net Income is higher in Behsud 1 than in Behsud 2.

The average Crops Net Income 2007 is 18 640 AFA (260€), with high variation among zones (from 11 500 AFA (164€) in Qum-e-Deqam (B2) to 56 020 AFA (800€) in Down part of Kajab Valley).

5.4.3. LIVESTOCK

Table 13 : Livestock data

	Behsud 1	Behsud 2	ALL
% families owning sheep	85%	93%	92%
Average # of sheep	14	14	14
% families owning goats	59%	73%	70%
Average # of goats	3	3	3
% families owning sheep and/or goats	91%	98%	96%
% families owning cow	75%	65%	67%
Average Nb of cows	1,4	1,3	1,3
% families owning oxen	43%	44%	44%
% families owning donkey	94%	90%	91%
% families owning poultry	38%	52%	49%
% families selling animal production	66%	62%	63%
Average Livestock Gross Income	48 600	47 100	47 400
Average Livestock Expense	20 300	15 100	16 200
Average Livestock Net Income (AFA)	28 800 (410€)	32 000 (460€)	31 300 (450€)

Considering land cover of Behsud districts, it appears clearly that the region has good characteristics for Livestock farming.

Livestock is considered as an important activity among Behsud families, 96% of them own small ruminants (mainly sheep, average of 14) while 67% own cows (usually 1 or 2).

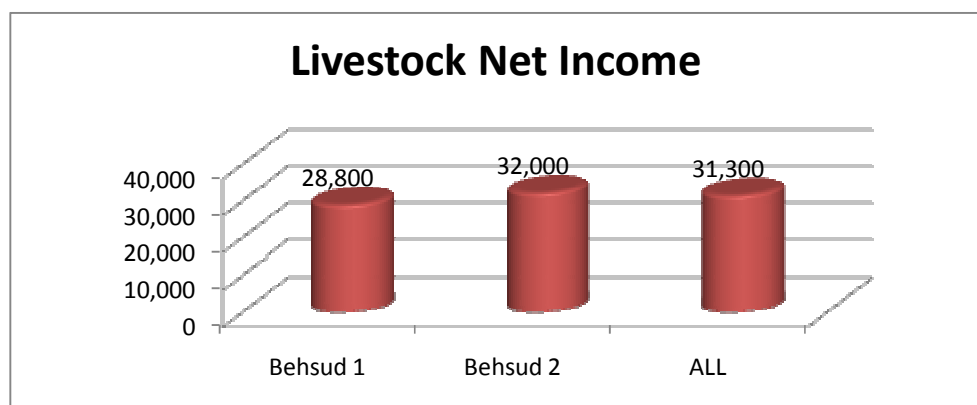
Moreover, 61% of the families commercialize products derived from milk or animals (from 87% in Down part of Kajab valley (B1) to 25% in Sia Sang (B1)).

Livestock Net Income 2007

Livestock Gross Income is calculated as sales of livestock, plus value of livestock used for domestic consumption, payments in kind and gifts, plus value of livestock at end of the accounting period plus value of livestock produce (e.g. milk, eggs, etc.) produced, minus the sum of purchases of livestock, value of livestock obtained as payments in kind and gifts, and value of livestock at the beginning of the accounting period. ²²

Livestock Expense is the sum of direct variable costs related to Livestock, as fodder, Veterinary expenses etc...

Graph 4: Average Livestock Net Income 2007



The Livestock Net Income is quite similar in both districts (B1: 28 800 AFA, B2: 32 000 AFA), but 2 zones have extreme figures: Sia Sang (B1: 13 600 AFA) where Livestock farming is lower and Up zone of Kajab Valley (B2: 42 300 AFA).

5.4.4. SILVICULTURE AND HORTICULTURE

Table 14: Horticulture and Silviculture data

	Behsud 1	Behsud 2	ALL
% families owning fruit trees	24%	17%	18%
% families selling fruits	7%	1%	2%
% families owning non fruit trees	66%	55%	58%
% families selling wood	3%	2%	2%

²² Gross income for livestock production was calculated adding milk production sold and animal production. For animals we counted 0,8 birth/sheep/year with a price of 3000 AFA, 0,7 by goat/year at 2 500 AFA and 0,6/cow/year at 9 000 AFA.

Few families own fruit trees (18%), the highest rates are found in Down part of Kajab valley zone (50%) and Qum-e-Dahqan (42%). Usually, orchards are hardly found in Behsud districts, and the main fruit production comes from Down part of Kajab valley zone. The majority of fruit trees owners has only a few units for the family consumption.

58% of families own common trees used for construction wood other uses, but commercialization remains rare.

5.4.5. COMPARISON OF AVERAGE AND MEDIAN FARM ACTIVITY NET INCOME

Table 15 :Farm activities Net Income

	Behsud 1	Behsud 2	ALL
Average Crops Net Income 2007	25 350	16 820	18 640
Average Livestock Net Income 2007	28 800	32 000	31 300
Average Farm Net Income 2007	54 720	49 750	50 810
Median Farm Net Income 2007	45 970	44 120	43 970

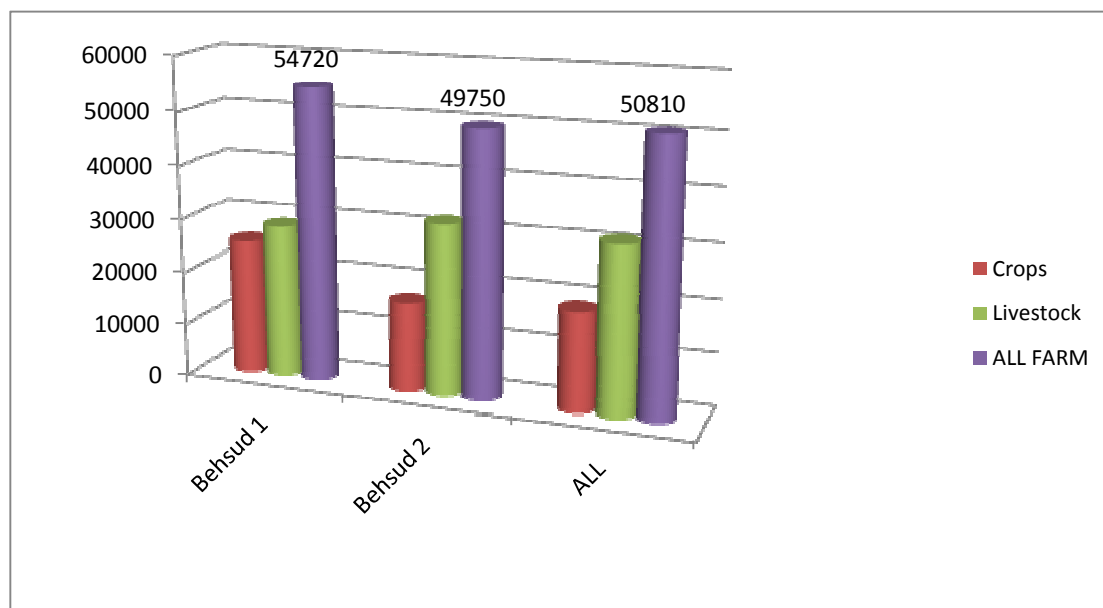
Farm Net Income = Crops Net Income + Horticulture/Silviculture Net Income + Livestock Net Income

Table 16: Average Net Farm Income by area

DISTRICT	Area	Total
Behsud 1	Down part of kajab valley	86 523
	Hessa-e Awall Behsud	52 346
	Qol-e Khish	53 043
	Sia sang valley	35 910
Behsud 1 Total		54 720 (780€)
Behsud 2	Ab-e Shiroom	54 308
	Helmand	41 797
	Koh-e Biroon	54 512
	Markaz	52 962
	Qum-e-Dahqan	38 968
	Soorkh Abad	47 755
	Up zone of kajab valley	61 782
Behsud 2 Total		49 755 (710€)
Grand Total		50 810 (725€)

Average Farm activities Net Income in Behsud 1 and 2 reach 50 810 AFA, the figures between the different zones are quite similar excepted in Qum-e-Dahqan (minimum of 38 968 AFA) and Down part of Kajab Valley (maximum of 82 523 AFA).

Graph 5 : Median farm activities Net Income 2007



It appears clearly that the Farm Net Income depends mainly on Livestock Net Income for the farmers.

5.5. OFF/NON FARM INCOME

Non-farm Income includes earned and unearned income received by rural people from the urban economy (via temporary migration, remittances, welfare, pensions, interest) and the rural non-farm economy (RNFE, which includes activities based in rural towns).

Crop and animal husbandry are 'farm' activities (including silviculture, horticulture, aquaculture, apiculture and sericulture, and wage labour in any of these) while forestry, fisheries or hunting and gathering on common-property resources are sometimes called 'off-farm'. In the visited districts, no off-farm Income was related, and as a consequence, we will focus on Non-farm Income.

Apart from farm improvement options, Non-farm income already contributes to a major part of the families Income and must be considered as a great source of poverty reduction.

5.6.1. REMITTANCES

Remittance: Funds forwarded from one person to the family patriarch from abroad.

Table 17 : Remittances data

	Behsud 1	Behsud 2	ALL
% families receiving remittances	9%	10%	10%
Average yearly amount for those who receive (AFA)	46 330	31 360	34 170

Only 10% of interviewed farmers admit to receive remittances, in both districts.

For those families, the average amount is about 34 170 AFA, and in this case, remittances participate highly in the family economy (about 60% of average Net Farm Income).

5.6.2. LOCAL FARM JOB

Table 18 : local farm job data

	Behsud 1	Behsud 2	ALL
% families involved in local farm job	4%	5%	5%
Average amount (AFA) for those who have	19 330	21 190	20 860

Local farm job is not common, mainly because of lack of labor opportunities; there are very few big landowners in the zone. It concerns 5% of interviewed families for an average amount of 20 860 AFA.

5.6.3. BUSINESS AND LOCAL EMPLOYMENT

Table 19 : Business and employment data

	Behsud 1	Behsud 2	ALL
% families involved in business or employment	3%	6%	6%
Average amount (AFA) for those who have	20 000	33 550	29 670

Personal business and employment are not developed among Behsud farmers (6%). The main businesses are taxi driver and the main type of local employment is teacher.

Table 20 : Handicraft data

	Behsud 1	Behsud 2	ALL
% families involved in Handicraft	32%	13%	17%
Average amount (AFA) for those who have	27 730	21 530	24 050

Handicraft is the main local non-farm Activity. Practiced in all families, 17% of them sell a part of their production, mainly carpets for private Pakistani companies, few cases of wool spinning with Madera). It appears clearly that Behsud 1 families are more involved in the commercialization of handicraft, mainly thanks to the proximity of Kabul.

Concerning the commercialization of handicraft, the most involved areas are by order of importance: Down part of Kajab Valley (62%), Sia Sang (50%), Hessa-e-Hawall Behsud (42%) in Behsud 1, and Helmand (31%) in Behsud 2.

5.6.4. TOTAL NON-FARM INCOME

Table 21 : Non Farm Income data

	Behsud 1	Behsud 2	ALL
% families with Non Farm Income	41%	31%	34%
Average amount (AFA)	14 500	9 000	10 150
Average amount for those who have (AFA)	35 210	28 650	30 370

Table 22: Average amount of Non farm Income by area and district

DISTRICT	Area	Total
Behsud 1	Down part of kajab valley	44 250
	Hessa-e Awall Behsud	14 458
	Qol-e Khish	6 536
	Sia sang valley	12 750
Behsud 1 Total		14 500
Behsud 2	Ab-e Shiroom	11 139
	Helmand	15 938
	Koh-e Biroon	5 694
	Markaz	4 768
	Qum-e-Dahqan	11 796
	Soorkh Abad	7 165
Up zone of kajab valley		9 300
Behsud 2 Total		8 981
Grand Total		10 153

34% of interviewed families have Non-farm Income, with important differences between zones (smallest amount in Qol-e-Khish, Koh-e-Biroon and Markaz areas).

The Average amount of Non farm Income is higher in Behsud 1 (14 500 AFA) than in Behsud 2 (8 981 AFA), mainly due to the proximity of Kabul allowing better commercialization opportunities for handicraft.

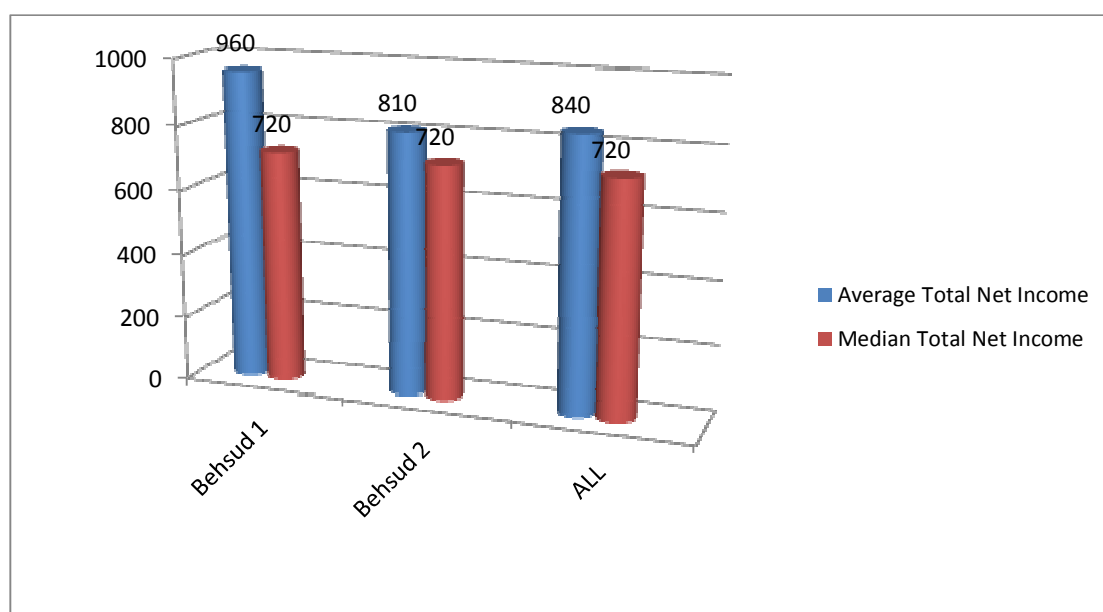
5.7. TOTAL NET INCOME

We will define the Total Net Income as the sum of Farm Net Income plus the Non-farm Income.

Table 23 : Total Net Income (TNI)

	Behsud 1	Behsud 2	ALL
Average Total Net Income (AFA)	69 220	58 740	60 960
Median Total Net Income (AFA)	52 280	52 180	52 180
Average Total Net Income (€)	960	810	840
Median Total Net Income (€)	720	720	720

Graph 6: Average and median Total Net Income (€)



The median Total Net Income is very similar in both districts (around 720€).

However, if we compare the Total Net Income by area, some strong inequalities appears between the wealthiest area of Down part of Kajab Valley (130 773 AFA) and Sia Sang Valley (48 660 AFA) or Qum-e-Dahqan (50 764 AFA).

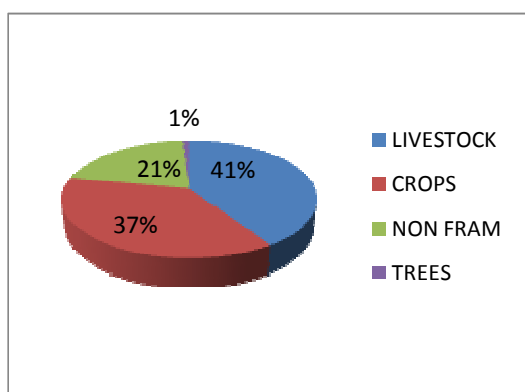
Table 24: Average amount of Total Net Income by area and district

DISTRICT	Area	Total
Behsud 1	Down part of kajab valley	130 773

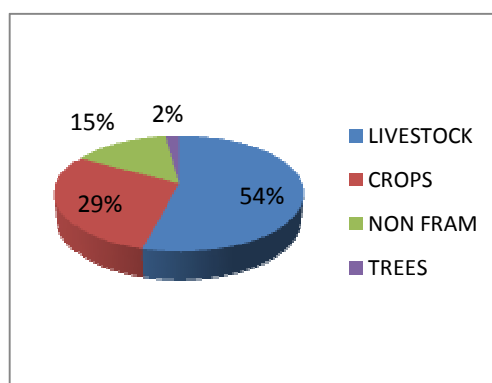
	Hessa-e Awall Behsud	66 804
	Qol-e Khish	59 579
	Sia sang valley	48 660
Behsud 1	Total	69 220
Behsud 2	Ab-e Shiroom	65 447
	Helmand	57 734
	Koh-e Biroon	60 206
	Markaz	57 730
	Qum-e-Dahqan	50 764
	Soorkh Abad	54 920
	Up zone of kajab valley	71 082
Behsud 2	Total	58 735
Grand Total		60 963

Distribution of TNI by source

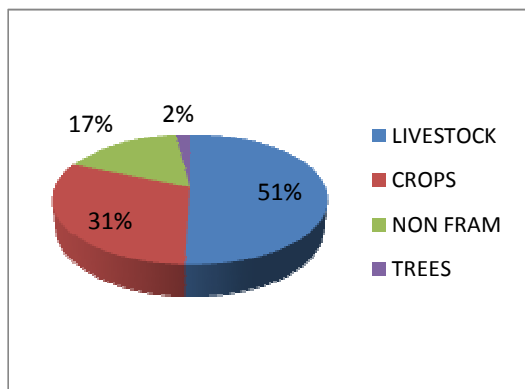
Graph 7 : Distribution of TNI by source in Behsud 1



Graph 8 : Distribution of TNI by source in Behsud 2



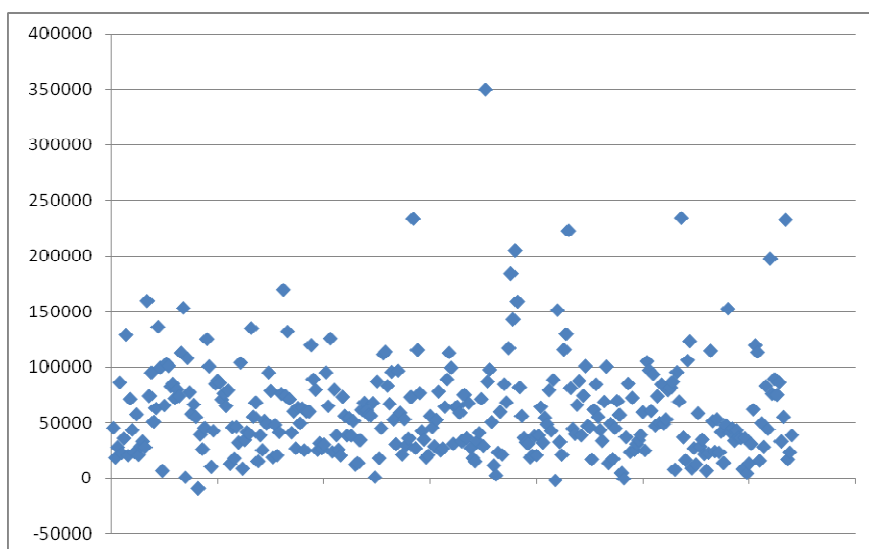
Graph 9 : Distribution of TNI by source in Behsud 1+2



The distribution of TNI by source shows the strong domination of Livestock activity in Behsud 2 farmers' economy. In Behsud 1, there is less difference between Livestock farming and agriculture related Income.

Non-Farm Income is the third sector in terms of Income in both districts.

Graph 1: Distribution of Farmers' Total Net Income in Behsud 1 and 2



The distribution of TNI among Behsud farmers shows that there are few inequalities among farmers.

It appears clearly that families with Total Net Income higher than 100 000 AFA (1 380€) are rare (13%).

5.8. INDEBTEDNESS

Table 25 : Indebtedness

	Behsud 1	Behsud 2	ALL
% farmers with debts in cash	74%	81%	80%
Average amount of debts (AFA)	49 800	99 800	89 200
Main reason for debts	Food	Food	Food
2 nd reason for debts	Clothes	Clothes	Clothes
3 rd reason for debts	Farm	Wedding	Wedding

An average of 80% of interviewed farmers has debts. Moreover, the average amount is quite high in comparison to the Total Farm Net Income of farmers (see below).

Farmers of Behsud 2 are 2 times more indebted than in Behsud 1.

The main reason for debts is, far away, purchase of food. The second reason is purchase of clothes for the family and the third one is Wedding (a wedding party can cost easily more than 4 000 €).

There is no bank or MFI in the zone, and then the main source of credit is the extended family, then the local shopkeepers (with hidden interests in that case).

6. Vulnerability

What is meant by food insecurity and vulnerability? Extracted from FAO

“Food security exists when all people, at all times, have physical, social and economic access to sufficient, safe and nutritious food which meets their dietary needs and food preferences for an active and healthy life. Household food security is the application of this concept to the family level, with individuals within households as the focus of concern.

Food insecurity exists when people are undernourished due to the physical unavailability of food, their lack of social or economic access, and/or inadequate food utilization. Food insecure people are those individuals whose food intake falls below their minimum calorie (energy) requirements, as well as those who exhibit physical symptoms caused by energy and nutrient deficiencies resulting from an inadequate or unbalanced diet, or from inability of the body to use food effectively because of infection or disease. An alternative view would define the concept of food insecurity as referring only to the consequence of inadequate consumption of nutritious food, considering the physiological utilization of food by the body as being within the domain of nutrition and health.

Vulnerability refers to the full range of factors that place people at risk of becoming food insecure. The degree of vulnerability for an individual, household or group of persons is determined by their exposure to the risk factors and their ability to cope with or withstand stressful situations. ²³

Note: we are obliged to consider each area of Behsud 1 and 2 as a whole, discarding the local vulnerability distribution. It appears clearly that the vulnerability of a community depends essentially on its geographical insulation, thanks to the collected data and interviews with local key-informants. It means that even in a Low vulnerability area, some pockets of vulnerable communities exist (it will concern the highest and most remote zones of each area).

6.1. SURVIVAL POINT

In 2004, a survey leaded by Madera fixed the minimum amount for basic needs at 430 € for a family of 10 members (for food, clothes, Medical expenses etc..) per year.

It means that families that can't reach a Total Net Income of 430€ (31 250 AFA) are obliged to find coping mechanism (debts, selling of means of production, migration etc...) to meet their basic needs.

6.2. VERY VULNERABLE FAMILIES

We defined as very vulnerable all the families witch Total Net Income is lower than 430 €.

Thanks to heavy snowfalls in 2006-2007, the 2007 harvests are locally considered much better than the average ones of the last decade. It means that even without climate hazard, this part of the population is highly at risk, and they are used to use erosive coping mechanisms (selling of reproductive livestock, irrigated land, increase of debts etc.).

²³ www.fao.org/docrep/meeting/W8500e.htm

Table 26: % of very vulnerable families by area

DISTRICT	Area	Total
Behsud 1	Down part of kajab valley	0%
	Hessa-e Awall Behsud	17%
	Qol-e Khish	25%
	Sia sang valley	25%
Behsud 1 Total		19%
Behsud 2	Ab-e Shiroom	36%
	Helmand	25%
	Koh-e Biroon	19%
	Markaz	21%
	Qum-e-Dahqan	21%
	Soorkh Abad	18%
	Up zone of kajab valley	10%
Behsud 2 Total		22%
Grand Total		21%

The areas with the highest proportion of very vulnerable families are

- **Ab-e-Shroom (36%, B2)**
- **Helmand (25%, B2)**
- **Qol-e-Khish (25%, B1)**
- **Sia Sang Valley (25%, B1)**

The other areas have proportion of very vulnerable families varying between 0% in Down Part of Kajab valley, to 21% in Qum-e-Dahqam, for an overall average of 21% in both districts.

It is important to highlight that inside each zone, remote areas are more vulnerable than the areas close to the main roads network.

High vulnerability description

We compared few criteria between the very vulnerable group and the others. The number of family members or the irrigated land area owned didn't give significant results to separate both groups.

However, the most vulnerable group is characterized by a **small herd owned** (less than 8 small ruminants and 1 cow), **they have No or low Non-farm Income, and high indebtedness** (94 000 AFA against 66 000 AFA)

Then, those results seem logical, given the predominance of Livestock farming among Farm Net Income in Behsud districts. The most vulnerable families usually own a small herd.

Non Farm Income and farm production commercialization appear clearly to be linked to the proximity of Kabul or of the main road, facilitating handicraft or potatoes commercialization for example.

Consequently, the most remote areas of Behsud districts are more vulnerable due to their geographical insulation.

6.3. VULNERABLE FAMILIES

We arbitrarily defined as vulnerable all the families with Total Net Income is lower than 1.5* survival point, it means lower than 645 €.

The effect of a year of drought can easily have this impact on Total Net Income, mainly by a great decrease of Farm Income, with low crops Income, a higher mortality among herds, low fodder stocks etc...

We obtained the following results:

Table 27: % of vulnerable families by area

DISTRICT	Area	Total
Behsud 1	Down part of kajab valley	0%
	Hessa-e Awall Behsud	25%
	Qol-e Khish	39%
	Sia sang valley	50%
Behsud 1 Total		31%
Behsud 2	Ab-e Shiroom	53%
	Helmand	50%
	Koh-e Biroon	36%
	Markaz	36%
	Qum-e-Dahqan	46%
	Soorkh Abad	46%
	Up zone of kajab valley	35%
Behsud 2 Total		44%
Grand Total		41%

Under our hypothesis, 41% of Behsud districts can be defined as vulnerable; the figures are higher in Behsud 2 (44%) than in Behsud 1 (31%). Depending on the proportion of vulnerable families in each area, we defined a 3 class classification of vulnerability.

Class 1 : No/Low vulnerability area: from 0 to 25% of vulnerable families

- Down part of Kajab valley (B1)
- Hessa-e Awal Behsud (B1)

Class 2: Medium Vulnerability area: from 26% to 39% of vulnerable families

- Qol-e Khish (B1)
- Markaz (B2)
- Up zone of kajab valley (B2)

Class 3: High Vulnerability area: + 39 % of vulnerable families

- Sia sang valley
- Ab-e Shiroom
- Helmand
- Qum-e-Dahqan
- Soorkh Abad
- Koh-e Biroon (B2)

Local key staff of Madera share this classification excepted for Koh-e-Biroon area that was perceived as a High Vulnerability area, mainly for its geographical insulation (this survey considered it as a Medium Vulnerability area).

It is important to highlight that the number of interviewed farmers by area is not sufficient enough to give highly representative figures at the area scale. In that conditions we decided to follow the field team perception, and consequently to classify Koh-e-Biroon as a High Vulnerability area in the mapping.²⁴

6.4. CRITERIA FOR HIGH VULNERABILITY FAMILIES

²⁴ See mapping in Annex

Table 27: criteria for high vulnerability

	Very vulnerable group	Others
Av.# of family members	10	10
Av. # of male working bodies	1.7	1.8
Av. Irrigated land area owned (jerib)	3.2	3.2
Av. # of small ruminants	7.7	19.8
Av. # of cows	0.7	1.5
Av. # of oxen	0.4	0.6
Av. Non Farm Income (AFA)	1 478 (8% has)	12 494 (39% has)
Av Debts (AFA)	94 300	66 200

In order to find out criteria for high vulnerability, we separated the sample in 2 groups, the very vulnerable one (less than 430€ of Total Net Income) and the others.

Family composition doesn't have influence, thus both groups have similar data for number of family members and male working bodies.

Area of irrigated land owned is not a significant criterion (both groups own 3.2 Jerib).

However, herds size is clearly very important, the most vulnerable group owns less small ruminants or cattle than the other.

Concerning Non Farm Income, the very vulnerable group has less access to this kind of opportunity, both in terms of proportion and of total amount.

Indebtedness is higher in the very vulnerable group than in the other.

7. Houses of Behsud

Up to the end of the 19th century, the house had a defensive character, mainly due to the frequent attacks against Hazara population. The *Qala* (castle or fortified house) frequent in that time were destroyed by Abdul Rahman troops in order to stop Hazara resistance.

« Such a [traditional] family usually inhabits a common household, which consists of several buildings surrounded by a wall. The buildings are most often adjacent to the inner wall fence. In the past, the majority of those family farms had a defensive character. These were farms of the Qala type. The outside walls of the farms were especially strong and high, in whose corners there were turrets. »²⁵

²⁵ Gawecki

Picture 3: ruins of traditional *Qala*



Currently, the traditional farms are still called “Qala”, even if they have lost that defensive character.

Picture 4: group of farms, Behsud 1



Picture 5: Farm in Behsud 2



Picture 6: Farm in Behsud 2



7.1. BUILDING OF A NEW HOUSE

- **Mean reasons**

In Hazarajat, the main reasons to build a new house are:

- Lack of space and rooms in daily life (new children or wedding of a son, in that case the bride join her husband family)
- Separation from the patriarch family of one or several sons who build their own house
- Recurrent conflicts between brothers, sisters in-law or among wives leading nuclear families to separation

- **House location**

The main ideal characteristic of the house location:

- Availability of “raw materials” (mud, stones, sand) and water
- Access to the sunlight (south side of the hills)
- Out of high wind blowing
- No risk of flood or avalanche (nevertheless villages are mainly located in narrow valley with risk of flash floods or avalanches)

- **Land tenure**

As much as possible, own land is used to build the house (avoid further expenses)

In the case of “foreign” families wishing to settle in a village, they can be given or sold a field belonging to the community.

- **Access to credit**

No banking system exists in Behsud 1 and 2, then the farmers rely on traditional finance facilities as:

- Selling of a part of their livestock (decapitalization) or fodder (one of the main crop in Hazarajat, in that case livestock food stock can be a problem during the winter)
- Debts with extended family or with local rich men (at least 50% interest per year)
- Seasonal migration (rare and mainly in Kabul)

Example of expenses for the building of a 4 rooms house (without local materials availability):

Table 28: example of expenses for house building

Kind of expense	Amount (AFA)
Purchase of land	50 000
Beams	30 000
Transportation of stones and mud	70 000
1 skilled labor 1 month	15 000
3 non skilled labors 1 month	18 000
TOTAL	173 000 AFA (2 500 €)

Stones and clay are free resources but the transportation costs remain.

7.2. RAW CONSTRUCTION MATERIALS

The house of Behsud 1 and 2 are all built with clay. Concrete and stones houses are very rare (costs and low isolation properties), excepted for Mosque.

The main raw construction materials needed for house construction in Behsud 1 and 2 are stones, clay, wood beams, *Mairag*²⁶, *Pashtouk*²⁷. Concrete (and sand) can be used for the soil of *hammam*.

Doors and windows are made of wood and bought in Kabul due to low local availability.

7.3. TECHNIQUE OF CONSTRUCTION

- **Foundation**

The house foundation is always done with stones; depending on the soil characteristics its depth vary from 20 to 100 cm. Foundations usually have a 70 cm height upon the ground and are visible on the following pictures. The stone masonry with mud mortar is necessary to protect the house from water and snow (mud would be destroyed quickly).

Picture 2 Farm in Behsud 2

Picture 3: Stone masonry foundations visible at the bottom of the wall



- **Walls**

Clay is the main construction material used in Behsud 1 and 2 buildings. Easily available, the good quality clay is removed from the low parts of hills (not from cultivated land or red clay are avoid for their low quality). Gravels are not removed from the clay, improving its future resistance).

The clay is used to prepare 2 kinds of materials for walls:

- **Uncooked bricks “*khisht-e-kham*”:**

²⁶ short pieces of wood used for the roof

²⁷ tree branches with leaves used for the roof

Clay is collected and mixed with water making mud. This mud is put into a mould (4 to 5 bricks) and manually compressed. After a week of drying, the uncooked bricks are used for the wall building and mud is used to join the brick

Then, the wall is coated with straw mud (**Kahgel**) to avoid crack. The uncooked bricks walls have a width of 35 cm. With that technique, a regular house can be built in 2 months.

- **Pakhsa**

A coat of 40 cm of clay is prepared then mixed with water and turned over with shovels.

Cows (if not available, donkeys) are used to compress the mud, and covered with gilim and plastic for the night (not to dry out).

The following day, the mud is cut into pieces that are piled up directly on the wall (height of 40 cm). Then, the mud pieces are compressed to join them. A surfacing is done by a skilled labor, and the pakhsa need to dry for a week before other coat is added.

Pakhsa is very resistant and have better thermal insulation than uncooked bricks (50 cm thick). However, that technique is more time consuming (from 5 to 7 months can be necessary for a house)

Usually the wall height is 240 cm by floor.

- **Roof**

Wood is the main construction material for roof construction. Wood timber are used as beams and located on the top of the walls (3 by meter). Mairak (branches) are installed at right angles to make a grid, then covered by 5 cm pashtook (small branches and leaves).

A 15 to 20 cm pakhsa coating is applied, then a 5 cm of dry clay (to avoid cracks in pakhsa) and covered by a 20 cm of straw mud.

Picture 4: wood beams, *mairak* and *Pashtook*



Picture 5: the roof, storage of bushes and dung



The roof is flat and it is usually used for storage of bushes and dung.

- **Windows**

Traditional windows are very small to decrease heat losses as much as possible, but in that case rooms remain dark. Depending on family wealth, glass or plastic film is used. New houses have larger windows with pane of glass also protected in winter time by plastic film.

Picture 6: traditional narrow window



7.4. ROOMS OF BEHSUD HOUSES

Table 29: Houses data

	Behsud 1	Behsud 2	ALL
Average age of the house (years)	34	33	33
% of 2 floors houses	46%	29%	33%
% houses with stable not insulated from other rooms	15%	10%	11%
Average # of heated rooms	2	2	2
% Of houses with private hammam	88%	60%	64%
% Of houses with private well	35%	33%	33%

On average, the visited houses were built 33 years ago, in both districts (up to 180 years ago).

The main particularity of Hazarajat houses is to have a stable included in the first floor.

The most crowded or wealthy households are used to build a second floor, allowing the separation of stable from the other living rooms.

An average of 54% of houses in Behsud 1 have one floor, they are 71% in Behsud 2 (average of 67% for both districts).

An average of 2 rooms is heated during the winter, mainly living rooms.

64% of houses have private hammam, and 33% private well.

The main rooms to be found in Behsud districts:

- **The stable or *Tabila*** is always located in the first floor of the house, to take advantage of the animal heat. However, this promiscuity has negative impact on family health. Consequently, the new houses often try to separate the stable from the rest of the room, building a second floor or a new stable out of the house.
- **Family rooms**

Each nuclear family is used to share a room (both parents and children). This multi-activity room is used to sleep (*Otaq khaw*), eat and meet within the household members. It is called *Otaq-e-Nishiman* or living room.

If rooms are available, children over 10 years are separated. This room is heated during the winter by a *tawa khana*²⁸ or a *bukhari*²⁹. The carpet loom is also located in one of these living rooms.

Picture 7: *Otaq-e-Nishiman*, with carpet weaving activity



- **Guest room**

A room is especially reserved for guests, the *Mehman Khana*. The afghan traditional sense of hospitality make that room the most equipped room in the house (depending on family wealth, quality mattresses, wallpaper, electric bulbs can be found). This room is used to receive guests and share tea, meals and can be used as a sleeping room. If necessary, it is heated by a *tawa khana* or *bukhari*.

Picture 8: *Mehman Khana*



- “**Dahlez**” is the corridor, usually used for storage of shoes and extra materials
- **The kitchen, or *Tandoor khana***, is used by women to cook bread or meals. Cooking devices and fuels can be stored in it.

²⁸ See below

²⁹ See below

Picture 9: Tandoor khana, with dung stock



- **Kah khana** is a room dedicated to the storage of fodder for the winter animal feeding, always in the first floor.
- **The bathroom, or Hammam** is usually located at the end of the corridor. 88% of houses are equipped with hammam in Behsud 1, only 60% in Behud 2, for an average of 64% for both districts. In case of no private hammam availability, the people have a wash in the closer spring or river.
- **Latrine (Khakandaz)** separated from the house, usually the poorest families don't have.

Compound

Sometimes a high wall close the yard, according to key informants, it is more common in Behsud 2. Those walls can have up to 3 meters high.

The yard is used mainly to take a rest during the summer, cultivate vegetable, flowers and rarely fruit trees (make shadow) and to store dung and bushes. A private well can be found if the family can afford it (33% of houses are equipped with private well in both districts).

Picture 10: Installation of PSH before the winter



Picture 11: The yard (PSH, cows, well and vegetable garden)

Picture 12: traditional well



7.5. ELECTRICITY

Table 30: Electricity data

	Behsud 1	Behsud 2	ALL
% of families with access to electricity	7%	8%	8%
% of families ready to pay for electricity installation	57%	65%	63%
Average amount available for electricity installation	3 180	2 100	2 300

Electricity services appeared a few years ago and are experimenting a strong development, thus currently 8% of families of Behsud have access to electricity.

Among the people without Electricity services, 63% are ready to participate in cash, for a total amount of 2 300 AFA.

Table 31: Electric systems of Behsud

	Behsud 1	Behsud 2	ALL
% of MHP among electric systems	66%	75%	74%
% of solar systems among electric systems	0%	20%	17%
% of generator among electric systems	33%	5%	9%
Average monthly expenses for electricity	170	345	290

The main electric systems are Micro Hydraulic Power (74%), running by river flow and usually shared by the whole community. Very few houses have private solar system or generator (the most expensive solutions). The families with access to electricity are spending around 3 500 AFA yearly for the system maintenance.

Picture 13: low consumption bulb



Electricity is mainly used for lighting at night, the available power is rarely sufficient for TV or high consumption devices.

7.6. COOKING AND HEATING DEVICES (EXTRACTED FROM GERES REPORT³⁰)

Two fuel-consuming equipments are used in parallel during summer.

TANDOOR

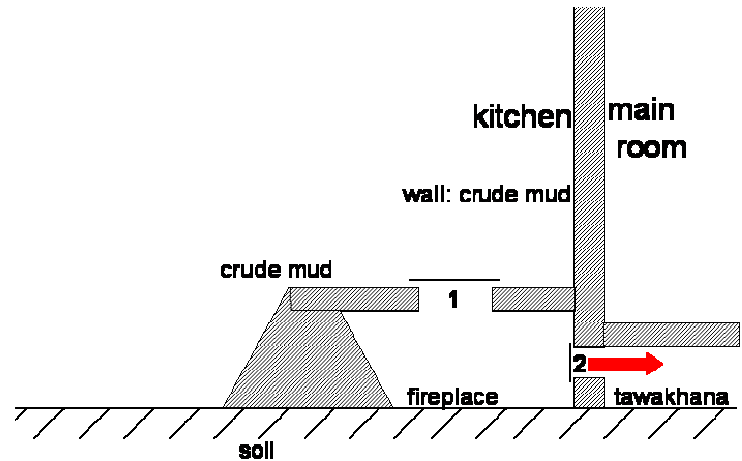
Tandoor is the oven of the house. It consists in a circle hole in the ground, one harm deep, one harm large (see picture).

It is lighted up in the morning, with bush for starting the fire and then dung for long burning. While fire on, a large amount of water is boiled. When fire begins to collapse, inner sides are cleaned up and daily bread is cooked against them. During the summer, the tandoor can be used outside the house in order not to heat it. Afterwards, when fire is out, water boilers are placed inside the tandoor, which is closed, for keeping water warm).

If need be for bread, tandoor might be loaded twice in a day – most frequently, only once.

³⁰

Picture 14: *Tandoor* (oven)



- 1: access to fire = circle hole in the ground, closed by a metal plate.
 2: possible: smokes output to the main room's floor, closed during summer.

DIGDAN

Picture 15: Digdan



Digdan is the afghan version of the 3-stones fire, or open fire. It is mainly used as a complement to tandoor, in order to bring back to boiling point the water kept warm in tandoor, or to boil new water when the first boilers are empty. As tandoor, during the summer, the digdan can be used outside in order not to warm the house.

It is lightened up for every meal, with bush; if only a short boiling is needed, no dung is added.

This is the basis of the equipment. *Digdan* and *tandoor* are used all year long, their main function is cooking but both, more frequently *tandoor*, can be linked to *tawakhana*, which provides heat in the living room (hot smokes from the equipment are circulating inside the floor of the living room through canals).

Heating and cooking equipment remain largely traditional.

Digdan and *tandoor*³¹ are reported in every house; *tawakhana* in 97% of the houses.

Bukhari is a heating device. As it can also be used for keeping water warm or for slow cooking, it is sometimes used all year long.

Table 32: Heating devices

	Behsud 1	Behsud 2	ALL
% Of families using BUKHARI	50%	34%	37%
% Of families using TAWAKHANA	96%	97%	97%
% Of families using BUKHARI DIESELI	0%	4%	3%
% Of families using MANQAL	31%	36%	35%

Table 33: Cooking devices

	Behsud 1	Behsud 2	ALL
% Of families using TANDOOR	100%	99%	99%
% Of families using DIGDAN	46%	65%	60%
% Of families using SAMOWAR (to boil water)	28%	7%	11%
% Of families using CHARI	78%	56%	61%

Globally, 92% of families use Tandoor once a day

7.7. MAINTENANCE WORKS

Table 34: House maintenance data

	Behsud 1	Behsud 2	ALL
% of families having achieved maintenance in 2007	60%	45%	48%
% Of expenses for materials	32%	39%	37%
% Of expenses for casual labor	68%	61%	62%
Average amount for house rehabilitation (if there is)	7 930	3300	4 520
% of families planning maintenance/construction works for	66%	49%	52%
Average expenses planned	40 840	44 300	43 360
% Of families planning new house/rooms	44%	28%	32%
First wish for house improvement	Electricity (72%)	Electricity (73%)	Electricity (73%)

³¹ details below

% of families that can participate with cash	91%	85%	86%
Average budget available (AFA)	6 840	3 310	4 100

Maintenance work achieved

48% of families had to achieve maintenance works in their house in 2007, for an average amount of 4 520 AFA.

Concerning 2008, 52% of families are planning house rehabilitation expenses in 2008, for an average amount of 43 360 AFA. Usually, second floor construction or New house building are concerned. The high proportion of families ready to invest a huge amount of money in 2008 is important, but can be linked to the fact that the 2007 family economic situation is probably the best one since long time.

Moreover, the most wished housing improvement is Electricity, with a large advance. A day trip in the zone would be sufficient to find satellite antenna for television in very remote zone. The television is a common dream as in many part of the rural universe...

86% of the families are ready to participate in a project concerning electricity, with an budget of 4 100 AFA.

The maintenance works are usually achieved after the wheat harvest, in September or October, when wheat straw is available for the preparation of straw mud for coating.

The most common maintenance works achieved are:

- Straw mud plastering of roof and walls
- painting of rooms,
- change of broken beams (roof),

As much as possible, family working bodies are involved in house maintenance, trying so to keep the expenses as low as possible, the remaining expenses in that case are raw materials if not owned (plastic, nails, paint, glass, etc)

In case of shortage of cash for the maintenance, the animals, fodder or crop stocks can be sold.

Few examples of maintenance works achieved by key informants met:

- Mr. Mahram Ali (village of Jaoy Haji, Behsud 1) spent 8000 AFA for materials and skilled labor necessary for roof mud plastering and rooms painting (eight days work).
- Mr. Sofi (Dahan qolbangi , Behsud 1) spent 6000 AFA for materials and skilled labor (roof and walls mud plastering, purchase of plastic for maintenance of his PSH.

During the winter, after a snowfall, the roof is cleared to avoid water infiltration in the house and the roof to collapse.

In case of family mid or long-term migration, the land and house are usually left in extended family member or trusted friends. Usually, the land is sharecropped and the farmer having access to the land is usually taking care of the house maintenance.

If not, the house is locked and remains inhabited, in that case, if the family don't come back before the winter, the

House can suffer degradation because of snowfalls that can lead to roof and wall destruction.

Picture 16: ruins of abandoned farm



7.8. FUELS

Table 35: Fuels data

	Behsud 1	Behsud 2	ALL
% of families experimenting difficulties to afford fuels	66%	89%	85%
Average yearly expenses for fuels/electric systems	5 510	4 090	4 400
% of Total Net Income dedicated to energy supply	8%	7%	7%

Fuels are separated in merchant fuels (gas, diesel, coal, charcoal) and semi-merchant fuels (bush, dung, wood). 85% of interviewed families of Behsud districts have experimented difficulties to by fuels in 2007. The average yearly expenses are 4 400 AFA. This amount represents 7% of their Total Net Income (the budget dedicated for food, education, health etc...). In case of necessity, people are obliged to increase their debts to afford fuels.³²

7.9. RESPONSIBILITY OF MEN, WOMEN, AND CHILDREN IN THE HOUSE RELATED WORKS

The men are mostly involved with skilled labor in hard maintenance works.

Woman in Hazarajat has more importance than in other parts of Afghanistan as far as decisions making is concerned.

The woman has a strong “suggestion power” in the family and she certainly has influence on her husband decisions. Moreover, as far as house is concerned, she is directly responsible for the house management. Her husband is her guest “*Mehman*”. She’s responsible for house cleaning, meal and bread preparation, children care and clothes washing. In the household, the woman of the patriarchy has also authority on her daughters and daughters in law and she can decide the distribution of home work among them.

³² More data about fuels to be found in Annex

Even if the man is responsible for the family budget, the woman is responsible for money keeping in the house. However, she has to ask to the patriarch to make expenses.

The case of widow can be different, if they take the responsibility of the household; they are responsible for the whole finances.

7.10. HABITAT AND SOCIAL ACTIVITIES

Houses are very important places as far as social relationships are concerned.

Women are used to join and to work together to prepare handicraft (wool spinning, carpet waving, hand sewing).

Handicraft is a good occasion for women to meet and share information.

The following traditional or religious ceremonies take place in Hazarajat houses:

- ***Khatme Quran*** (Holy Quran recites): on the occasion of death, visit of a distinguished guest, usually in the best room available (guest room)
- ***Jalasa qawmi***: Meeting organized to take important decisions concerning the community. It usually gathers the community elders and in case of conflict resolution, the stakeholders are invited.
- ***Fatiha***- Death ceremony, friends and extended family are received and a meal is shared.
- ***Wedding (Toy)***: the wedding party is celebrated separately in both houses during the first day. The second day, the bride is accompanied to her new home (her husband household). Friends and extended family are invited, and several houses can be crowded on the occasion.

8. References

- **DE BURES**, Alain, "Compte rendu de mission a Behsud", for Madera, August 2007
- **RUILLET**, Mathieu, "100 households in Hazarajat: Diagnosing and Breaking out Energy Vulnerability", for GERES, October 2006
- **PIOU**, Elsa, "“Diagnostic villageois” Organisation socio-politique et initiatives communes : une étude du changement social, Districts de Behsud I & II ", for Madera, December 2004
- **VERDUN**, Jean-Marie, "Diagnostic des systèmes agraires Hazaraguis dans les vallées de Qol-e-Khish et Kejab, Afghanistan", for Madera, November 2004
- **FRANCK** Alex and **VERSTRAETE** Lavuum, "Diagnostic Agraire, social et économique de la région de Behsud, Hazarajat, Afghanistan", for Madera, September 1998

GKL.JJ0801.STU.F3E.datanalysis urban survey.doc

Analysis of the data gathered during the survey performed on 4 gozars in district 6 and 13 of Kabul city, by ACF in November 2007.

Visited gozars were:

District 13:

- Shikh Mire (G1)
- Qale Sultanjan (G2)
- Sharak Safa (G3)

District 6:

- Merza Abdul Qader (G4)

Beneficiary profile:

It is worth mentioning that there are quite small differences in the profiles between the different gozars.

Interviewees:

In total, 277 people were interviewed, 60% of them women, representing exactly 50 households per gozar.

Compounds:

Only 24% of the families are alone in their compounds. 40% share the compound with one other family, 22,5% with 2 other families. 13,5% share the compound with between 3 and 5 other families. 23% of the families sharing a compound also share a building. The remaining 77% have separate buildings inside the same perimeter.

Families:

Among the 4 gozars, average number of persons / family is steady: in average, each family accounts for 8.1 members, which is consistent with the Afghan standard.

Quite surprisingly, women account for at least 60% of the members of households (up to more than 69% in G4). This is not sensitive to the age of the households' members.

With few exceptions, the head of family is always a man, which is correlated with the marital status of the head of family, very few people being widow, separated or never married, these 3 status accounting together for about 10%. 90% of the heads of families are married.

Children under 12 represent more than half of households' members, ranging from 51.2 to 53.7%.

Information about literacy rate is a bit complicated to construe, but one can surely state that the children are being massively literate (between 42 and 68%). Male are more literate than women in general, both for parents and children in 3 gozars.

Origin:

An important part of the households are returnees: between 14% (G2) and 32%(G1). Excepted for G2 (but returnees are less represented in this gozar), most returnees come back from Iran.

In terms of ethnicity, given the provinces of origin of most of the people (mainly Wardak, then Ghazni and Bamyán) we can assume that Hazara ethnic is the most represented.

G2 seems more mixed up, with people originating from about 10 different provinces.

While G1, G2 and G4 are ancient places of settlement (between 20 and 34 years), G3 is much more recently populated (7 years as an average, but 68% of them less than 7 years and only 6% more than 12 years). In average, people set up in Kabul since 22 years.

Occupation:

The most represented types of occupation are:

- daily workers (unskilled) : min. 20% (G4), up to 49% (G3)
- rug weavers: from 6 % (G2) up to 27% (G3)
- shopkeepers : min 4% (G2) but up to 23% (G4)

Intellectual professions (engineers 1%, doctors 0,5%, teachers 0,5%) are very poorly represented (less than 2%), as well as governmental workers (2,5%).

About 17% of the workers have a home based activity, mainly (85%) rug-weaving (others are tailors and cloth-washing).

Daily workers and shopkeepers are the most numerous, but while daily workers are among the most vulnerable (av. month earning: 4675 AFA), shopkeepers are among the wealthiest (av. 8077 AFA / month).

The occupations that can be found in the area are:

- baker and apprentice: 2,5%
- bicycle maker: 0,5%
- butcher: 4%
- company worker: 0,5%
- clothe washing: 0,5%
- cook: 0,5%
- driver: 6%
- fruit seller: 0,5%
- flower seller: 0,5%
- guard: 0,5%
- gardener: 0,5%
- owner of a generator (see below "access to energy"): 0,5%
- hospital worker: 1%
- housepainter: 0,5%
- seller (?): 0,5%
- soldier: 0,5%
- tailor: 3%

- wood seller: 0,5%

Income and expenses:

Income:

There is no significant difference between the monthly income of the head of family and the total monthly income of the household (less than 10%). The average income per family on the 4 gozars is 6332 AFA, ranging from 1000 AFA (but it is highly probable that this family, while very vulnerable, has another source of income), 2000 AFA per month being a more reliable indication, to 42000 AFA per month. The highest 25% earn 8000 AFA or more per month, the lowest 25%, 3000 AFA or less per month.

Here again, the distinction between daily workers, the poorest, and shopkeepers (richest) is strongly represented.

68% of the interviews have less income in winter, because of the increase of expenses, or the lack of jobs (16% of the declared causes) or, more likely, both. 8% have less income in spring or summer, due to:

- children attending school, and thus, not working,
- winter activities not or less practiced in summer (rug weaving),
- perishable nature of sold goods (butchers).

Only 19% declares having the same income all year long. It coincides approximately with profession having a salaried activity (13%), government workers, engineers, drivers, soldiers, hospital workers, guard...

Expenses:

The average expenses per month per family are 6102 AFA. The average expenses of the 25% poorest are 2782 AFA for an average revenue of 1948 AFA, while the ones of the 25% wealthiest are 11466 AFA (subject to a certain degree of uncertainty, the most well off spending systematically all their income...) for an average income of 12480 AFA. The average expenses of the 50% in between are 5038 AFA, for an average income of 5210 AFA.

If we exclude the 10% poorest and richest (not representative or subject to mistake during the interview), the average expenses are 5082 AFA per month, for an income of 5113 AFA.

People consuming flour declare no consumption of bread and vice-versa. Consumption of these goods increases during winter. +14% of flour, +4% of bread.

It is not possible, by correlating the data, to assess an economy of fuelwood for people consuming bread instead of flour (i.e. produced through a service – bakery – vs. home production).

Price change:

Consumption of vegetables and meat slightly decreases in winter, respectively -19% and – 2%. This is explained mainly by the general increase of price during winter:

- +82% for wood
- +25% for flour
- +22% for vegetables
- +22% for cooking fuel.
- +16% for gas
- +8% for meat
- +8% for soap

Only bread price does not change, because it is legally regulated. However, this was not true during winter 2007/08, the price of bread almost doubling because of massive wheat shortage.

Budget:

We consider that flour and bread account for the same share in the expenses of the household. Thus, the budget is shared as follows:

- food: 41%
- energy: 32%
- rent: 8%
- taxes: 1,5%
- others (transport, clothes, education, hygiene, debts): 17,5%

In winter, while the total budget increases by 21%, the share is:

- food: 39%
- energy: 36%
- rent: 6,5%
- taxes: 1%
- others: 17,5%

In summer, the budget decreases by 11,5%:

- food: 44%
- energy: 28,5%
- rent: 9%
- taxes: 1%
- others: 17,5%.

Between winter and summer, the budget for energy increases by 58%.

We consider that winter lasts 17 weeks, corresponding to the average period of heating, approximately for November 20th until March 21st. The remaining 35 weeks are considered as "summer".

Periods of expenditure:

Unsurprisingly, most of the people (95,5%) declare that there is a period when they have more expenditures. For 98% of them, this period is winter. Then come Eid and Ramadan. For 95% of the people declaring having more expenditure, the necessity to buy fuels for heating is the main reason.

Taxes:

16,5% of the households pay taxes. 60% of them are from G1, 18% of G4, 15% of G2 and 7% for G3. Only 5% of all households pay more than 500 AFA of taxes per month. Only one of the taxpayers out of 33 is renting his house.

Debts:

77,5% of the households have debts, ranging from 3.000 AFA to 800.000 AFA. The average is 88.580 AFA. The main reasons for debts are:

- Daily consumption (food, rent, fuel, repaying debts...): 45%
- House improvement / house or land purchase / construction: 24%
- Family events (bride price, wedding, funerals): 16%
- Health care: 13%
- Business investments: 7,5%

The total is more than 100%; as several people have contracted debts for more than one reason.

Microcredit:

13,5% of the households have a microcredit, more than 51% of them with AKDN (First Micro Finance Bank of ARMP), 26% with BRAC. The remaining is with Oxus (ACTED), Care, Parwaz or people don't know the name of their MFI. The reasons for microcredit are:

- House improvement / house or land purchase / construction: 44%
- Business: 26%
- Daily consumption: 15%
- Family event: 11%
- Others: 4%.

Finally, the question may seem evidence, but when asked if they want to save money, 100% of the households say yes.

Access to water:

72,5% of households have access to a source of drinking water inside their house, 78% to a source of domestic water.

27;5% shall go outside to get drinking water (mainly public hand pump – 21%).

Access to energy:

Electricity:

The situation vis-à-vis access to electricity is really scattered between the 4 gozars. One aspect in common, however, is the quasi-absence of city power: only 3 households in G2 have it.

Most of the households rely merely on **generator**, else own generator, else "district" generator. In fact, what is called district generator is a big generator, owned by a wealthy neighbour, which sells electricity to his close neighbourhood. People pay a monthly fee per electrical apparel: per bulb, pr TV (different price according to B&W TV of color TV)...

Usually, the owner of the generator also owns a collective water tank and sells water to the neighbourhood. He is in charge of the maintenance of his equipments (generator, water pump, tank, fuel), while every household is responsible for its part of the line.

86% of the households rely on district generator in G3, 44% in G1, but only respectively 12% and 8% in G4 and G1.

62% of people from G2 have their own generator, 42% of G1, but only respectively 6% and 2% in G4 and G3.

Some household (the data are not really readable to draw a precise scheme, but we can say that 6 to 8% of the households are concerned) also use batteries to have light and/or TV. Among these users, we can assume that a small part of them has batteries only for light, charging from small solar panels. The others charge their batteries to generators or city power. Another cause of the imprecision of the data on batteries is that people are reluctant to admit that they have some, as they are usually not paying for it to the "district generator" (it has been noticed during other visits that people tend to hide their batteries).

Heating & cooking

As mentioned before, the considered period for heating (winter) lies from November 20th until March 21st.

The main heating devices are:

- bukhari, owned by 98% of households, loaded 2,9 times per day, average load being 3,36kg. Average daily consumption of a Bukhari is 9,6kg of wood. Over a 17 weeks heating period, yearly average consumption is then 1150kg = 8050 AFA for whole winter.
- sandali, owned by 5,5% of households, most of them also having a bukhari. A sandali consumes 0,6kg of coal per day, which is 7AFA daily, 840 AFA over the whole winter. Sandali can only be used as a second heating device, as it does not permit activity.
- mankhal, owned by 1%.

These 3 devices are used only in winter, most of the bukharies can be used at the same time for cookin.

In winter, the use of some device traditionally for cooking can increase. That is the case for instance of the tandoor (clay oven), owned by 8%, which used increases by 33%.

Other traditional cooking devices are more used during summer:

- samowar: +300% in summer, summer daily consumption (wood) = 2,4kg, winter = 0,8 kg.
- digdan: +55% in summer, summer daily consumption (wood) = 3,6kg, winter = 2,3kg owned by 9,55% of households.

Fuels:

Gas is widely spread, quasi exclusively for cooking. 93,5% of households use gas. Gas consumption increases by about 34% in summer, but the average weekly expense, being 102 AFA in winter and 108 AFA in summer, remains steady.

Wood daily consumption in winter is 3,7 times higher than in winter, price is 15% higher in winter. Average weekly expense for wood is then 540 AFA in winter and 130 AFA in summer.

Diesel is also frequently used, by 20% of households in summer and 12% in winter, but consumption, being mainly for oil lamps and fire ignition, is complicated to estimate, probably between 40 and 50 AFA / per day (1liter more or less).

Other fuels are not as widely spread as these last 3, analysis is not relevant in terms of consumption. For information here are the rates of use of other fuels;

- coal: 7% of total households – only in winter
- charcoal: 3,5% -mostly in winter
- sawdust: 1 user in winter
- tire: 1 occasional user in winter
- petrol: 4 households, wealthy, use it for generator.

House status of occupation:

In average, people are occupying their houses since 9 years. Since they have settled in Kabul, they have changed 4 times of house. The number of times changing house is not sensitive to the wealth of the household.

The main reasons for the people to change their house are:

- "It was a rented house": 54% (no correlation with current status of occupation)

- local fighting: 27%. The area has been the theatre of heavy fighting during the 1990s
- increased rent of the house: 13%. (no correlation with current status of occupation)
- selling the house to buy a new one: 1,4%.

The other reasons are: no water, damaged house, bad condition of the house, too small house, shared house, owner claiming his house or "I don't know why I changed".

24% of the households pay a rent, which average 2063 AFA per month, ranging from 100 AFA to 12500 AFA, 35% paying equal or less than 1000 AFA, only one household paying more than 5000 AFA.

46,5% of households have purchased their houses, while 24% have inherited it. 70,5% are thus owner of their house. Only 22,5% are tenant, i.e. renting the house, 3,5% are relatives of the owner (free tenants), 3% are occupying a mortgaged property and the remaining 0,5% are informal occupants.

Tenants and occupants of mortgaged dwelling are the most recent to have settled in Kabul (respectively 14 and 12 years).

Eligibility for PSH:

50,5% of the houses are eligible to PSH, which means they are oriented toward south within an angle of more or less 20°.

10,5% of the houses show a good potential for PSH, even though not ideal, which means they are oriented toward south within an angle of -30° to -20°.

2,5% of the house show a limited potential for PSH, which means they are oriented toward south within an angle of +20° to +30°.

The remainder 36,5% are out of these ranges and are not eligible to PSH.

Almost 70% of the eligible and good potential houses for PSH are owned by their occupants. Among them 30% are among the 25% of households the most vulnerable (i.e. whose head of family earns equal or less than 3000 AFA per month).

House property:

66% of the owners have purchased their house, 34% inherited.

More than 93,5% of the lands are illegal settlements, even though they have been bought by their owners. Only 3,5% have purchased legal land, and 3% don't even know the initial status of the land.

Even when they are aware of the illegal status of their settlement, owners don't contemplate the fact that because of this illegal status they might be forced to leave their house.

It is worth noticing that the authority under the responsibility of which the area is being managed is the MRRD, not MUD or Kabul Municipality.

Building:

Materials used for construction:

Walls:

- cooked bricks only: 56,5%
- crude bricks only: 31%

- hollow blocks only: 10%
- mix of cooked bricks and hollow blocks: 1%
- others: 1,5%

Roof:

- wood beams and mud plastering: 90,5%
- jack arch and cooked bricks: 9%
- GI cover: 0,5%

55,6% of houses with jack arch roof have cooked brick walls and 27,8% have hollow blocks walls.

Floor:

- earth: 95,5%
- concrete: 4,5%

Only houses with cooked bricks or hollow blocks walls have concrete floor.

Rooms:

Number of rooms:

- 1 room: 29%
- 2 rooms: 35,5%
- 3 rooms: 20%
- 4 rooms: 10%
- 5 rooms: 5,5%

Inner compound:

Main use of inner compound:

- washing: 63%
- leisure: 16%
- gardening: 15%
- livestock farming: 4,5%
- cooking: 1%
- storage: 0,5%

When mentioned, a second use for inner compound is always for leisure.

30% of the households would like to use their compound for other purposes:

- to build additional rooms: 47%
- for gardening: 23%
- to build a kitchen: 20%
- to build an access to water: 10%
- other: 20%

Improvements:

Improvements to be done:

23,5% have plans to improve their houses(47 households). Among them, only 3 households are not owner of the house.

The most common plans for improvements are:

- additional rooms: 57,45%
- kitchen: 23,40%
- bathroom: 4,26%
- well: 4,26%

- yard: 38,30%
- basement: 2,13%
- ceiling: 6,38%
- uncomplete works / reparation: 10,64%

People plan an average 120.000AFA for the improvements to be done, ranging from 5.000AFA to 800.000AFA.

Improvements done last year:

15% did reparation last year (same kind of work as what is planed – see below), for an average global amount of 84540 AFA, of which materials account for 71% and work for 29%, ranging from 2.000 AFA to 800.000 AFA.

10% of theses works were done by the inhabitants of the house, but the 90% remaining by daily skilled or unskilled workers.

Report on survey of Micro Finance Institutions active in Afghanistan

February 2008

General information on all the MFI mentioned below can be found at Mixmarket.org:

<http://www.mixmarket.org/en/demand/demand.global.results.asp?token=&refreshSearch=demand&s0wrc=AF&seDisc=all>

Sundug (program of MADERA – NGO)

interlocutor: Mr. Pascal Arthaud – Country Director of MADERA – maderadp@yahoo.fr

Date of creation: 2005

Area of involvement: Rural (East of Afghanistan: Laghman, Kunar, Nuristan...)

Potential for the project: Behsud (to be open Spring 2008)

Strategy of action:

- activity organized on the concept of "village banking" (http://en.wikipedia.org/wiki/Village_Banking) , subdivided in "solidarity groups" (5 or 6 persons), which caution the borrower
- Reimbursed of first small loan qualifies for bigger one
- loan 1: 150 USD / 5months, loan 2: 300 USD / 7 months, business loan 500 USD / 12 months
- apply a rate of 20% of interest

Methodology: through community mobilization process, people are explained MF. Then interested people gather into a "village bank", regrouping from 16 to 36 persons (not less, not more). The groups are trained on MF theory, products, reimbursement... and elect a bureau (secretary, treasurer...). Then, members of the bank regroup in solidarity group (4 to 6 people).

A village bank is then made of 4 to 6 groups of 4 to 6 people.

Sundug has relationship only with the village bank. It meet with the bank (all members shall be present) once a month, else to give the loan, else to collect the reimbursement.

There is no other guarantee than the solidarity group, which itself does not bear any constraint when constituted. Village banks are created on a geographical criterion: community or village.

Credit is not given for a specific action, though it is mainly used by small entrepreneurs to expend their business. Could be used to improve & / or rehabilitate house, but PA doesn't know if it has been done yet. Sundug pays special attention to the fact that the credit is not used for daily consumption (food, heating...), because if people don't have the mean to cover for theses expenses now, it is highly probable that they will not be able to reimburse.

Interested in partnership to launch new product, on house improvement e.g., with GERES or other org° (Planète Finance...).

Interested in managing a revolving fund specifically dedicated to one financial product, management fees being paid by a part of the interests.

First Micro Finance Bank (FMFB, pgm of AKDN)

Interlocutors: Muslimul Haq – CEO – muslim.haq@fmfb.com.af – 0799 322 765
Mansur Mehdi – CFO – mansur.mehdi@fmfb.com.af – 0799 095 705

Date of creation: 2003

Area of involvement: urban exclusively (today almost all over Afghanistan)

Potential for the project: Kabul – district 13 & 7 (agency already existing)

Strategy of action:

- focus on poor people and micro-entrepreneurs
- 20% of the customers are women, special focus on them with a special (pilot) product (amount of the loan & interest reduced)
- most of the customers borrow for business purpose

In their group loan, groups are constituted from people living in a range of 1km. This is the only constraint to the creation of such.

In March, will launch a new pilot product specifically for housing improvement (renovation, rehabilitation, extension). Not for new construction! Pilot project will last for 9 months (until Dec 08) and will focus on a sample of max 800 clients, for credit ranging from 200 USD to 700 USD. For new and previous clients indiscriminately. It will take place in Kabul, districts 1 & 7 and Herat, because they need a technical partner to analyze the housing products. This partner is AKTC (Aga Khan Trust for Culture), which is present in these area. Don't plan to make any communication / advertising / marketing on that product: the idea came to launch it because it is a regular demand from the clients.

The guarantee for such product will be, first property title, as the product will first target owners of their houses. But they also intend to put in place a cross-guarantee mechanism, which is not finalized yet and to open the housing loan also to people renting their houses.

They don't plan to launch a loan for house construction, as it is still considered as too expensive.

Interested in launching a partnership on a special product, provided that the eligibility rules are respected. OK to promote PSH in the frame of their house improvement loan.

OK to manage a specific revolving fund.

Ariana Financial Service – AFS (MercyCorps)

Interlocutor: Mrs. Storai Sadat – Executive Director – ssadat@af.mercycorps.org – 0779 245 758

Date of creation: 2003

Area of involvement: Kabul & Jalalabad. In rural & suburban area. **Districts 7 & 13** of Kabul represent **20% of their portfolio**.

Plan to expand to Kandahar, Kunduz & Badakhshan. As there are security pb in Kandahar, expansion is delayed, but they will settle in Kunduz & Badakhshan in 2008.

Products:

- group lending: solidarities groups of 4 to 8 members. from 200 \$ over 3 months to 4000 \$ over 24 months
→ start with the small one, reimbursement of L1 without pb qualifies for L2 = L1+40% and so on and so forth. Interests: 2% / month flat rate.

- individual loans: self guarantee (title of property...). from 600 \$ over 6 months to 10000 \$ over 30 months. Same $L2 = L1 + 40\%$ 2% flat
- agricultural loans: for agro business. only in Jalalabad. from 2000 \$, same $L2 + L2 + 40\%$.

The activity is almost self sufficient.

Mostly women oriented (80% of the clients). For the moment, loans only for business activity. They just hired a consultant to design a product for housing loans. They support the idea of a partnership w/ another org° for housing loan. Are ok to eventually run a revolving fund.

MADRAC (DACAAR)

Interlocutor: Najib Samim – director – najib.samim@madrac.org / 0093 799 30 88 76

Date of creation: 2004

Area of involvement: Heart, Ghazni, Kapisa, Logar, Laghman, Nangarhar. → not suitable for PSH (maybe N of Ghazni, but big secu pb).

Planned: Kunduz, Badakhshan, Takhar (not before 2009).

Product: group lending, for any income generating activity or other purpose but no daily expenses (too risky). From 150\$ over 6 months to 700\$ over 12 months. Interests: 20% yearly flat rate.

They may introduce new products in a near future: SME & agricultural loans. Not implemented yet.

Would be ok for a partnership, but no real potential for it now.

ARMP (Afghanistan Rural Microcredit Project) - AKDN

Interlocutor: Davlatyor Jumakhonov – programme director – 0093 799 126 400 / davlatyor.jumakhonov@akdn.org

Date of creation: 2002

Specifically rural.

Area of intervention: Bamyan (all districts, incl. Yakawalang), Badakhshan + 7 other provinces.

Methodology = general MF services, do only microcredit (no insurance or savings). Not linked to any specific MF school.

Products:

- SME & business loans. Up to 25.000 USD over 24 months. 1.3 % monthly flat rate.
- Social loans: for health or schooling for instance – target very vulnerable people. Only in Badakhshan. From 30 \$ to 3000 \$ over 3 to 24 months. 1.2 or 1.25% monthly flat rate.
- Special product for over indebted deprived farmers, to recollect their assets and land (often taken by warlords).

They don't have a standard product, but rather case by case loans, fitted to each client according to business plan. Loan design is very free, provided that it respects standard policies & procedures.

Clients who applied for several SME / business loans, after a while, tend to ask for housing loans, as they are wealthier and their businesses don't need to be expended more.

20% of the clients are women.

Want to launch a new product: self help group loans. Objective: to reach the deepest poverty.

Guarantee: only social guarantee (documents signed between the client, ARMP, Shura, local authorities...) no real legal guarantee, but rely on social pressure, very effective.

Group constitution: they don't set up groups by themselves, but rather rely on pre-existing, mature groups constituted through community mobilization by partner organization (AKDN, Afghan Aid...). They don't have knowledge of group gathering.

Would be ready to set up a partnership with GERES on PSH, with a special product or not, as long as it respects standard policies and procedures. Would not need a specific dedicated fund if they launch it, can do it with their own funds. But the product would be launched in all the provinces they are active at once, after a pilot phase.

BRAC

Interlocutor: Gunendu Roy – Country Pgm Coordinator - +93 700 288 300 – gunenduroy@yahoo.com

Date of creation: 2002

Area of involvement: 22 provinces, including Bamyan (Yakawlang) and Kabul

Products:

- For Afghan poor & very poor rural households (only vulnerable). From 10.000 (or less) AFA to 40.000 AFA (200 to 800 \$), over 6 to 12 months. Procedure: After implementation of MC, 1 survey is conducted on the area, to select & organize the target population. Then a village organization is created, which gathers weekly. After 4 weeks of membership, a member can apply for a loan.
- Agriculture & life development loan: from 15.000 to 50.000 AFA. Only for farmers or agro businesses. Bnf gathered into groups. The loan comes with training related to the activity to promote through the loan.
- Small Enterprise: specific for entrepreneurs who can't expand their businesses because of lack of capital. Mostly urban until now, but want to go rural. From 50.000 to 400.000AFA.

17% per annum flat rate.

Existing plan to launch a product for house repairing and new construction, as it is a demand from current clients. This loan would not be open to new clients.

Would be interested in developing a specific product with GERES.

CFA (Child Fund Afghanistan)

Interlocutor: Kithinji Boore – +93 798 205 950 / kithinji@cfafghanistan.org

Date of creation: 2002

Area of involvement: Baghlan, Kunduz, Badakhshan, Takhar

Products: only business or farming loans, through solidarity groups. From 240 \$ to 1000\$. 1,5% monthly flat rate.

Specifically target IDPs, returnees and widows. Today they have 3000 clients, really vulnerable.

Plan to launch individual loans.

They are keen to add new products, possibly in partnership.